



**A1. Conseiller en marchés**

Mrs. Jenny Mascarenhas  
Spécialiste en approvisionnement  
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement

Courriel : (ci-dessous)  
realproperty-contracts@international.gc.ca  
Téléphone : +1 613 292 8946

**Construction**

**Demande de propositions (DP)**

**Pour**

l'exécution des travaux décrits dans l'annexe « A » – Énoncé des travaux de l'avant-projet de contrat.

<b>A2. Titre</b> Services de peinture pour l'ambassade du Canada au Chili, Santiago		
<b>A3. Numéro de la demande de soumissions</b> 24-245950B	<b>A4. Numéro du projet</b> G-STAGO-100	<b>A5. Date</b> 15 janvier 2023
<b>A6. Documents de la DP</b> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Page de titre de la demande de propositions (DP)</li> <li>2. Exigences relatives à la présentation (Partie 1)</li> <li>3. Évaluation et méthode de sélection (Partie 2)</li> <li>4. Formulaire d'appel d'offres (Partie 3)</li> <li>5. Instructions générales (Partie 4)</li> <li>6. Ébauche de contrat</li> <li>7. Annexe "A" - Demande de proposition (RFP) en espagnol</li> </ol> <p>Dans l'éventualité d'écarts, de contradictions ou d'ambiguïtés dans le libellé des documents susmentionnés, le document qui figure en premier lieu sur la liste ci-dessus prévaudra.</p>		
<b>A7. Présentation des propositions</b> <p>Pour être valides, les propositions doivent avoir été reçues au plus tard à <b>14 h, EST le 31 janvier 2024</b>, ci-après la « date de clôture ».</p> <p><b>Les propositions soumises par voie électronique doivent être expédiées uniquement à l'adresse de courriel suivante :</b> realproperty-contracts@international.gc.ca</p>		
<b>A8. Formulaire d'appel d'offres</b> <p>Le formulaire d'appel d'offres dûment rempli (partie 3) et le bordereau des quantités doivent être envoyés dans des fichiers distincts intitulés « formulaire d'appel d'offres ». Les renseignements demandés à l'article 5.0 doivent être sur le formulaire d'appel d'offres (partie 3) seulement. En cas de non-respect de cette exigence, la proposition pourrait être déclarée non conforme et pourrait ne pas être prise en considération.</p>		
<b>A9. Visite des lieux</b> <p>On recommande au soumissionnaire ou à l'un de ses représentants de visiter les lieux des travaux. Des dispositions ont été prises pour que la visite des lieux se tienne à 481, Nueva Tajamar Torre Norte, 12<sup>e</sup> étage, Edificio World Trade Center, Las Condes, Región Metropolitana, Chili, le <b>19 janvier 2024</b>. La visite des lieux débutera à <b>10 h (heure locale à Santiago, au Chili)</b>.          Les soumissionnaires sont priés de communiquer avec le conseiller en marchés au plus tard trois (3) jours ouvrables avant la visite pour confirmer leur présence et fournir le nom des personnes qui assisteront à la visite. Les soumissionnaires pourraient être tenus de signer une feuille de présence. Les soumissionnaires qui n'assistent pas à la visite ou qui n'y envoient pas de représentant ne pourront pas bénéficier d'un autre rendez-vous, mais ils seront autorisés à présenter une proposition.          Toute précision ou tout changement apporté à la demande de soumissions à la suite de la visite des lieux sera inclus dans la demande de soumissions, sous la forme d'une modification.</p>		
<b>A10. Demandes de renseignements</b> <p>Toutes les demandes de renseignements ou questions concernant la présente DP doivent être présentées par écrit au conseiller en marchés au plus tard trois (3) jours ouvrables avant la date et l'heure de clôture, afin d'accorder suffisamment de temps pour y répondre.</p>		
<b>A11. Exigences linguistiques</b> <p>Les propositions sont présentées en anglais ou en français.</p>		
<b>A12. Conférence des soumissionnaires</b> <p>Une conférence des soumissionnaires aura lieu virtuellement le <b>24 janvier 2024</b>. La conférence débutera à <b>9 h (heure locale à Santiago, Chili)</b>. Dans le cadre de la conférence, on examinera la portée du besoin précisé dans la demande de soumissions et on répondra aux questions qui seront posées. Il est recommandé que les soumissionnaires qui ont l'intention de déposer une proposition assistent à la séance ou y envoient un représentant.          Les soumissionnaires sont priés de communiquer avec le conseiller en marchés avant la conférence pour confirmer leur présence. Ils doivent fournir, par écrit, au conseiller en marchés, le nom de la ou des personnes qui assisteront à la conférence et une liste des questions qu'ils souhaitent aborder au plus tard trois (3) jours ouvrables avant la conférence.          Toute précision ou tout changement apporté à la demande de soumissions à la suite de la conférence des soumissionnaires sera inclus dans la demande de soumissions, sous la forme d'une modification. Les soumissionnaires qui ne participeront pas à la conférence pourront tout de même soumettre une proposition.</p>		
<b>A13. Garantie de soumission</b> <p>Sans objet</p>		
<b>A14. Documents contractuels</b> <p>Le projet de contrat que le soumissionnaire sélectionné sera tenu d'exécuter est inclus à la présente DP. On conseille aux soumissionnaires de l'examiner attentivement et d'indiquer au conseiller en marchés toutes les dispositions problématiques, conformément au point A10 – Demandes de renseignements. Sa Majesté se réserve le droit de n'apporter aucune modification aux documents du contrat.</p>		



## Partie 1 – Exigences relatives à la présentation

### SR1 Présentation de la proposition

- 1.1 Le ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement (MAECD) doit avoir reçu les propositions à l'adresse de courriel mentionnée, à la date et à l'heure qui figurent sur la page 1 de la demande de propositions.
  - 1.2 Les soumissionnaires doivent veiller à ce que leur nom et le numéro de la demande de soumissions soient clairement inscrits à la ligne réservée à l'objet du courriel. Il incombe au soumissionnaire de confirmer que sa soumission a été reçue à temps et à la bonne adresse.
  - 1.3 Il est possible d'envoyer plus d'un courriel si nécessaire. Si le même fichier est envoyé plus d'une fois, c'est celui reçu en dernier qui sera évalué, de sorte que ceux reçus antérieurement ne seront pas ouverts.
  - 1.4 Sa Majesté demande aux soumissionnaires de fournir leurs propositions électroniques au format de fichiers d'application logicielle Portable Document Format (.pdf) ou Microsoft Office, version 2003 ou ultérieure.
  - 1.5 Les soumissionnaires doivent suivre les instructions détaillées ci-dessous en matière de format requis lors de la préparation de leur proposition :
    - La police de caractères doit faire au moins 10 points.
    - Tous les documents doivent pouvoir être imprimés sur des feuilles de 8,5 po x 11 po (21 cm x 27,5 cm) ou sur papier A4.
    - Par souci de clarté et afin de permettre une évaluation comparative, les soumissionnaires doivent répondre en utilisant les mêmes rubriques et la même structure de numérotation que celles de la présente DP.
  - 1.6 Il est possible de modifier ou de présenter une nouvelle fois les propositions seulement pendant la période qui précède la date et l'heure de clôture de la DP, et il faut le faire par écrit. La dernière proposition reçue remplacera les propositions transmises précédemment.
  - 1.7 Sa Majesté se dégage de toute responsabilité en ce qui concerne les propositions reçues en retard parce que le courriel a été bloqué par un serveur pour les raisons suivantes :
    - la taille totale des pièces jointes excède 10 mégaoctets;
    - le courriel a été bloqué ou mis en quarantaine parce qu'il contenait un code exécutable (y compris des macros);
    - le courriel a été bloqué ou mis en quarantaine parce que le serveur du MAECD n'accepte pas certains fichiers, comme ceux portant l'extension .rar, les fichiers cryptés .zip ou .pdf, .exe, etc.
  - 1.8 Les liens vers un service de stockage en ligne (tels que Google Drive<sup>MC</sup>, Dropbox<sup>MC</sup>, etc.) ou vers un autre site Web, un service de protocole de transfert de fichiers (FTP) ou tout autre moyen de transfert de fichiers ne seront pas acceptés. Tous les documents présentés doivent être joints au courriel.
  - 1.9 Il est fortement recommandé à tous les soumissionnaires d'obtenir auprès du conseiller en marchés la confirmation que la totalité de leur proposition a été reçue. Pour la même raison, lorsque plusieurs courriels contenant des documents, y compris la proposition, sont envoyés, il est recommandé de numéroter les courriels et d'indiquer le nombre total de courriels envoyés en réponse à la DP.
  - 1.10 Sa Majesté exige que chaque proposition, à la date et à l'heure de clôture ou sur demande du conseiller en marchés, soit signée par le soumissionnaire ou par son représentant autorisé. Si ces signatures ne sont pas fournies selon les exigences, le conseiller en contrats informera le soumissionnaire du délai dans lequel il devra les fournir. Si le soumissionnaire n'accède pas à la requête du conseiller en marchés en omettant de fournir les signatures requises dans le délai prévu, sa proposition pourrait être jugée irrecevable.
  - 1.11 Il incombe au soumissionnaire :
-



- de demander des précisions sur les exigences contenues dans la DP, au besoin, avant de déposer sa proposition;
- de préparer sa proposition conformément aux instructions contenues dans la DP;
- de déposer une proposition complète au plus tard à la date et à l'heure de clôture;
- de déposer une proposition uniquement à l'adresse courriel qui figure sur la page 1 de la demande de propositions;
- de veiller à ce que le nom du soumissionnaire et le numéro de la demande de soumissions soient indiqués à la ligne d'objet du courriel renfermant la proposition;
- de fournir une proposition claire et suffisamment détaillée, contenant tous les renseignements demandés concernant les prix, afin de permettre une évaluation complète et conforme aux critères établis dans la DP.

**1.12** Sauf indication contraire dans la DP, Sa Majesté évaluera seulement les documents qui accompagneront la proposition du soumissionnaire. Sa Majesté n'évaluera pas les renseignements fournis sous forme de renvois à des adresses de sites Web où se trouvent de l'information supplémentaire, ni les manuels ou les brochures techniques qui n'accompagnent pas la proposition.

**1.13** Une proposition ne peut être cédée ou transférée, en tout ou en partie.



## Partie 2 – Procédures d'évaluation et méthode de sélection

### 1.0 Proposition technique

1.1 L'évaluation sera basée exclusivement sur le contenu des propositions et de toutes modifications correctement soumises. Il ne faut présumer en aucun cas que Sa Majesté connaît déjà les qualifications des soumissionnaires autres que celles transmises dans le cadre de la DP.

1,2 La réponse technique du soumissionnaire **ne doit pas** dépasser 50 pages de papier, recto seulement, de 8½ po x 11 po, format de caractères minimal de 10 points. Les documents dont le nombre de pages dépasse 50 **NE seront PAS** pris en considération.

### 2.0 Processus de conformité des soumissions par étapes (PCSE)

#### 2.1 Renseignements généraux

- a. Sa Majesté mène le PCSE décrit ci-dessous pour ce besoin.
- b. Nonobstant tout examen effectué par Sa Majesté aux phases I ou II du PCSE, les soumissionnaires sont et resteront les seuls responsables de l'exactitude, de l'uniformité et de l'exhaustivité de leurs soumissions, et Sa Majesté n'engage, en vertu de cet examen, aucune obligation ou responsabilité de relever les erreurs ou omissions dans les soumissions ou dans les réponses d'un soumissionnaire à une communication de Sa Majesté ni ne s'engage à indiquer ces erreurs ou omissions.

Le soumissionnaire reconnaît que les examens réalisés aux phases I et II du PCSE ne sont que préliminaires, de sorte qu'une soumission jugée recevable au terme de ces deux premières phases pourrait être considérée comme irrecevable à la phase III, y compris au regard des exigences obligatoires déjà examinées. Sa Majesté peut déterminer à sa discrétion qu'une soumission ne répond pas à une exigence obligatoire à n'importe quelle étape.

Le soumissionnaire reconnaît également que même s'il répond à un avis ou à un rapport d'évaluation de la conformité (REC) [ces termes sont définis plus bas] aux phases I ou II, sa soumission pourrait ne pas répondre aux exigences obligatoires qui font l'objet de l'avis ou du REC ni à d'autres exigences obligatoires.

- c. Sa Majesté peut, à sa discrétion et à tout moment, demander et accepter de l'information du soumissionnaire pour corriger des erreurs ou des lacunes administratives dans la soumission, et peut considérer que cette information fait partie de la soumission. Ces erreurs pourraient être, entre autres : une signature manquante; une case non cochée dans un formulaire; une erreur de format ou de forme; l'omission de l'accusé de réception, du numéro d'entreprise – approvisionnement ou les coordonnées des personnes-ressources, comme les noms, les adresses et les numéros de téléphone; des erreurs commises par inadvertance dans les chiffres ou les calculs qui ne modifient pas le montant que le soumissionnaire a indiqué pour le prix ou tout composant visé par l'évaluation. Cela ne limitera pas son droit d'exiger ou d'accepter tout autre renseignement après la clôture de la demande de soumissions dans des cas où la demande de soumissions le permet expressément. Le soumissionnaire disposera de la période précisée par écrit par Sa Majesté pour fournir la documentation nécessaire. À défaut de respecter ce délai, sa soumission sera jugée non recevable.
- d. Le PCSE ne limite pas le droit de Sa Majesté de demander ou d'accepter toute information pendant la période de soumission ou après la clôture de cette dernière, lorsque la demande de soumissions confère expressément ce droit à Sa Majesté, ou dans les circonstances prévues à la sous-section c.
- e. Sa Majesté enverra un avis ou un REC par la méthode de son choix et à sa discrétion absolue. Le soumissionnaire doit soumettre sa réponse par la méthode stipulée dans l'avis ou le REC. Les réponses sont réputées avoir été reçues par Sa Majesté à la date et à l'heure auxquelles elles ont été livrées à Sa Majesté par la méthode indiquée dans l'avis ou le REC, et à l'adresse qui y figure. Un courriel de réponse autorisé dans l'avis ou le REC est réputé reçu par Sa Majesté à la date et à l'heure auxquelles il a été reçu dans la boîte de réception de l'adresse électronique indiquée dans l'avis ou le REC. Un avis, ou un REC, envoyé par Sa Majesté, au soumissionnaire à l'adresse fournie par celui-ci dans la soumission ou après l'envoi de celle-ci est réputé avoir été reçu par le soumissionnaire à la date à laquelle il a été envoyé par Sa Majesté. Sa



Majesté n'est pas responsable de la réception tardive d'une réponse par Sa Majesté, quelle qu'en soit la cause.

## 2.2 Phase I : Soumission financière

- a. Après la date et l'heure de clôture de la présente demande de soumissions, Sa Majesté examinera la soumission afin de déterminer si elle comprend une soumission financière et si la soumission financière comprend tous les renseignements requis dans la présente demande de soumissions. L'examen de la soumission par Sa Majesté à la phase I se limitera à déterminer s'il manque de l'information obligatoire dans la soumission financière en vertu de la demande de soumissions. Cet examen ne déterminera pas si la soumission financière respecte toute norme ou répond à toutes les exigences de la demande de soumissions.
- b. L'examen par Sa Majesté durant la phase I sera effectué par des employés du ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement.
- c. Si Sa Majesté détermine, à sa discrétion absolue, qu'il n'y a pas de proposition financière ou que cette proposition ne contient pas tous les renseignements demandés dans la demande de soumissions, la soumission sera alors jugée non recevable et rejetée.
- d. Pour les soumissions autres que celles décrites à l'alinéa c), Sa Majesté fera parvenir un avis écrit au soumissionnaire (« Avis ») indiquant où la soumission financière manque de renseignements. Un soumissionnaire dont la soumission financière a été déclarée conforme aux exigences qui font l'objet d'un examen à la phase I ne recevra pas d'avis. Un tel soumissionnaire n'est pas autorisé à présenter des renseignements supplémentaires relativement à sa soumission financière.
- e. Les soumissionnaires qui ont reçu un Avis bénéficieront d'un délai indiqué dans l'Avis (la « période de grâce ») pour redresser les points indiqués dans l'Avis en fournissant à Sa Majesté, par écrit, l'information supplémentaire ou une clarification en réponse à l'Avis. Les réponses reçues après la fin de la période de grâce ne seront pas prises en compte par Sa Majesté, sauf dans les circonstances et selon les modalités expressément prévues dans l'Avis.
- f. Dans sa réponse à l'avis, le soumissionnaire ne sera autorisé à corriger que la partie de sa soumission financière qui est indiquée dans l'avis. Par exemple, lorsque l'avis indique qu'un élément requis a été laissé en blanc, seuls les renseignements manquants peuvent être ajoutés à la soumission financière, sauf lorsque l'ajout de tels renseignements entraîne nécessairement une modification à d'autres calculs précédemment soumis dans la soumission financière (p. ex. le calcul visant à déterminer un prix total). De tels ajustements doivent être indiqués par le soumissionnaire, et seuls ces ajustements peuvent être effectués. Tous les renseignements fournis doivent respecter les exigences de la présente demande de soumissions.
- g. Toute autre modification apportée à la soumission financière par le soumissionnaire sera considérée comme un nouveau renseignement et sera écartée. Aucun changement ne sera autorisé à une quelconque autre section de la soumission du soumissionnaire. L'information soumise conformément aux exigences de cette demande de soumissions en réponse à l'avis remplacera, en intégralité, **uniquement** la partie de la soumission financière originale, comme il est autorisé ci-dessus, et sera utilisée pour le reste du processus d'évaluation des soumissions.
- h. Sa Majesté déterminera si la soumission financière est conforme aux exigences évaluées à la phase I, en tenant compte des renseignements supplémentaires ou des précisions qui peuvent avoir été fournis par le soumissionnaire conformément à la présente section. Si la soumission financière n'est pas conforme aux exigences évaluées à la phase I à la satisfaction du Canada, la soumission sera jugée irrecevable et sera rejetée d'emblée.
- i. Seules les soumissions jugées conformes aux exigences à la phase I à la satisfaction de Sa Majesté seront examinées à la phase II.

## 2.3 Phase II : Soumission technique

- a. Au cours de la phase II, l'examen de Sa Majesté se limitera à une évaluation de la soumission technique
-



pour s'assurer que le soumissionnaire n'a pas omis de respecter l'une ou l'autre des exigences obligatoires d'admissibilité. Il ne s'agit pas ici de déterminer si la soumission technique répond à une norme ou à toutes les exigences de la soumission. Les exigences obligatoires d'admissibilité comprennent tous les critères techniques obligatoires qui, aux termes de la présente demande de soumissions, sont soumis au PCSE. Les critères techniques obligatoires qui, aux termes de la présente demande de soumissions, ne sont pas soumis au PCSE ne seront évalués qu'à la phase III.

- b. Sa Majesté fera parvenir un avis écrit au soumissionnaire (le « rapport sur l'évaluation de la conformité » ou le « REC ») indiquant tout critère obligatoire d'admissibilité que la soumission n'a pas respecté. Un soumissionnaire dont la soumission a été jugée recevable au regard des exigences examinées au cours de la phase II recevra un REC qui précisera que sa soumission a été jugée recevable au regard des exigences examinées au cours de la phase II. Le soumissionnaire en question ne sera pas autorisé à soumettre des informations supplémentaires en réponse au REC.
  - c. Le soumissionnaire doit disposer de la période précisée dans le REC (la « période de correction ») pour remédier au défaut de satisfaire à tout critère obligatoire admissible indiqué dans le REC en fournissant à Sa Majesté, par écrit, des renseignements supplémentaires ou différents ou des précisions en réponse au REC. Les réponses reçues après la fin de la période de correction ne seront pas prises en compte par Sa Majesté, sauf dans les circonstances et selon les modalités expressément prévues dans le REC.
  - d. La réponse du soumissionnaire doit adresser uniquement les exigences obligatoires d'admissibilité énumérées dans le rapport d'évaluation de conformité (REC) et considérées comme non accomplies, et doit inclure uniquement les renseignements nécessaires pour ainsi se conformer aux exigences. Les renseignements supplémentaires fournis par le soumissionnaire qui ne sont pas nécessaires à la satisfaction de ces exigences ne seront pas pris en compte par Sa Majesté, sauf lorsque la réponse aux critères obligatoires admissibles précisés dans le REC entraîne nécessairement une modification consécutive dans d'autres composantes de l'invitation à soumissionner, le soumissionnaire doit lister ces modifications supplémentaires, à condition que sa réponse ne comprenne aucune modification à la soumission financière.
  - e. La réponse du soumissionnaire au REC devrait préciser, dans tous les cas, le critère obligatoire admissible du REC auquel il répond, y compris l'indication de la section correspondante de la soumission originale, le libellé de la modification proposée à cette section, ainsi que le libellé et l'emplacement dans la soumission de toute autre modification consécutive qui découle nécessairement de cette modification. Pour chaque modification corrélative, le soumissionnaire doit inclure une justification expliquant en quoi cette modification corrélative est une conséquence nécessaire de la modification proposée pour répondre au critère obligatoire admissible. Ce n'est pas à Sa Majesté qu'il incombe de réviser la soumission du soumissionnaire, et le défaut du soumissionnaire de le faire, conformément au présent alinéa, est à ses propres risques. Tous les renseignements fournis doivent respecter les exigences de la présente demande de soumissions.
  - f. Toute modification à la soumission présentée par le soumissionnaire d'une façon qui n'est pas permise par la présente demande de soumissions sera considérée comme une nouvelle information et ne sera pas prise en considération. Les renseignements fournis conformément aux exigences de la présente demande de soumissions en réponse au REC remplaceront, en totalité, **uniquement** la partie de la soumission originale comme le permet cette section.
  - g. Les renseignements supplémentaires ou différents soumis au cours de la phase II et permis par la présente section seront considérés comme étant inclus dans la soumission. Toutefois, pour l'évaluation de la soumission de la phase II, Sa Majesté en tiendra compte seulement pour déterminer si la soumission respecte les critères obligatoires admissibles. Ces renseignements ne seront utilisés à aucune autre étape de l'évaluation pour augmenter les notes que la soumission originale pourrait obtenir sans cet avantage. Par exemple, un critère obligatoire admissible qui exige l'obtention d'un nombre minimum de points pour être jugé conforme sera évalué à la phase II afin de déterminer si cette note minimum obligatoire aurait été obtenue si le soumissionnaire n'avait pas soumis les renseignements supplémentaires ou différents en réponse au REC. Dans ce cas, la soumission sera considérée comme étant conforme par rapport à ce critère obligatoire admissible, et les renseignements supplémentaires ou différents soumis par le soumissionnaire lieront le soumissionnaire dans le cadre de sa soumission, mais la note originale du
-



soumissionnaire, qui était inférieure à la note minimum obligatoire pour ce critère obligatoire admissible, ne changera pas, et c'est cette note originale qui sera utilisée pour calculer les notes pour la soumission.

- h. Sa Majesté déterminera si la soumission est conforme aux exigences évaluées à la phase II. Pour cela, elle tiendra compte des renseignements supplémentaires ou différents ou des précisions qui peuvent avoir été fournis par le soumissionnaire, conformément à la présente Section. Si Sa Majesté estime que les exigences évaluées à la phase II n'ont pas été respectées, la soumission sera jugée irrecevable et il sera mis fin à son examen.
- i. Seules les soumissions que Sa Majesté considère comme conformes aux exigences évaluées à la phase II feront l'objet d'une évaluation finale à la phase III.

## 2.4 Phase III : Évaluation finale de la soumission

- a. Au cours de la phase III, Sa Majesté effectuera l'évaluation de toutes les soumissions jugées conformes aux exigences évaluées à la phase II. Les soumissions seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, y compris les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b. Une soumission est non recevable et sera rejetée d'emblée si elle ne satisfait pas à tous les critères d'évaluation obligatoires de la demande de soumissions.

## 2.5 Évaluation technique

- a. Le processus de conformité des soumissions par étapes s'appliquera à tous les critères techniques obligatoires.

## 3.0 Critères obligatoires

Critères	Exigence obligatoire	Conformité	Renvoi à la proposition (p. ex. pièce jointe 1, p. 6)
O1	Le soumissionnaire doit présenter deux projets démontrant son expérience en matière de peinture de bâtiments commerciaux ou résidentiels réalisés au cours des deux dernières années précédant la clôture de l'appel d'offres.	Le soumissionnaire doit fournir les éléments suivants pour chaque projet : <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Membres de l'équipe et rôles</li> <li>2. Comment le travail a été coordonné</li> <li>3. Description des tâches du projet</li> </ol>	
O2	Le soumissionnaire doit indiquer le nom et l'expérience du propriétaire ou du gestionnaire du site.	Le soumissionnaire doit fournir : <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Description de l'expérience acquise au cours des deux dernières années dans la coordination d'une équipe de travailleurs sur un projet de peinture.</li> </ol>	

## 5.0 Formulaire d'appel d'offres

- 5.1 Toutes les informations requises à la section 5.0 doivent figurer dans la partie 3 - Formulaire d'appel d'offres **UNIQUEMENT** et doivent être incluses dans une pièce jointe séparée nommée « Formulaire d'appel d'offres ». En cas de non-respect de cette exigence, la proposition pourrait être déclarée non conforme et pourrait ne pas être prise en considération.



## 5.2 Prix ferme

- 5.2.1 Sur le formulaire ci-joint intitulé Partie 3 – Formulaire d'appel d'offres, les soumissionnaires doivent indiquer un prix ferme comprenant tous les coûts (sauf le coût des services et du matériel/ameublement du ministre). Le prix ferme doit comprendre, sans nécessairement s'y limiter, tous les coûts découlant de l'exécution des travaux qui sont décrits dans la présente DP; tous les coûts découlant de l'exécution de tout travail supplémentaire décrit dans la proposition du soumissionnaire (à moins d'avoir clairement été décrit comme étant facultatif); tous les frais de déplacement et les frais de subsistance; tous les frais généraux, y compris les débours;
- 5.2.2 Les soumissionnaires doivent calculer le montant des taxes (y compris la TVA, conformément à la section 5.3) qui devraient être payées par Sa Majesté advenant la conclusion d'un contrat avec le soumissionnaire;
- 5.2.3 Tous les paiements seront effectués conformément aux modalités de paiement exposées dans l'avant-projet de contrat ci-joint;
- 5.2.4 Aucune protection contre la fluctuation du taux de change n'est offerte;
- 5.2.5 Les formulaires d'appel d'offres ne répondant pas aux exigences décrites ci-dessus ne seront pas examinés.

## 5.3 Droits et taxes

- 5.3.1 Les soumissionnaires doivent fournir tous les détails concernant les conditions d'application, le montant et l'administration du paiement de toutes les taxes (y compris la TVA, tel qu'il est décrit ci-après) et de tous les droits (y compris les droits d'importation) payables à l'égard des travaux, ainsi que toute exemption possible de la totalité ou d'une partie de ces taxes et droits.
- 5.3.2 Sa Majesté paiera la TVA décrite dans le Formulaire d'appel d'offres fourni, à condition que :
  - 5.3.2.1 ce montant s'applique aux travaux effectués par le soumissionnaire pour Sa Majesté, en vertu du contrat. Sa Majesté n'est pas responsable du paiement de la TVA par le soumissionnaire à un tiers (y compris les sous-traitants);
  - 5.3.2.2 Sa Majesté ne peut offrir une exemption de la TVA pour les travaux effectués;
  - 5.3.2.3 le soumissionnaire accepte d'apporter toute aide raisonnable à Sa Majesté pour l'obtention du remboursement, par l'agence gouvernementale compétente, de la totalité de la TVA payée pour les travaux effectués;
  - 5.3.2.4 la TVA figure séparément sur toutes les factures et les réclamations périodiques du soumissionnaire;
  - 5.3.2.5 le soumissionnaire accepte de remettre à l'organisme gouvernemental compétent tout montant de TVA que l'entrepreneur est tenu de remettre conformément aux lois fiscales applicables.

## 5.4 Ventilation des prix

Sa Majesté se réserve le droit de demander une ventilation des éléments du formulaire d'appel d'offres s'il croit le prix déraisonnable. L'omission de fournir une ventilation adéquate donnant les raisons et les attentes à l'origine de l'établissement du coût de chaque élément des travaux, peut entraîner un rejet.

## 6.0 Dispositions relatives à l'intégrité – soumission

- 6.1 La *Politique d'inadmissibilité et de suspension* (la « Politique ») en vigueur à la date d'émission de la demande de soumissions ainsi que toutes les directives connexes en vigueur à cette date sont incorporées par renvoi à la demande de soumissions et en font partie intégrante. Le soumissionnaire doit respecter la Politique et les directives, lesquelles se trouvent à l'adresse suivante : Politique d'inadmissibilité et de suspension.
- 6.2 En vertu de la Politique, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) suspendra ou pourrait suspendre un fournisseur ou déterminer son inadmissibilité à conclure un contrat avec le Canada si lui, ses affiliés ou ses premiers sous-traitants sont accusés et reconnus coupables de certaines infractions, et autres circonstances. La liste des fournisseurs inadmissibles et suspendus figure dans la base de données sur l'intégrité de TPSGC. La Politique décrit la façon de présenter une demande de renseignements concernant l'inadmissibilité ou la suspension de fournisseurs.
- 6.3 En plus de tout autre renseignement exigé dans la demande de soumissions, le soumissionnaire doit fournir ce qui suit :
  - a. dans les délais prescrits dans la Politique, tous les renseignements exigés dans la Politique qui sont décrits dans la section intitulée « Renseignements à fournir lors d'une soumission, de la passation d'un contrat ou de la conclusion d'un contrat immobilier »;





- b. avec sa soumission, une liste complète de toutes les accusations au criminel et déclarations de culpabilité à l'étranger qui le touchent ou qui concernent ses affiliés et les premiers sous-traitants qu'il propose et qui, à sa connaissance, peuvent être semblables aux infractions énoncées dans la Politique. La liste des accusations au criminel et des déclarations de culpabilité à l'étranger doit être soumise au moyen du formulaire de déclaration de l'intégrité, qui se trouve à l'adresse suivante : [Formulaire de déclaration pour l'approvisionnement](#).

**6.4** Conformément au paragraphe 7.5, en présentant une soumission en réponse à la présente demande de soumissions, le soumissionnaire atteste :

- a. qu'il a lu et qu'il comprend la [Politique d'inadmissibilité et de suspension](#);
- b. qu'il comprend que certaines accusations au criminel et déclarations de culpabilité au Canada et à l'étranger, et certaines autres circonstances, décrites dans la Politique, entraîneront ou peuvent entraîner une détermination d'inadmissibilité ou une suspension conformément à la Politique;
- c. qu'il est au courant que le Canada peut demander des renseignements, des attestations et des validations supplémentaires auprès du soumissionnaire ou d'un tiers, afin de prendre une décision à l'égard de son inadmissibilité ou de sa suspension;
- d. qu'il a fourni avec sa soumission une liste complète de toutes les accusations au criminel et déclarations de culpabilité à l'étranger qui le touchent ou qui concernent ses affiliés et les premiers sous-traitants qu'il propose et qui, à sa connaissance, peuvent être semblables aux infractions énoncées dans la Politique;
- e. qu'aucune des infractions criminelles commises au Canada ni aucune autre circonstance décrite dans la Politique et susceptible d'entraîner une détermination d'inadmissibilité ou de suspension ne s'appliquent à lui, à ses affiliés ou aux premiers sous-traitants qu'il propose;
- f. qu'il n'est au courant d'aucune décision d'inadmissibilité ou de suspension rendue par TPSGC à son sujet.

**6.5** Lorsqu'un soumissionnaire est incapable de fournir les attestations exigées au paragraphe 4, il doit soumettre avec sa soumission un formulaire de déclaration de l'intégrité dûment rempli, lequel se trouve à l'adresse [Formulaire de déclaration pour l'approvisionnement](#).

**6.6** Le Canada déclarera une soumission non recevable s'il constate que les renseignements exigés sont incomplets ou inexacts, ou que les renseignements contenus dans une attestation ou une déclaration sont faux ou trompeurs, à quelque égard que ce soit. Si, après l'attribution du contrat le Canada établit que le soumissionnaire a fourni une attestation ou une déclaration fautive ou trompeuse, il pourrait résilier le contrat pour manquement. Conformément à la Politique, le Canada pourrait également déterminer que le soumissionnaire est inadmissible à l'attribution d'un contrat parce qu'il a fourni une attestation ou une déclaration fautive ou trompeuse



### Partie 3 - Formulaire d'appel d'offres

Nom de l'entreprise : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Personne-ressource : \_\_\_\_\_

Numéro de téléphone : \_\_\_\_\_

Courriel : \_\_\_\_\_

#### FS1 Prix ferme

**A. Prix ferme – Phase 1** (hors taxes applicables) : \_\_\_\_\_  
(conformément à 5.2)

**B. Prix ferme – Phase 2 facultative** (hors taxes applicables) : \_\_\_\_\_  
(conformément à 5.2)

Taxes applicables pour **A** : \_\_\_\_\_  
(conformément à 5.2)

**Prix total utilisé pour l'évaluation**  
(A. Prix ferme – Phase 1 + Phase 2 +  
taxes applicables) : \_\_\_\_\_

Tous les montants sont en pesos chiliens (CLP).





Je m'engage/Nous nous engageons, dans les quatorze (14) jours civils suivant la réception de l'avis d'acceptation de ma/notre soumission, à signer le contrat prévu dans la DP – qui porte sur tous les éléments relatifs à ce projet – en vue de l'exécution des travaux, à condition d'être avisé(s) par Sa Majesté de l'acceptation de ma/notre soumission dans les quatre-vingt-dix (90) jours suivant la date de clôture de l'appel d'offres.

**FS4 Durée des travaux**

J'accepte/Nous acceptons d'exécuter les travaux au cours de la période énoncée dans la spécification à compter de la date de l'avis d'acceptation de ma/notre soumission.

**FS5 Assurance**

Dans les quatorze (14) jours civils suivant la réception d'un avis écrit d'acceptation de notre soumission, je fournirai/nous fournirons une garantie contractuelle et un certificat d'assurance conformément aux points C9 et C10, respectivement, de l'avant-projet du contrat de construction.

Je comprends/Nous comprenons que la garantie contractuelle désignée dans le présent document, si elle est fournie sous forme de chèque certifié, sera déposée au Trésor du Canada.

**FS6 Déclaration d'intégrité**

Je joins/Nous joignons à la présente la certification d'intégrité conformément à l'article 7.3 b) ou 7.5.

SIGNÉ, ATTESTÉ ET LIVRÉ le \_\_\_\_\_ jour de \_\_\_\_\_ au nom de :

\_\_\_\_\_  
Dénomination sociale du soumissionnaire (en caractères d'imprimerie)

\_\_\_\_\_  
Signature du signataire autorisé

\_\_\_\_\_  
Signature du signataire autorisé

\_\_\_\_\_  
Nom et titre du signataire autorisé (en caractères d'imprimerie)    Nom et titre du signataire autorisé (en caractères d'imprimerie)

\_\_\_\_\_  
Signature du témoin



## Partie 4 – Instructions générales

### IG1 Recevabilité

- 1.1 Pour qu'une proposition soit jugée valide, elle doit être conforme à toutes les exigences obligatoires de la présente DP. Les critères obligatoires sont également exprimés par le verbe « devoir », au présent ou au futur.

### IG2 Demandes de renseignements – étape de l'appel d'offres

- 2.1 Toutes les demandes de renseignements ou questions concernant la présente DDP doivent être adressées par écrit au conseiller en marchés le plus tôt possible, pendant la période d'appel d'offres. Les demandes de renseignements et questions doivent être reçues dans le délai prescrit à l'article A10 afin d'accorder suffisamment de temps pour y répondre. On ne répondra pas avant la date de clôture aux demandes de renseignements reçues plus tard.
- 2.2 Afin d'assurer l'uniformité et la qualité de l'information fournie aux soumissionnaires, le conseiller en marchés fournira, de la même manière que la présente DP, toute information supplémentaire en réponse aux demandes de renseignements importantes reçues sans dévoiler leurs sources.
- 2.3 Toutes les demandes de renseignements et autres communications adressées à des représentants du gouvernement pendant toute la période d'invitation à soumissionner doivent l'être UNIQUEMENT au conseiller en matière de marchés dont le nom figure dans le présent document. Le non-respect de cette condition pendant la période de sollicitation peut (pour cette seule raison) entraîner la disqualification de votre proposition.

### IG3 Améliorations suggérées par le proposant pendant la période d'appel d'offres

- 3.1 Les soumissionnaires qui estiment pouvoir améliorer, techniquement ou technologiquement, le devis ou l'énoncé des travaux contenu dans la présente DP sont invités à fournir des suggestions par écrit au conseiller en marchés nommé aux présentes. Ils doivent indiquer clairement les améliorations suggérées et les motifs qui les justifient. Les suggestions qui ne restreignent pas la concurrence ou qui ne favorisent pas un soumissionnaire en particulier seront examinées à la condition qu'elles parviennent au conseiller en marchés dans les délais décrits au point A10 afin d'accorder suffisamment de temps pour y répondre. Sa Majesté se réserve le droit d'accepter ou de rejeter toute suggestion.

### IG4 Coût de préparation des propositions

- 4.1 Le soumissionnaire sera seul responsable des frais, y compris les frais de déplacement, engagés dans la préparation de sa proposition ou de la négociation (s'il y a lieu) de tout contrat subséquent et ne recevra aucun remboursement de Sa Majesté.

### IG5 Présentation des propositions

- 5.1 Le ministre n'acceptera les propositions et/ou les modifications de celles-ci que si elles sont reçues à l'adresse indiquée en A7, à la date et l'heure de clôture précisées en A7, ou avant.
- 5.2 Responsabilité pour la présentation des propositions : La responsabilité de présenter les propositions à temps à Sa Majesté revient entièrement au soumissionnaire, lequel ne peut transférer cette responsabilité au gouvernement du Canada. Sa Majesté n'assumera pas la responsabilité des propositions adressées à une autre adresse électronique que celle qui est indiquée en A7.

### IG6 Validité des propositions

- 6.1 Les propositions doivent demeurer ouvertes à l'acceptation pendant au moins quatre-vingt-dix (90) jours civils après la date de clôture.

### IG7 Droits du Canada

- 7.1 Sa Majesté se réserve le droit :
- 7.1.1 de présenter, pendant l'évaluation, des questions aux soumissionnaires ou de mener des entrevues avec ces derniers et à leurs frais, sur préavis écrit de quarante-huit (48) heures, pour obtenir des éclaircissements ou vérifier une partie ou la totalité des renseignements fournis par le soumissionnaire en rapport avec la présente DP;
  - 7.1.2 de rejeter toutes les propositions reçues en réponse à la présente DP, si elles ne répondent pas aux objectifs des exigences dans les limites imposées par les différents intervenants de Sa Majesté;
  - 7.1.3 d'accepter toute proposition, en totalité ou en partie, sans négociation préalable;
  - 7.1.4 d'annuler et/ou de publier à nouveau la présente DP en tout temps;
  - 7.1.5 d'adjuger un ou plusieurs contrats, s'il y a lieu;
  - 7.1.6 de retenir toutes les propositions présentées à la suite de la présente DP;
  - 7.1.7 de n'accepter aucune dérogation aux modalités établies;



- 7.1.8 d'incorporer, en tout ou en partie, l'énoncé des travaux, la demande de propositions ainsi que la proposition retenue à tout contrat subséquent;
- 7.1.9 de n'adjuger aucun contrat.

## **IG8 Incapacité de s'engager par contrat avec le gouvernement**

- 8.1 Le Canada peut rejeter une proposition si le soumissionnaire, ses dirigeants, ses agents ou ses employés ont été trouvés coupables d'une infraction en vertu des dispositions suivantes du *Code criminel* :
  - 8.1.1 Article 121, Fraudes envers le gouvernement;
  - 8.1.2 Article 124, Achat ou vente d'une charge;
  - 8.1.3 Article 418, Vente d'approvisionnements défectueux à Sa Majesté.  
(Le paragraphe 750[3] du *Code criminel* interdit à toute personne ayant ainsi été déclarée coupable d'occuper une fonction relevant de l'état, de passer un marché avec le gouvernement ou de recevoir quelque avantage en vertu d'un tel marché.)
- 8.2 Si le Canada a l'intention de rejeter une proposition en vertu du paragraphe 8.1, le conseiller en marchés doit en informer le soumissionnaire et, avant de rendre sa décision définitive, accorder à ce dernier un délai de dix (10) jours civils pour présenter ses observations.

## **IG9 Engagement de dépenses**

- 9.1 Aucuns frais engagés avant la réception d'un contrat signé ou d'une autorisation écrite précise de la part du conseiller en marchés ne peuvent être facturés dans le cadre de tout contrat subséquent. De plus, l'entrepreneur ne doit pas exécuter de travaux qui dépassent la portée du contrat subséquent à la suite de demandes ou d'instructions, verbales ou écrites, provenant d'un fonctionnaire qui n'est pas le conseiller en marchés. Les soumissionnaires sont priés de noter que le conseiller en marchés est la seule autorité à pouvoir engager des dépenses de fonds pour ce besoin au nom de Sa Majesté.

## **IG10 Propriété de Sa Majesté**

- 10.1 Tous les documents, la correspondance et les renseignements fournis par les soumissionnaires au ministre en rapport avec la présente DP deviendront la propriété de Sa Majesté et peuvent être communiqués en vertu de la Loi sur l'accès à l'information et de la Loi sur la protection des renseignements personnels du Canada.

## **IG11 Droits des soumissionnaires non retenus**

- 11.1 On rappelle aux soumissionnaires que tous les documents soumis par eux, qu'ils soient sur papier ou sous forme électronique, notamment les dessins architecturaux et les plans de conception technique, le cahier des charges, les photographies, par exemple, deviendront, dès l'ouverture de la proposition par les agents canadiens, la propriété du gouvernement du Canada. Ils ne seront donc pas retournés aux soumissionnaires non retenus de cet appel d'offres concurrentiel. Le gouvernement doit conserver ces renseignements afin de s'assurer, advenant une vérification interne du processus d'appel d'offres ou une contestation par l'un des soumissionnaires non retenus de ce processus d'appel d'offres, que tous les documents soumis par les soumissionnaires en lice soient disponibles et qu'ils n'aient pas été altérés. Néanmoins, l'intégralité des droits d'auteur sur ces documents continuera, naturellement, d'être exercée par les détenteurs de ces droits. Le Canada assure les soumissionnaires qu'il n'utilisera à aucun moment ces documents à des fins commerciales sans le consentement écrit des auteurs.

## **IG12 Justification de prix**

- 12.1 Dans l'éventualité où la soumission présentée par le soumissionnaire est l'unique proposition reçue en réponse à la Demande de propositions, le soumissionnaire doit fournir, sur demande du ministre, une ou plusieurs des justifications de prix suivantes, s'il y a lieu :
  - 12.1.1 une liste de prix publiée actuelle indiquant l'escompte procentuel dont peut disposer le ministre;
  - 12.1.2 une copie des factures payées pour des services semblables rendus à d'autres clients ou pour des produits comparables (de même quantité et de même qualité) vendus à d'autres clients;
  - 12.1.3 une ventilation des prix indiquant le coût de la main-d'œuvre directe, des matières directes et des articles achetés, les frais généraux des services techniques et des installations, les frais généraux globaux et administratifs, les coûts de transport, le bénéfice, etc.;
  - 12.1.4 une attestation du prix ou du taux;
  - 12.1.5 toute autre documentation justificative demandée éventuellement par le ministre.

## **IG13 Les soumissionnaires ne doivent pas favoriser leurs intérêts dans le cadre de ce projet**

- 13.1 Les soumissionnaires ne doivent faire aucun commentaire public, ne doivent pas répondre à des questions dans une tribune publique ou réaliser des activités pour promouvoir leurs intérêts ou en faire la publicité dans le cadre de ce projet, sauf pour formuler une réponse en vertu de la présente DP.



#### **IG14 Acceptation des soumissions**

- 14.1** Les soumissionnaires doivent satisfaire aux normes en matière d'architecture et de conception contenues dans la documentation d'appel d'offres et les respecter.
- 14.2** Les soumissionnaires doivent soumettre une liste des sous-traitants sur FS2 qu'ils se proposent d'utiliser dans l'exécution des travaux. Le soumissionnaire retenu ne sera autorisé à effectuer aucune substitution ultérieure sur la liste des sous-traitants, à moins d'y avoir été autorisé au préalable et par écrit par Sa Majesté.

#### **IG15 Signature**

- 15.1** Les conditions suivantes doivent être respectées au moment de la signature du formulaire d'appel d'offres :

**15.1.1 Société**

Les signatures des signataires autorisés seront apposées, et leurs noms et titres écrits à la machine ou en caractères d'imprimerie.

**15.1.2 Associés**

Tous les associés doivent signer et leur nom doit être inscrit en caractères d'imprimerie ou être imprimé. Si tous les partenaires ne signent pas ou si le signataire n'est pas un partenaire, une copie conforme certifiée de l'accord signé par tous les partenaires autorisant cette (ces) personne(s) à signer en leurs noms accompagnera la soumission.

**15.1.3 Entreprise individuelle**

Le propriétaire unique doit signer, et son nom doit être inscrit en caractères d'imprimerie ou être imprimé. Si le signataire n'est pas le propriétaire unique, une copie certifiée conforme de l'accord signé par le propriétaire unique autorisant cette (ces) personne(s) à signer le document en son nom sera jointe à la proposition.

**15.1.4 Coentreprise**

Les signatures des signataires autorisés de chaque membre de la coentreprise seront apposées et leurs noms et titres seront dactylographiés ou écrits en caractères d'imprimerie. Chacun des signataires participants devra signer le document de la manière applicable à leurs ententes administratives particulières qui sont décrites de manière plus détaillée aux paragraphes 15.1.1 à 15.1.3 ci-dessus.

#### **IG16 Retour des documents**

- 16.1** Les soumissionnaires non retenus doivent, si le conseiller en marchés le leur demande, retourner tous les documents d'appel d'offres (p. ex. les dessins d'exécution, le cahier des charges et le Bordereau des quantités) intacts et en bon état, dans les quatorze (14) jours civils suivant la notification. Toutes les copies des dessins d'exécution, du devis et du bordereau des quantités doivent être retournées avec les documents d'invitation à soumissionner originaux.

#### **IG17 Interprétation**

- 17.1** Dans la présente DP, « Sa Majesté », « le ministre » ou « le Canada » désignent Sa Majesté le Roi du chef du Canada, représenté par le ministre des Affaires étrangères Canada.

#### **IG18 Approbation des matériaux de remplacement**

- 18.1** La proposition doit être fondée sur l'utilisation de matériaux expressément désignés par leur dénomination commerciale ou par le nom du fabricant quand cela est précisé dans la documentation relative à l'appel d'offres.
- 18.2** Les matériaux et l'équipement de substitution désignés par leur dénomination commerciale ou le nom du fabricant seront pris en considération au cours de la période de soumission si des données descriptives complètes sur les matériaux de substitution proposés sont soumises par écrit au conseiller en marchés nommé au point A10. Demandes de renseignements.
- 18.3** Le conseiller en marchés doit approuver tous les matériaux de substitution par écrit. Les matériaux de substitution approuvés seront incorporés au cahier des charges sous forme d'annexes aux documents d'appel d'offres.







Government  
of Canada

Gouvernement  
du Canada

Signature

Date

Nom et titre (en lettres majuscules)



## Section « I » – Conditions supplémentaires

### CS1 Exigences relatives à la sécurité

L'entrepreneur NE peut PAS sortir des lieux des travaux de l'information CLASSIFIÉE ou PROTÉGÉE sans l'autorisation écrite expresse du responsable technique ou du responsable du projet, et il veillera à ce que ses employés connaissent cette interdiction et s'y soumettent.

Pendant l'installation du mobilier, l'entrepreneur doit être escorté en tout temps. L'accès à certaines zones est interdit sans la présence d'un employé canadien désigné ou sans la présence du représentant du Ministère. Il incombe à l'entrepreneur de faire connaître les exigences en matière de sécurité prévues au contrat à ses sous-traitants et de veiller à ce que ces derniers les respectent.

### CS2 Santé et sécurité

L'entrepreneur doit observer toutes les dispositions législatives et réglementaires qui s'appliquent à l'étranger ou au Canada (à l'échelle fédérale, provinciale ou municipale) en matière d'environnement, de santé et de sécurité. L'entrepreneur doit suivre les mesures de prévention et de contrôle des infections mises en place par la mission canadienne (c.-à-d. respecter la distanciation physique, se laver les mains adéquatement, éviter de toucher son visage sans s'être d'abord lavé les mains, etc.) et suivre les protocoles en vigueur pour exécuter les travaux exigés, par exemple en utilisant le matériel et l'équipement de protection individuelle appropriés, au besoin. L'entrepreneur est responsable de tous les coûts liés au respect des mesures de protection et de tous les autres coûts liés à la santé et à la sécurité générales de ses employés et agents.

### CS3 Dispositions relatives à l'intégrité – contrat

La Politique d'inadmissibilité et de suspension (la « Politique ») et toutes les directives connexes incorporées par renvoi dans la demande de soumissions à sa date de clôture sont incorporées au contrat et en font partie intégrante. L'entrepreneur doit respecter les dispositions de la Politique et des directives, lesquelles se trouvent sur le site Web de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada à l'adresse [Politique d'inadmissibilité et de suspension](#).



## Section « II » – Modalités de paiement

### MP1 Montants à verser – Généralités

- 1.1 Sous réserve des autres dispositions du présent contrat, Sa Majesté versera à l'entrepreneur, aux moments et de la façon indiqués ci-après, le montant correspondant :
- 1.1.1 à l'excédent du total des sommes décrites dans MP2;
  - 1.1.2 au total des sommes décrites dans MP3;
- et l'entrepreneur acceptera ce montant à titre de paiement complet de tout ce qu'il fournit et exécute à l'égard des travaux visés par le paiement en question.
- 1.2 Sous réserve des autres dispositions du présent contrat, « jours » signifiera des jours civils continus, fins de semaine et jours fériés compris.

### MP2 Montants à verser à l'entrepreneur

- 2.1 Les montants mentionnés dans MP1.1.1 représentent le total des éléments suivants :
- 2.1.1 le montant du contrat indiqué à l'article C8 des Articles de convention;
  - 2.1.2 les montants à verser à l'entrepreneur conformément aux Conditions générales, le cas échéant.

### MP3 Montants à verser à Sa Majesté

- 3.1 Les montants mentionnés dans MP1.1.2 représentent le total des sommes que l'entrepreneur est tenu de payer à Sa Majesté conformément au contrat, le cas échéant.
- 3.2 L'omission par Sa Majesté de déduire, au moment d'un paiement versé à l'entrepreneur, un montant mentionné dans MP3.1 d'une somme mentionnée dans MP2 ne constitue pas de sa part une renonciation à son droit de le faire ou une admission de l'absence du droit de le faire au moment d'un paiement subséquent versé à l'entrepreneur.

### MP4 Dates relatives aux paiements

- 4.1 Dans les présentes modalités de paiement :
- 4.1.1 Le « Délai de paiement » est une période de trente (30) jours consécutifs ou toute autre période plus longue convenue entre l'entrepreneur et le représentant du Ministère;
  - 4.1.2 un montant est « dû et à payer » lorsqu'il devient dû et à payer par Sa Majesté conformément aux points MP4.4, MP4.7 ou MP4.10;
  - 4.1.3 un montant est « en souffrance » quand il se trouve impayé le lendemain du jour où il est devenu dû et à payer;
  - 4.1.4 la « date de paiement » est la date de l'effet de commerce que le receveur général du Canada remet à titre de paiement d'un montant dû et exigible;
  - 4.1.5 le « taux bancaire » est le taux d'escompte fixé par la Banque du Canada et en vigueur à l'ouverture des bureaux à la date de paiement.

#### Paiements progressifs

- 4.2 À l'expiration d'un délai de paiement, l'entrepreneur remettra au représentant du Ministère, à l'égard de la période en question, une demande de paiement progressif établie par écrit sous une forme jugée admissible par le représentant du Ministère, qui présente une description complète de toute partie des travaux qui est achevée (y compris son pourcentage par rapport à l'ensemble des travaux) ainsi que de tous matériaux livrés au chantier, mais qui n'ont pas été intégrés aux travaux pendant ce délai de paiement.
- 4.3 Le représentant du Ministère dispose d'un délai maximum de dix jours après la réception d'une demande de paiement progressif visée au point MP4.2 :
- 4.3.1 pour inspecter ou faire inspecter la partie des travaux et des matériaux décrite dans la demande de paiement progressif; et
  - 4.3.2 pour déterminer la valeur de la partie des travaux et des matériaux décrite dans la demande de paiement progressif qui, selon l'opinion du représentant du Ministère :
    - 4.3.2.1 est conforme au marché; et
    - 4.3.2.2 n'a pas déjà été payée au titre d'une autre demande de paiement progressif.



- 4.4** Sous réserve des points MP1 et MP4.5, Sa Majesté versera à l'entrepreneur, au plus tard trente (30) jours après la date de réception par le représentant du Ministère d'une demande de paiement progressif mentionnée au point MP4.2, un montant égal à la valeur établie en vertu du point MP4.3.2, moins une retenue s'il en est prévu à l'article C12 des Articles de convention.
- 4.5** Pour que l'obligation de Sa Majesté énoncée en MP4.4 soit exécutoire, l'entrepreneur doit avoir préparé et remis au représentant du Ministère une déclaration solennelle à l'égard d'une demande de paiement progressif mentionnée en MP4.2.
- 4.6** Dans la déclaration solennelle mentionnée en MP4.5, l'entrepreneur attestera que, jusqu'à la veille de la dernière demande de paiement progressif qu'il a remise, il s'est entièrement acquitté de toutes ses obligations légales envers les sous-traitants et les fournisseurs de matériaux relativement aux travaux prévus au contrat.

#### Certificat provisoire d'achèvement des travaux

- 4.7** Sous réserve des points MP1 et MP4.8, Sa Majesté versera à l'entrepreneur, au plus tard trente (30) jours après la date de délivrance d'un Certificat provisoire d'exécution visé au point CG44.2, un montant égal au montant indiqué au point MP1, moins le total des éléments suivants :
- 4.7.1** le montant que Sa Majesté devra déboursier, d'après l'évaluation du représentant du Ministère, pour corriger les défauts et carences décrites dans le certificat provisoire d'achèvement des travaux;
- 4.7.2** un montant équivalant au total de tous les paiements faits par Sa Majesté en vertu du point MP4.4.
- 4.8** Pour que l'obligation de Sa Majesté prévue au point MP4.7 soit exécutoire, l'entrepreneur doit avoir préparé et remis au représentant du Ministère une déclaration solennelle décrite en MP4.9 à l'égard d'un certificat provisoire d'achèvement des travaux mentionné en CG44.2.
- 4.9** Dans la déclaration sous serment mentionnée en MP4.8, l'entrepreneur attestera que, jusqu'à la date du certificat provisoire d'achèvement des travaux :
- 4.9.1** il s'est acquitté de toutes ses obligations légales envers les sous-traitants et les fournisseurs de matériaux relativement aux travaux prévus au contrat;
- 4.9.2** il s'est acquitté de toutes ses obligations mentionnées en CG14.6.

#### Certificat définitif d'achèvement

- 4.10** Sous réserve des clauses MP1 et MP4.11, Sa Majesté versera à l'entrepreneur, au plus tard soixante (60) jours après la date de délivrance d'un Certificat d'exécution définitif mentionné en CG44.1, le montant mentionné en MP1, moins le total de tous les paiements effectués en vertu des points MP4.4 et MP4.7.
- 4.11** Pour que l'obligation de Sa Majesté prévue au point MP4.10 soit exécutoire, l'entrepreneur doit avoir préparé et remis au représentant du Ministère une déclaration solennelle décrite en MP4.12.
- 4.12** Dans la déclaration solennelle mentionnée en MP4.11, en plus de formuler les autres déclarations décrites en MP4.9, l'entrepreneur attestera qu'il s'est acquitté en bonne et due forme de toutes ses obligations légales et qu'il a dûment réglé toutes les demandes d'indemnité légitimes qui ont été déposées contre lui par suite de l'exécution du contrat.

#### **MP5 Caractère non contraignant pour Sa Majesté des rapports d'avancement et des paiements progressifs y afférents**

Aucune demande de paiement progressif mentionnée en MP4.3 ni aucun paiement versé par Sa Majesté en application des présentes Modalités de paiement ne peut être interprété comme signifiant que Sa Majesté aurait admis que les travaux ou les matériaux concernés, en tout ou en partie, étaient complets, satisfaisants ou conformes au contrat.

#### **MP6 Retard dans le paiement**

- 6.1** Malgré le point CG7, aucun paiement en retard de Sa Majesté dû conformément aux présentes Modalités de paiement ne constituera un manquement de Sa Majesté au contrat.
- 6.2** Sa Majesté pourra être tenue de payer à l'entrepreneur un intérêt simple calculé à un taux bancaire moyen défini au point MP9.2.2 majoré de trois pour cent (3 %) par année sur tout montant dont le paiement est en souffrance, à partir de la date à laquelle le montant devient en souffrance jusqu'au jour inclusivement qui précède la date de son paiement. Aucun intérêt n'est payable ou payé à l'égard d'un paiement à moins que l'entrepreneur n'en fasse la demande après que le paiement est devenu en souffrance.
- 6.3** Aucun intérêt ne peut être exigé ou payé à moins que le montant mentionné en MP6.2 ait été en souffrance pendant un délai de plus de quinze (15) jours comptés à partir :
- 6.3.1** soit de la date à laquelle ce montant est devenu exigible; ou



- 6.3.2 soit de la date à laquelle le représentant du Ministère a reçu la déclaration solennelle mentionnée en MP4.5, MP4.8 ou MP4.11;  
selon la plus tardive de ces deux dates, et
- 6.3.3 aucun intérêt ne sera exigible ni payé pour des avances en souffrance, le cas échéant.

#### **MP7 Droit de compensation**

- 7.1 Sans restreindre tout droit de compensation ou de retenue découlant explicitement ou implicitement de la loi ou d'une disposition quelconque du contrat, Sa Majesté peut opérer compensation de toute somme due par l'entrepreneur à Sa Majesté en vertu du contrat ou de tout contrat en cours, à l'encontre des sommes dues par Sa Majesté à l'entrepreneur en vertu du contrat.
- 7.2 Aux fins du point MP7.1, l'expression « contrat en cours » désigne un contrat conclu entre Sa Majesté et l'entrepreneur :
  - 7.2.1 soit qui prévoit une obligation dont l'entrepreneur ne s'est pas entièrement acquitté concernant l'exécution de travaux ou la fourniture de main-d'œuvre ou de matériaux;
  - 7.2.2 à l'égard duquel Sa Majesté a exercé, depuis la date à laquelle les Articles de convention ont été établis, un droit de retirer les travaux visés par le contrat des mains de l'entrepreneur.

#### **MP8 Paiement en cas de résiliation**

Si le contrat est résilié en vertu du point CG41, Sa Majesté versera à l'entrepreneur tout montant qu'il est légalement tenue de lui payer, le plus tôt possible dans les circonstances.

#### **MP9 Intérêt sur les réclamations réglées**

- 9.1 Sa Majesté paiera à l'entrepreneur, sur les montants à payer découlant de réclamations réglées, un intérêt simple calculé à un taux moyen de la Banque du Canada majoré d'un et un quart pour cent (1,25 %), à partir de la date à laquelle le montant issu de la réclamation réglée est devenu à payer jusqu'au jour précédant la date de son paiement.
- 9.2 Aux fins du point MP9.1 :
  - 9.2.1 une réclamation est réputée avoir été réglée lorsque le représentant du Ministère et l'entrepreneur signent une entente écrite indiquant le montant réclamé que Sa Majesté doit verser et les éléments des travaux visés par le montant en question;
  - 9.2.2 un « taux bancaire moyen » est un taux d'intérêt que l'on définit en prenant les taux d'escompte pratiqués par la Banque du Canada, qui entrent en vigueur à la fin de chaque mois civil, et en calculant la moyenne de ces taux sur toute la période pendant laquelle la réclamation réglée était à payer;
  - 9.2.3 Une réclamation réglée est réputée être impayée à compter de la journée qui suit immédiatement la date à laquelle la réclamation était due et payable conformément au contrat, s'il n'y avait pas eu contestation;
  - 9.2.4 une réclamation désigne un montant contesté faisant l'objet de négociations entre Sa Majesté et l'entrepreneur aux termes du contrat.

#### **MP10 Taxes**

- 10.1 S'il y a lieu, la TVA ou la taxe canadienne sur les produits et services (TPS) doit être indiquée séparément sur toutes les factures et demandes de paiement progressif ayant trait aux travaux réalisés, et elle sera payée par Sa Majesté. L'entrepreneur convient de verser toute TPS exigible à Revenu Canada.
- 10.2 Le numéro d'inscription du gouvernement du Canada aux fins de la TPS est 121491807.

#### **MP11 Avance de démarrage**

- 11.1 Sa Majesté accordera une avance de démarrage sous forme de prêt de démarrage sans intérêt, lorsque l'entrepreneur présentera une facture et les garanties conformes à cette sous-disposition. Le montant total de l'avance de démarrage correspondra au pourcentage indiqué à l'article C11 des Articles de convention appliqué au Montant du contrat indiqué à l'article C8 des Articles de convention.
- 11.2 À l'égard de l'avance de démarrage, l'entrepreneur remettra au représentant du Ministère une demande écrite sous une forme jugée admissible par ce dernier, accompagnée d'une garantie contractuelle, conformément à la Section V – Conditions relatives à la garantie contractuelle, et d'une garantie d'un montant égal au montant de l'avance et dans la même monnaie. La garantie doit être délivrée par une entité approuvée par Sa Majesté.
- 11.3 L'entrepreneur vérifie que la garantie est valide et exécutoire jusqu'au remboursement du paiement anticipé. Le montant de la garantie peut être progressivement diminué du montant remboursé par l'entrepreneur, selon les dispositions prévues sous « Paiements progressifs ». Si la date d'expiration de la garantie est fixée dans les modalités de celle-ci et que le paiement anticipé n'a pas été remboursé dans les vingt-huit (28) jours



précédant la date d'expiration, l'entrepreneur prolongera la validité de la garantie jusqu'au remboursement du paiement anticipé.

- 11.4** Le remboursement du paiement anticipé se fera sous forme d'un certain pourcentage retenu sur les paiements effectués au prorata des travaux. Les retenues seront faites au taux d'amortissement de vingt-cinq pour cent (25 %) du montant de chaque paiement au prorata des travaux (paiements anticipés, retenues et remboursements de retenues non compris) dans la devise et selon les proportions du paiement anticipé, jusqu'au remboursement de celui-ci. Si le paiement anticipé n'est pas remboursé avant la délivrance du Certificat provisoire d'exécution des travaux ou avant la résiliation du contrat, le solde total impayé deviendra dû et exigible et l'entrepreneur devra le verser à Sa Majesté.



## Section « III » – Conditions générales

### CG1 Interprétation

- 1.1** Dans le présent contrat :
- 1.1.1** Tout renvoi à une partie du contrat au moyen de chiffres précédés de lettres sera considéré comme un renvoi à la partie spécifique du contrat ainsi marquée par cette combinaison de lettres et de chiffres et à toute autre partie du contrat qui y est mentionnée;
  - 1.1.2** « Contrat » s'entend de tout document contractuel mentionné dans le document intitulé Articles de convention;
  - 1.1.3** « Garantie contractuelle » désigne toute garantie que l'entrepreneur fournit à Sa Majesté conformément au contrat;
  - 1.1.4** Le mot « jours » désigne des jours civils continus, y compris les fins de semaine et les jours fériés;
  - 1.1.5** « Représentant du Ministère » désigne le fonctionnaire, l'employé ou la personne dont Sa Majesté retient les services et qui est désigné en application des Articles de convention, y compris un individu que la personne ainsi désignée autorise spécifiquement à exercer en son nom les fonctions prévues au contrat et qui est ainsi désigné dans un avis écrit remis à l'entrepreneur;
  - 1.1.6** « Ancien titulaire de charge publique » signifie un membre du personnel de la catégorie des cadres supérieurs qui a été fonctionnaire fédéral du Canada pendant la période d'un an précédant immédiatement la date du présent contrat;
  - 1.1.7** « Matériel » comprend l'ensemble des marchandises, articles et objets fournis par ou pour l'entrepreneur aux termes du contrat, afin de les intégrer aux travaux;
  - 1.1.8** « Ministre » comprend une personne qui agit au nom du ministre ou, si le poste est vacant, qui le remplace, ainsi que ses successeurs à son poste, et son (ou leurs) représentant(s) légitime(s) et toutes les personnes désignées pour représenter les personnes susmentionnées aux fins du contrat;
  - 1.1.9** « Personne » comprend un partenariat, une entreprise à propriétaire unique, une entreprise, une coentreprise, un consortium et une personne morale, sauf si le contexte ne s'y prête pas;
  - 1.1.10** « Outillage » comprend tous les animaux, les outils, les accessoires, la machinerie, les véhicules, les bâtiments, les structures, l'équipement, les produits, les articles et les objets autres que les matériaux, qui sont nécessaires à la bonne exécution du contrat;
  - 1.1.11** « Sous-traitant » désigne une personne à laquelle l'entrepreneur a confié la totalité ou une partie des travaux en sous-traitance, sous réserve du point CG4;
  - 1.1.12** « Surintendant » désigne l'employé de l'entrepreneur que celui-ci désigne pour agir en application du point CG19;
  - 1.1.13** « Documentation technique » signifie les plans et modèles, les rapports, les photographies, les relevés, les dessins, les devis, les logiciels, les imprimés d'ordinateur, les calculs et autres données, renseignements et matériaux conçus, réunis, calculés, dessinés ou produits pour les travaux;
  - 1.1.14** « Travaux » comprend, sauf indication contraire expresse dans le contrat, tous les éléments que l'entrepreneur doit faire, fournir ou livrer en application du contrat.
- 1.2** Les titres des documents contractuels autres que ceux des plans et devis ne font pas partie du contrat, mais y sont insérés uniquement à titre de référence.
- 1.3** Pour l'interprétation du contrat, en cas de divergences ou de contradictions entre les plans, les devis et les conditions générales, ces dernières l'emportent.
- 1.4** Selon le contexte, le singulier comprend le pluriel et vice versa.
- 1.5** Les titres ou les notes ne font pas partie du contrat et ne doivent pas être pris en considération pour son interprétation.
- 1.6** Les termes « ci-inclus », « par la présente », « des présentes », « en vertu des présentes », « ci-après » et les expressions semblables se rapportent au contrat considéré dans son ensemble, et non pas à une subdivision ou partie quelconque du contrat.
- 1.7** Pour l'interprétation des plans et des devis, si l'on constate des divergences ou des contradictions :
- 1.7.1** entre les plans et devis, les devis l'emportent;
  - 1.7.2** entre les plans, les plans dessinés à la plus grande échelle l'emportent;
  - 1.7.3** entre les dimensions chiffrées et les dimensions à l'échelle, les dimensions chiffrées l'emportent.

### CG2 Successeurs et ayants droit



Le présent contrat est au bénéfice des parties au contrat ainsi que de leurs héritiers, exécuteurs, administrateurs, successeurs et ayants droit, qui sont tous par ailleurs liés par ses dispositions.

### **CG3 Cession du contrat**

L'entrepreneur ne peut céder le contrat, en tout ou en partie, sans le consentement écrit du ministre.

### **CG4 Sous-traitance confiée par l'entrepreneur**

- 4.1 Sous réserve de la présente condition générale, l'entrepreneur peut confier toute partie des travaux en sous-traitance.
- 4.2 L'entrepreneur avisera le représentant du Ministère par écrit de son intention de confier une partie des travaux en sous-traitance.
- 4.3 L'avis mentionné en CG4.2 indiquera la partie des travaux que l'entrepreneur a l'intention de confier en sous-traitance ainsi que le sous-traitant visé.
- 4.4 Le représentant du Ministère peut s'opposer à la sous-traitance visée par l'entrepreneur en informant ce dernier par écrit dans les six (6) jours suivant la réception par le représentant du Ministère de l'avis mentionné en CG4.2.
- 4.5 Si le représentant du Ministère s'oppose à une sous-traitance conformément au point CG4.4, l'entrepreneur ne pourra conclure le contrat de sous-traitance en question.
- 4.6 L'entrepreneur ne pourra, sans le consentement écrit du représentant du Ministère, changer un sous-traitant qui a été engagé par lui conformément à la présente condition générale.
- 4.7 Tout contrat auxiliaire conclu par l'entrepreneur reprendra toutes les modalités du présent contrat qui sont d'application générale.
- 4.8 Ni une sous-traitance ni le consentement du représentant du Ministère à une sous-traitance de la part de l'entrepreneur n'auront pour effet de libérer l'entrepreneur des obligations en vertu du contrat ou d'imposer une quelconque responsabilité à Sa Majesté.

### **CG5 Modifications**

Aucun changement ou modification touchant une disposition du contrat ne s'appliquera à moins d'avoir été consigné dans un document écrit signé par les deux parties.

### **CG6 Aucune obligation implicite**

- 6.1 Le contrat ne crée aucune obligation ou condition tacite à la charge de Sa Majesté ou en son nom, et les engagements et ententes explicites auxquels celle-ci a expressément consenti, en vertu de ses dispositions, sont les seuls engagements et ententes pouvant constituer le fondement de droits à l'encontre de Sa Majesté.
- 6.2 Le contrat remplace toutes les ententes, négociations et communications verbales ou écrites qui concernent les travaux et ont été faites avant la date du contrat.

### **CG7 Rigueur des délais**

Les délais sont de rigueur dans le présent contrat.

### **CG8 Indemnisation par l'entrepreneur**

- 8.1 L'entrepreneur tient indemne et à couvert Sa Majesté à l'égard de l'ensemble des réclamations, demandes, pertes, frais, dommages-intérêts, actions, poursuites en justice ou procédures, faits, portés en justice ou poursuivis, qui sont, d'une manière ou d'une autre, occasionnés par les activités de l'entrepreneur, de ses employés, de ses agents, de ses sous-traitants de premier et deuxième niveaux dans le cadre de l'exécution des travaux, y compris la contrefaçon réelle ou présumée d'un brevet d'invention ou de tout autre type de propriété intellectuelle, ou qui sont attribuables à ces activités, fondés sur celles-ci ou qui y sont liés.
- 8.2 Aux fins du point CG8.1, le terme « activités » comprend tout acte exécuté de façon insatisfaisante, toute omission d'exécuter un acte et tout retard d'exécution.

### **CG9 Indemnisation par Sa Majesté**

- 9.1 Sous réserve de la *Loi sur la responsabilité de l'État*, de la *Loi sur les brevets* et de toute autre loi qui touche les droits, pouvoirs, privilèges et obligations de Sa Majesté, celle-ci tient indemne et à couvert l'entrepreneur à l'égard de l'ensemble des réclamations, demandes, pertes, frais, dommages-intérêts, actions, poursuites en justice ou procédures qui découlent des activités de ce dernier dans le cadre du contrat et qui sont directement attribuables :
  - 9.1.1 à un défaut réel ou présumé touchant le titre de propriété de Sa Majesté sur le site du chantier; ou
  - 9.1.2 à la contrefaçon réelle ou présumée de la part de l'entrepreneur d'un brevet d'invention ou encore de tout autre type de propriété intellectuelle dans le cadre de l'exécution d'un acte aux fins du contrat, à l'aide d'un modèle, d'un plan, d'une conception ou de tout autre objet lié aux travaux et que Sa Majesté a fourni à





l'entrepreneur.

#### **CG10 Interdiction aux députés de la Chambre des communes de tirer profit d'un contrat**

Conformément à la *Loi sur le Parlement du Canada*, les membres de la Chambre des communes du Canada ne peuvent prendre part au contrat ni en tirer avantage.

#### **CG11 Avis**

- 11.1** À l'exception de l'avis mentionné en CG11.4, tous les avis, consentements, ordres, décisions, directives ou autres communications susceptibles d'être transmis à l'entrepreneur aux termes du contrat peuvent l'être de n'importe quelle façon.
- 11.2** Sous réserve du point CG11.4, tous les avis, consentements, ordres, décisions, directives ou autres communications devant être transmis par écrit à une partie aux termes du contrat sont présumés avoir été réellement transmis :
- 11.2.1** à l'entrepreneur, s'ils sont remis personnellement à ce dernier ou à son surintendant, ou expédiés à l'entrepreneur par la poste, par courriel ou télécopieur à l'adresse indiquée dans les Articles de convention; ou
- 11.2.2** à Sa Majesté, s'ils sont remis personnellement au représentant du Ministère ou expédiés à ce dernier par la poste, par courriel ou télécopieur à l'adresse indiquée à l'article C1 des Articles de convention.
- 11.3** Tous les avis, consentements, ordres, décisions, directives ou autres communications adressés en conformité avec le point CG11.2 seront réputés avoir été reçus par la partie destinataire :
- 11.3.1** s'ils sont livrés en mains propres : le jour où ils ont été ainsi livrés;
- 11.3.2** s'ils sont envoyés par la poste, à la première des deux dates suivantes, soit le jour où ils sont effectivement reçus, soit le sixième (6e) jour après qu'ils ont été mis à la poste;
- 11.3.3** s'ils sont envoyés par courriel ou télécopieur, vingt-quatre (24) heures après l'envoi.
- 11.4** Si un avis prévu aux points CG38.1.1, CG40 et CG41 est remis personnellement, il sera remis à l'entrepreneur si ce dernier travaille comme propriétaire unique ou, s'il s'agit d'un partenariat ou d'une personne morale, à un agent de celui ou de celle-ci.

#### **CG12 Matériaux, outillage et biens immobiliers fournis par Sa Majesté**

- 12.1** Sous réserve du point CG12.2, l'entrepreneur est responsable envers Sa Majesté de la perte ou de l'endommagement des matériaux, de l'outillage ou des biens immobiliers qu'il lui fournit ou dont il lui confie la garde et le contrôle pour qu'il les utilise dans le cadre du contrat, que cette perte ou cet endommagement soit ou non attribuable à des causes indépendantes de la volonté de l'entrepreneur.
- 12.2** L'entrepreneur n'est pas responsable envers Sa Majesté de la perte ou de l'endommagement des matériaux, de l'outillage ou des biens immobiliers mentionnés en CG12.1 lorsqu'ils découlent directement de l'usure normale.
- 12.3** L'entrepreneur ne devra pas utiliser de matériaux, d'outillage ou de biens immobiliers dont il est fait mention au point CG12.1, pour une fin autre que l'exécution du présent contrat.
- 12.4** Si l'entrepreneur omet de réparer les pertes ou dommages dont il est responsable aux termes du point CG12.1 dans un délai raisonnable suivant la date à laquelle le représentant du Ministère lui demande de le faire, ce dernier pourra faire réparer les pertes ou dommages en question aux frais de l'entrepreneur, qui devra en payer le coût, sur demande, à Sa Majesté.
- 12.5** L'entrepreneur conservera les registres exigés, de temps à autre, par le représentant du Ministère à l'égard de tous matériaux, outillage et biens immobiliers mentionnés en CG12.1 et prouvera au représentant du Ministère, sur demande, que ces matériaux, outillage et biens immobiliers se trouvent à l'endroit et dans l'état prévus.

#### **CG13 Matériaux, outillage et biens immobiliers devenus propriété de Sa Majesté**

- 13.1** Sous réserve du point CG14.7, tous les matériaux et l'outillage ainsi que les droits de l'entrepreneur sur les biens immobiliers, les permis, les pouvoirs et les privilèges achetés, utilisés ou consommés par ce dernier pour le contrat deviendront la propriété de Sa Majesté aux fins des travaux et continueront de lui appartenir :
- 13.1.1** dans le cas des matériaux, jusqu'à ce que le représentant du Ministère indique qu'à son avis ce matériel ne sera pas nécessaire pour les travaux;
- 13.1.2** dans le cas de l'outillage, des biens immobiliers, des permis, des pouvoirs et des privilèges, jusqu'à ce que le représentant du Ministère indique qu'à son avis, les droits dévolus à Sa Majesté à leur égard dans le présent contrat ne sont plus nécessaires aux fins des travaux.
- 13.2** L'entrepreneur ne pourra sortir du chantier, utiliser autrement ou aliéner les matériaux et l'outillage qui appartiennent à Sa Majesté en vertu du point CG13.1, sauf aux fins des travaux, sans le consentement écrit du représentant du Ministère.
- 13.3** Sa Majesté n'est pas responsable de la perte ou de l'endommagement des matériaux ou de l'outillage dont il est



fait mention en CG13.1, quelle qu'en soit la cause, et cette responsabilité incombe à l'entrepreneur, même si les matériaux ou l'outillage appartiennent à Sa Majesté.

#### **CG14 Permis et taxes payables**

**14.1** Dans les quinze (15) jours suivant la date du contrat, l'entrepreneur remettra à une autorité municipale un montant correspondant à tous les droits et frais à payer légalement à celle-ci à l'égard des permis de construction, comme si les travaux étaient exécutés pour une autre personne que Sa Majesté.

**14.1.1** L'entrepreneur sera tenu d'obtenir tous les permis nécessaires pour tous les travaux à exécuter dans le cadre du contrat et d'en payer le coût. Il sera également tenu de remettre tous les avis et de se conformer à l'ensemble des lois, règles et règlements concernant l'exécution des travaux selon les plans et le cahier des charges.

**14.2** Dans les dix (10) jours suivant la présentation de la soumission conformément au point CG14.1, l'entrepreneur avisera le représentant du Ministère de son acte et du montant soumissionné, en précisant si l'autorité municipale a accepté ou non le montant en question.

**14.3** Si l'autorité municipale n'accepte pas le montant soumissionné en vertu du point CG14.1, l'entrepreneur paiera ce montant à Sa Majesté dans les six (6) jours suivant le délai prévu au point CG14.2.

**14.4** Aux fins des points CG14.1 à CG14.3, l'expression « autorité municipale » désigne toute autorité qui aurait la compétence voulue pour permettre l'exécution des travaux si le propriétaire n'était pas Sa Majesté.

**14.5** L'entrepreneur paiera toutes les taxes applicables découlant de l'exécution des travaux dans le cadre du contrat ou liées à celle-ci. L'entrepreneur déterminera également la mesure dans laquelle des exemptions peuvent être obtenues en raison du statut d'entité souveraine de Sa Majesté et demandera ces exemptions, le cas échéant. Lorsque l'entrepreneur obtient des marchandises à intégrer dans les travaux, il est considéré, à cette fin, comme un agent de Sa Majesté. Toute exemption ainsi disponible sera appliquée au profit de Sa Majesté. L'entrepreneur obtiendra des autorités compétentes une documentation suffisante sur la disponibilité de ces exemptions et la fournira à son tour.

**14.6** Dans le cadre de l'exécution des travaux aux termes du contrat, l'entrepreneur se conformera à toutes les lois en vigueur dans la province ou le territoire visé. Si l'entrepreneur omet de payer des droits ou taxes exigibles en vertu de ces lois, le ministre aura le droit de payer directement les sommes réclamées, après avoir remis à l'entrepreneur un préavis écrit de sept (7) jours l'informant de son intention de le faire, et de déduire ce montant de toute somme due à l'entrepreneur.

**14.7** Aux fins du paiement des taxes et droits applicables à l'égard de l'exécution des travaux aux termes du contrat ou de la remise d'une garantie s'y rapportant, l'entrepreneur sera responsable, en tant qu'utilisateur ou consommateur, du paiement de ces taxes et droits ou de la fourniture de la garantie en question au moment de l'utilisation de ces matériaux ou de l'outillage ou de l'exercice de ses droits sur tous les biens immobiliers, permis, pouvoirs et privilèges conformément aux lois pertinentes, même si Sa Majesté en est devenue propriétaire après la date de l'achat.

#### **CG15 Exécution des travaux sous la direction du représentant du Ministère**

L'entrepreneur doit :

**15.1.1** permettre au représentant du Ministère d'accéder aux travaux et au site des travaux en tout temps pendant l'exécution du contrat;

**15.1.2** fournir au représentant du Ministère les renseignements qu'il demande au sujet de l'exécution du contrat;

**15.1.3** doit aider, dans la mesure du possible, le représentant du Ministère à veiller, comme il doit le faire, à ce que les travaux soient exécutés conformément au contrat et à assumer les autres fonctions et pouvoirs qui lui sont spécialement accordés ou qu'il est tenu d'assumer aux termes du contrat.

#### **CG16 Coopération avec d'autres entrepreneurs**

**16.1** Lorsque, selon l'opinion du représentant du Ministère, il est nécessaire que d'autres entrepreneurs ou travailleurs, avec ou sans outillage et matériaux, soient envoyés sur les travaux ou sur le site des travaux, l'entrepreneur devra, à la satisfaction du représentant du Ministère, leur donner l'accès et coopérer avec eux pour qu'ils puissent s'acquitter de leurs tâches et obligations.

**16.2** Si :

**16.2.1** l'envoi sur les travaux ou sur le site des travaux d'autres entrepreneurs ou travailleurs en vertu du point CG16.1 ne pouvait raisonnablement pas avoir été prévu par l'entrepreneur au moment de la signature du contrat,

**16.2.2** l'entrepreneur a dû encourir, selon l'opinion du représentant du Ministère, des dépenses supplémentaires pour se conformer au point CG16.1, et

**16.2.3** l'entrepreneur a donné au représentant du Ministère un avis écrit de sa réclamation pour les dépenses supplémentaires mentionnées en CG16.2.2 dans les trente (30) jours suivant la date à laquelle les autres



entrepreneurs ou travailleurs ont été envoyés sur les travaux ou sur le site des travaux,

- 16.3** Sa Majesté paiera à l'entrepreneur le coût, calculé conformément aux points CG48 à CG50, des dépenses supplémentaires de main-d'œuvre, de matériaux et d'outillage que l'entrepreneur aura raisonnablement encourues.

### **CG17 Vérification des travaux**

- 17.1** Si, à quelque moment que ce soit après le début d'exécution des travaux, mais avant l'expiration de la garantie ou période de garantie, le représentant du Ministère a des raisons de croire que les travaux ou une partie des travaux n'ont pas été exécutés en conformité avec le contrat, le représentant du Ministère pourra faire vérifier les travaux en question par un expert de son choix.
- 17.2** Si, comme résultat d'une vérification des travaux mentionnée au point CG17.1, il est établi que les travaux n'avaient pas été exécutés en conformité avec le contrat, alors, en addition à tous les autres droits et recours qui sont à la disposition de Sa Majesté au titre du contrat que ce soit en droit ou en équité et sans limiter ou autrement toucher lesdits droits et recours, l'entrepreneur paiera à Sa Majesté, sur demande, tous les coûts et dépenses raisonnables ayant été engagés par Sa Majesté par rapport à cette vérification.

### **CG18 Nettoyage du site**

- 18.1** L'entrepreneur maintiendra les travaux et le site des travaux en bon ordre et exempt d'accumulation de déchets et de débris, conformément à toutes les directives du représentant du Ministère.
- 18.2** Avant la délivrance d'un certificat provisoire d'achèvement des travaux mentionné au point CG44.2, l'entrepreneur retirera du chantier tous les matériaux et l'outillage non nécessaires à l'exécution des travaux à terminer ainsi que tous les débris et déchets, et veillera à ce que les travaux et le site des travaux soient propres afin que les employés de Sa Majesté puissent les occuper, sauf s'il en est prévu autrement au contrat.
- 18.3** Avant la délivrance d'un certificat définitif d'achèvement des travaux mentionné en CG44.1, l'entrepreneur retirera des travaux et du site des travaux tous les matériaux et l'outillage excédentaires ainsi que les déchets et autres débris.
- 18.4** Les obligations de l'entrepreneur décrites dans les points CG18.1 à CG18.3 ne s'appliquent pas aux déchets et autres débris causés par les employés de Sa Majesté ou par les entrepreneurs et travailleurs mentionnés en CG16.1.

### **CG19 Surintendant de l'entrepreneur**

- 19.1** L'entrepreneur, sans délai après l'attribution du contrat, doit désigner un surintendant.
- 19.2** L'entrepreneur communiquera sans délai au représentant du Ministère le nom, l'adresse et le numéro de téléphone d'un surintendant qu'il désigne en vertu du point CG19.1.
- 19.3** Un surintendant désigné en vertu du point CG19.1 aura l'entière responsabilité des activités de l'entrepreneur relatives à l'exécution des travaux, et il sera autorisé à recevoir au nom de l'entrepreneur tout avis, consentement, ordre, directive, décision ou autre communication pouvant être donné au surintendant en vertu du contrat.
- 19.4** Jusqu'à ce que les travaux soient achevés, l'entrepreneur veillera à ce qu'un surintendant compétent reste sur le chantier pendant les heures de travail.
- 19.5** À la demande du représentant du Ministère, l'entrepreneur retirera du chantier tout surintendant qui, de l'avis dudit représentant du Ministère, est incompetent ou s'est mal conduit, et désignera sans délai un autre surintendant admissible pour le représentant du Ministère.
- 19.6** Sous réserve du point CG19.5, l'entrepreneur ne pourra pas remplacer un surintendant sans le consentement écrit du représentant du Ministère.
- 19.7** Tout manquement de l'entrepreneur au point CG19.6 donne au représentant du Ministère le droit de refuser de délivrer un certificat mentionné en CG44, à moins que le surintendant ne soit retourné au chantier ou qu'un autre surintendant admissible pour le représentant du Ministère n'ait été désigné.

### **CG20 Sécurité nationale**

- 20.1** Si le ministre estime qu'en raison de leur nature ou de la catégorie à laquelle ils appartiennent, les travaux concernent la sécurité nationale du Canada, il peut ordonner à l'entrepreneur :
- 20.1.1** de lui fournir tout renseignement concernant les personnes qu'il emploie ou qu'il emploiera aux fins du contrat;
- 20.1.2** de retirer des travaux et du site des travaux toute personne dont le ministre pense qu'elle peut représenter un risque pour la sécurité nationale.
- 20.2** Toutes les ententes que l'entrepreneur signera avec les personnes qui travailleront dans le cadre du contrat, comporteront une disposition concernant l'exécution de toute obligation pouvant lui être imposée aux termes des points CG19 à CG21.
- 20.3** L'entrepreneur se conformera à l'ordre que donne le ministre aux termes du point CG20.1.



## **CG21 Travailleurs inaptes**

À la demande du représentant du Ministère, l'entrepreneur retirera du chantier toute personne qu'il a employée aux fins du contrat et qui, de l'avis du représentant du Ministère, n'est pas compétente ou s'est mal conduite, et ne permettra pas à cette personne de revenir sur le chantier.

## **CG22 Augmentation ou diminution des coûts**

**22.1** Le montant indiqué dans les Articles de convention ne pourra être augmenté ou réduit en raison d'une hausse ou d'une baisse du coût des travaux découlant d'une augmentation ou d'une diminution du coût de la main-d'œuvre, des matériaux ou de l'outillage ou encore d'un rajustement salarial.

**22.2** Malgré les points CG22.1 et CG35, un montant indiqué dans les Articles de convention sera rajusté conformément au point CG22.3 en cas de changement survenu dans une taxe imposée aux termes d'une loi sur la taxe de vente s'appliquant en vertu de la loi qui régit le présent contrat en ce qui a trait à l'achat de biens meubles corporels devant être intégrés dans des biens immobiliers, lorsque les conditions suivantes sont réunies :

**22.2.1** le changement en question survient après la date de présentation par l'entrepreneur de sa soumission relative au contrat;

**22.2.2** le changement s'applique au matériel;

**22.2.3** le changement touche le coût de ce matériel pour l'entrepreneur.

**22.3** En cas de changement mentionné en CG22.2, le montant pertinent mentionné dans les Articles de convention sera modifié à la hausse ou à la baisse d'un montant égal à celui qui représente l'augmentation ou la diminution du coût engagé directement attribuable à ce changement, d'après un examen des registres pertinents de l'entrepreneur dont il est fait mention en CG51.

**22.4** Aux fins du point CG22.2, lorsqu'une taxe est modifiée après la date de présentation de la soumission, mais que le changement a été annoncé publiquement par les autorités fiscales locales compétentes avant cette date, il sera présumé avoir été fait avant la date de présentation de la soumission.

## **CG23 Main-d'œuvre et matériaux**

**23.1** L'entrepreneur appliquera en tout temps une discipline stricte et maintiendra une bonne entente entre ses employés, ses experts-conseils professionnels et ses sous-traitants; de plus, il ne pourra employer à l'égard des travaux aucune personne qui ne convienne pas ou qui n'a pas les compétences voulues pour exécuter les tâches qui lui sont confiées.

**23.2** L'entrepreneur garantit que la qualité de tous les matériaux et travaux d'exécution qu'il fournira sera conforme aux exigences du contrat.

## **CG24 Protection des travaux et des documents**

**24.1** L'entrepreneur gardera ou protégera autrement les travaux et le site des travaux ainsi que le contrat, le cahier des charges, les plans, les dessins, les renseignements, les matériaux, l'outillage et les biens immobiliers, qu'ils lui soient ou non fournis par Sa Majesté, contre toute perte ou tout dommage, quelle qu'en soit la cause, et s'abstiendra de les utiliser ou de les aliéner ou encore de les communiquer, le cas échéant, sans le consentement écrit du ministre, sauf dans la mesure où cette action est essentielle à l'exécution des travaux.

**24.2** Si une cote de sécurité a été attribuée à un document ou à un renseignement fourni ou communiqué à l'entrepreneur par la personne qui le lui a fourni ou communiqué, l'entrepreneur prendra toutes les mesures exigées par le représentant du Ministère pour assurer le maintien du degré de sécurité qui correspond à cette cote.

**24.3** L'entrepreneur fournira tout l'équipement de chantier nécessaire au maintien de la sécurité et prêtera son assistance à toute personne autorisée par le ministre à inspecter les travaux et le site des travaux ou à prendre des mesures de sécurité les concernant.

**24.4** Le représentant du Ministère peut ordonner à l'entrepreneur de faire les choses et d'exécuter les travaux supplémentaires qu'il juge nécessaires et raisonnables pour assurer le respect des points CG24.1 à CG24.3 ou pour corriger un manquement à ceux-ci.

## **CG25 Cérémonies publiques et signatures**

**25.1** L'entrepreneur ne pourra tenir des cérémonies publiques liées aux travaux sans le consentement préalable du représentant du Ministère.

**25.2** L'entrepreneur ne peut placer aucune enseigne ou publicité sur les travaux ou sur le site des travaux ni en permettre l'installation sans le consentement préalable du représentant du Ministère.

## **CG26 Précautions contre les dommages, les contrefaçons, les incendies et les autres risques**

**26.1** L'entrepreneur prendra à ses frais les mesures nécessaires pour s'assurer :

**CG24**



**CG25**  
**CG26**

**26.1**

- 26.1.1** que ses activités dans le cadre de l'exécution du contrat ne blessent personne et n'endommagent ou ne portent atteinte à aucun droit, bien, servitude ou privilège;
- 26.1.2** que la circulation piétonnière et autre sur tout chemin ou cours d'eau public ou privé n'est pas indûment entravée, interrompue ou rendue dangereuse par l'exécution ou l'existence des travaux ou de l'outillage;
- 26.1.3** que les risques d'incendie sur les travaux ou sur le site des travaux sont éliminés, et que tout incendie est rapidement maîtrisé, sous réserve de toute directive qu'il pourrait recevoir du représentant du Ministère;
- 26.1.4** que la santé et la sécurité des personnes employées pour l'exécution des travaux ne sont pas mises en danger par les méthodes ou les moyens d'exécution employés;
- 26.1.5** que des services médicaux adéquats sont offerts en permanence, pendant l'exécution des travaux, à toutes les personnes affectées à ces travaux ou au chantier;
- 26.1.6** que des mesures sanitaires adéquates sont prises relativement aux travaux et au chantier;
- 26.1.7** que tous les piquets, balises et marques placés sur les travaux ou sur le site des travaux par le représentant du Ministère ou sous son autorité sont protégés et ne sont pas enlevés, dégradés, modifiés ou détruits.

**26.2** Le représentant du Ministère pourra donner à l'entrepreneur l'ordre de faire toutes choses et d'exécuter tous travaux supplémentaires que le représentant du Ministère jugera raisonnables et nécessaires pour assurer la conformité avec ou pour corriger une non-conformité avec le point CG26.1.

**26.3** L'entrepreneur doit, à ses frais, se conformer à un ordre que le représentant du Ministère lui a donné en vertu du point CG26.2.

**CG27 Assurance**

**27.1** L'entrepreneur souscrira et maintiendra en vigueur à ses frais des contrats d'assurance à l'égard des travaux et en fournira la preuve au représentant du Ministère, conformément aux exigences de la Section IV – Conditions relatives aux assurances.

**27.2** Les contrats d'assurance mentionnés en CG27.1 devront :

**CG27**

**27.1**

**27.2**

- 27.2.1** respecter la Section IV – Conditions relatives aux assurances, notamment quant à la forme, à la nature, aux montants, aux périodes et aux modalités;
- 27.2.2** prévoir le paiement des demandes de règlement formulées aux termes de ces contrats, conformément au point CG28.

**CG28 Produits des assurances**

**28.1** En cas de demande de règlement à payer aux termes d'un contrat d'assurance risques/installation (tous risques) des entrepreneurs en construction auquel l'entrepreneur a souscrit aux termes du point CG27, le produit de la demande de règlement sera versé directement à Sa Majesté et :

**CG28**

**28.1**

**28.1.1** Sa Majesté conservera les sommes ainsi versées aux fins du contrat; ou

**28.1.2** si Sa Majesté décide de conserver les sommes ainsi versées, elles lui seront alors dévolues de manière absolue.

**28.2** En cas de demande de règlement à payer aux termes d'un contrat d'assurance de la responsabilité civile auquel l'entrepreneur a souscrit aux termes du point CG27, l'assureur paiera le produit de la réclamation directement au requérant.

**28.3** Si un choix est exercé aux termes du point CG28.1, le ministre pourra faire vérifier les comptes de l'entrepreneur et de Sa Majesté relativement à la partie des travaux détruite, perdue ou endommagée afin d'établir la différence, le cas échéant, entre :

**28.2**

**28.3**

**28.3.1** d'une part, le total du montant de la perte ou du dommage subi par Sa Majesté, y compris les frais engagés pour nettoyer les travaux et le site des travaux, et tout autre montant que l'entrepreneur doit verser à Sa Majesté aux termes du contrat, moins les sommes retenues en vertu du point CG28.1.2; et

**28.3.2** d'autre part, le total des montants que Sa Majesté doit payer à l'entrepreneur aux termes du contrat jusqu'à la date de la perte ou du dommage.

**28.4** Une différence constatée conformément au point CG28.3 sera payée sans délai par la partie que la vérification aura déterminée comme étant le débiteur, à la partie que la vérification aura déterminée comme étant le créancier.



- 28.5** Lorsqu'un montant représentant un manque à gagner est payé conformément au point CG28.4, Sa Majesté et l'entrepreneur seront réputés avoir exercé tous les droits et rempli toutes les obligations découlant du contrat et se rapportant uniquement à la partie des travaux qui a fait l'objet de la vérification mentionnée en CG28.3.
- 28.6** Si un choix n'est pas fait aux termes du point CG28.1.2, l'entrepreneur devra, sous réserve du point CG28.7, nettoyer les travaux et le site des travaux et rétablir et remplacer à ses frais la partie des travaux qui aura été perdue, endommagée ou détruite, comme si cette partie des travaux n'avait pas encore été exécutée.
- 28.7** Si l'entrepreneur nettoie les travaux et le site des travaux et rétablit et remplace les travaux mentionnés au point CG28.6, Sa Majesté lui versera les sommes d'argent indiquées en CG28.1, dans la mesure où elles s'y appliqueront.
- 28.8** Sous réserve du point CG28.7, le paiement que Sa Majesté effectue aux termes du point CG28.7 sera versé conformément au contrat, mais le montant de chaque paiement représentera 100 % du montant réclamé, malgré le point MP4.4.

### **CG29 Garantie contractuelle**

- 29.1** L'entrepreneur obtiendra et remettra au représentant du Ministère une garantie contractuelle, conformément aux dispositions du document ci-joint, intitulé Section V – Conditions relatives à la garantie contractuelle.
- 29.2** Si une partie ou la totalité de la garantie contractuelle mentionnée au point CG29.1 est constituée d'un dépôt de garantie, ce dépôt sera détenu et utilisé conformément aux points CG43 et CG45.
- 29.3** Si une partie de la garantie contractuelle mentionnée en CG29.1 est constituée d'un cautionnement de paiement de la main-d'œuvre et des matériaux, l'entrepreneur affichera une copie de ce cautionnement au chantier.

### **CG30 Modifications aux travaux**

- 30.1** Sous réserve du point CG5, le représentant du Ministère peut, en tout temps avant de délivrer son certificat définitif d'achèvement des travaux :
- 30.1.1** commander des travaux ou des matériaux en sus de ceux qui ont été prévus aux plans et devis;
  - 30.1.2** supprimer la totalité ou une partie des travaux ou des matériaux prévus aux plans et devis ou dans une commande effectuée aux termes du point CG30.1.1 ou en modifier les dimensions, la nature, la quantité, la qualité, la description, l'emplacement ou la position, s'il estime que ces travaux ou ce matériel supplémentaire, cette suppression ou cette modification sont compatibles avec l'intention générale du contrat initial.
- 30.2** L'entrepreneur exécutera les travaux conformément aux commandes, suppressions et modifications faites, de temps à autre, par le représentant du Ministère aux termes du point CG30.1 comme si elles avaient fait partie des plans et devis.
- 30.3** Le représentant du Ministère déterminera s'il y a, ou non, quoi que ce soit que l'entrepreneur aurait fait ou omis de faire en application d'un ordre, d'une suppression ou d'une modification visé au point CG30.1 qui aurait fait augmenter ou diminuer le coût des travaux pour l'entrepreneur.
- 30.4** Si le représentant du Ministère décide, aux termes du point CG30.3, que le coût des travaux pour l'entrepreneur a augmenté, Sa Majesté versera à l'entrepreneur le coût additionnel qu'il aura nécessairement engagé à l'égard des travaux supplémentaires, lequel coût sera calculé conformément aux points CG49 ou CG50.
- 30.5** Si le représentant du Ministère décide, aux termes du point CG30.3, que le coût des travaux pour l'entrepreneur a diminué, Sa Majesté abaissera le montant payable à l'entrepreneur aux termes du contrat d'un montant équivalent à la diminution du coût découlant de la suppression ou de la modification mentionnée au point CG30.1.2, laquelle diminution sera calculée conformément au point CG49.
- 30.6** Les points CG30.3 à CG30.5 s'appliquent uniquement à un contrat ou à une partie de contrat visé(e) par une entente à prix forfaitaire prévue dans le contrat.
- 30.7** Une commande, suppression ou modification mentionnée au point CG30. sera formulée par écrit, signée par le représentant du Ministère et remise à l'entrepreneur, conformément au point CG11.

### **CG31 Interprétation du contrat par le représentant du Ministère**

- 31.1** Si, à quelque moment que ce soit avant que le représentant du Ministère ait délivré un certificat d'exécution définitif mentionné au point CG44.1, un doute survient entre les parties à savoir si un élément quelconque prévu par une exigence du contrat a été exécuté ou à savoir ce que l'entrepreneur est tenu de faire selon une exigence du contrat, et en particulier, mais sans limiter la généralité de ce qui précède, si le doute porte :
- 31.1.1** sur la signification à donner à quelque élément que ce soit qui figure dans les plans et devis;
  - 31.1.2** sur la signification à donner aux plans et devis si l'on y trouvait des erreurs, omissions, obscurités ou discordances quelconques dans leur formulation ou dans leur intention;
  - 31.1.3** le respect des exigences du contrat quant à la quantité ou la qualité des matériaux ou du travail que l'entrepreneur fournit ou se propose de fournir;
  - 31.1.4** sur la question de savoir si les travaux effectués en exécution du contrat sont adéquats pour assurer que



les travaux seront réalisés en conformité avec le contrat et que toutes les stipulations du contrat seront respectées;

- 31.1.5 sur la question de savoir quelle quantité de travaux, de quelque nature que ce soit, l'entrepreneur a exécutée; ou
  - 31.1.6 sur le calendrier et l'ordonnancement des travaux et des différentes phases d'exécution, la question sera tranchée par le représentant du Ministère, et sa décision sera définitive et sans appel.
- 31.2 L'entrepreneur exécutera les travaux en conformité avec toutes les décisions du représentant du Ministère ayant été prises en vertu du point CG31.1 et en conformité avec toutes les directives conséquentes données par le représentant du Ministère.

### **CG32 Garantie et rectification des défauts des travaux**

- 32.1 Sans restreindre la portée des garanties découlant implicitement ou explicitement de la loi ou des documents contractuels, l'entrepreneur est tenu, à ses frais :
- 32.1.1 de corriger toutes les défauts des travaux décelés ou portés à l'attention du ministre relativement aux parties des travaux acceptées à l'égard du Certificat provisoire d'exécution mentionné en CG44.2, et ce, dans les douze (12) mois suivant la date de ce certificat;
  - 32.1.2 de corriger tout défaut décelé ou porté à l'attention du ministre relativement aux parties de travaux décrites dans le Certificat provisoire d'exécution mentionné en CG44.2, dans les douze (12) mois suivant la date du Certificat d'exécution définitif dont il est fait mention en CG44.1.
- 32.2 Le représentant du Ministère peut donner pour directive à l'entrepreneur de corriger tout défaut mentionné en CG32.1 ou visé par une autre garantie expresse ou implicite.
- 32.3 Une directive mentionnée en CG32.2 sera formulée par écrit, pourra contenir des précisions sur le délai que l'entrepreneur doit respecter pour corriger le défaut en question, et sera communiquée à l'entrepreneur conformément au point CG11.
- 32.4 L'entrepreneur corrigera toute défaut ou anomalie décrite dans une directive donnée en vertu du point CG32.2 à l'intérieur du délai qui lui aura été indiqué par ladite directive.

### **CG33 Non-conformité de l'entrepreneur**

- 33.1 Si l'entrepreneur omet de se conformer à quelque décision ou directive que ce soit lui ayant été communiquée par le représentant du Ministère en vertu des points CG18, CG24, CG26, CG31 ou CG32, le représentant du Ministère pourra utiliser toutes méthodes qu'il jugera utiles pour assurer l'exécution du point manqué par l'entrepreneur.
- 33.2 L'entrepreneur paiera sur demande à Sa Majesté le total de l'ensemble des frais, dépenses et dommages-intérêts qu'il a engagés ou subis à cause de l'omission de l'entrepreneur de se conformer à une directive ou à une décision mentionnée en CG33.1, y compris le coût des méthodes utilisées par le représentant du Ministère aux termes du point CG33.1.

### **CG34 Contestation des décisions du représentant du Ministère**

- 34.1 L'entrepreneur peut contester une directive ou une décision mentionnée en CG30.3 ou CG33.1 dans les dix (10) jours suivant la date à laquelle celle-ci lui a été communiquée.
- 34.2 Une contestation mentionnée en CG34.1 sera formulée par écrit et devra exposer en détail les motifs de la contestation, porter la signature de l'entrepreneur et être remise à Sa Majesté par l'entremise du représentant du Ministère.
- 34.3 En cas de contestation de la part de l'entrepreneur conformément au point CG34.2, aucune mesure que prendra ce dernier pour se conformer à la directive ou à la décision ainsi contestée ne pourra être interprétée comme une admission par celui-ci du bien-fondé de la décision ou de la directive en question ou l'empêcher de prendre toute mesure qu'il juge indiquée dans les circonstances.
- 34.4 La contestation formulée par l'entrepreneur aux termes du point CG34.2 ne le libérera pas de l'obligation de se conformer à la directive ou à la décision contestée.
- 34.5 Sous réserve du point CG34.6, l'entrepreneur prendra toute mesure visée au point CG34.3 à l'intérieur d'un délai de trois (3) mois à partir de la date à laquelle un certificat définitif d'achèvement des travaux a été émis en vertu du point CG44.1, et jamais passé ce délai.
- 34.6 L'entrepreneur prendra toute mesure visée au point CG34.3 résultant d'une directive donnée en vertu du point CG32 à l'intérieur d'un délai de trois (3) mois compté à partir de l'expiration d'une garantie ou période de garantie, et jamais passé ce délai.
- 34.7 Sous réserve du point CG34.8, si Sa Majesté juge que la contestation formulée par l'entrepreneur est justifiée, il lui paiera le coût de la main-d'œuvre, des matériaux et de l'outillage supplémentaires qu'il aura nécessairement engagés pour mettre en œuvre la décision ou la directive contestée.
- 34.8 Le coût mentionné en CG34.7 est calculé conformément aux points CG48 à CG50.



### **CG35 Changement des Conditions du sol - Négligence ou retard de la part de Sa Majesté**

- 35.1** Sous réserve du point CG35.2, Sa Majesté ne versera à l'entrepreneur, à l'égard des frais supplémentaires qu'il engage ou des pertes ou dommages-intérêts qu'il subit, que les montants expressément prévus au contrat.
- 35.2** Si l'entrepreneur engage des frais supplémentaires ou subit une perte ou des dommages-intérêts directement imputables à l'un ou l'autre des éléments suivants :
- 35.2.1** une différence importante entre a) les renseignements qui concernent l'état du sol au chantier contenus dans les plans et devis ou dans les autres documents fournis à l'entrepreneur pour la préparation de son offre ou la formulation d'une hypothèse de fait raisonnable fondée sur ces renseignements et b) l'état réel du sol qu'il constate au chantier au cours de l'exécution du contrat;
  - 35.2.2** toute négligence ou tout retard de la part de Sa Majesté, qui survient après la date du contrat, dans la communication de renseignements ou l'exécution d'un acte qui est exigé de lui aux termes du contrat ou qu'un propriétaire ferait habituellement selon l'usage dans le métier, il remettra au représentant du Ministère, dans les dix (10) jours suivant la date à laquelle il constate l'état du sol réel décrit en CG35.2.1 ou à laquelle survient la négligence ou le retard décrit en CG35.2.2, un avis écrit de son intention de réclamer ces dépenses supplémentaires ou une indemnité pour la perte ou les dommages-intérêts subis.
- 35.3** Lorsque l'entrepreneur a donné l'avis mentionné en CG35.2, il remettra au représentant du Ministère une demande écrite de paiement des frais supplémentaires ou d'indemnisation de la perte ou du dommage subi au plus tard dans les trente (30) jours suivant la date de délivrance d'un Certificat d'exécution définitif mentionné en CG44.1.
- 35.4** La réclamation écrite mentionnée en CG35.3 contiendra une description suffisamment détaillée des faits et des circonstances de l'événement en question pour permettre au représentant du Ministère de déterminer si elle est justifiée ou non, et l'entrepreneur fournira au représentant du Ministère les renseignements que celui-ci exige, de temps à autre, à cette fin.
- 35.5** Si le représentant du Ministère juge qu'une réclamation mentionnée en CG35.3 est justifiée, Sa Majesté versera à l'entrepreneur un montant supplémentaire calculé conformément aux points CG47 à CG50.
- 35.6** Si, de l'avis du représentant du Ministère, un événement décrit en CG35.2.1 se traduit par une diminution des dépenses de l'entrepreneur liées à l'exécution du contrat, le montant établi dans les Articles de convention sera réduit, sous réserve du point CG35.7, d'un montant équivalent à celui de l'économie en question.
- 35.7** Le montant de l'économie mentionnée en CG35.6 sera déterminé conformément aux points CG47 à CG49.
- 35.8** Si l'entrepreneur omet de remettre l'avis mentionné en CG35.2 et la réclamation indiquée en CG35.3 dans les délais fixés, aucun montant supplémentaire ne lui sera versé à l'égard de l'événement en question.

### **CG36 Prolongation de délai**

- 36.1** Sous réserve du point CG36.2, le représentant du Ministère peut, si l'entrepreneur le lui demande avant la date fixée par les Articles de convention pour l'achèvement des travaux ou avant toute autre date précédemment fixée aux termes de la présente condition générale, proroger le délai d'exécution s'y rapportant et fixer une nouvelle date, si le représentant du Ministère juge que le retard dans l'exécution des travaux découle d'une cause indépendante de la volonté de l'entrepreneur.
- 36.2** L'entrepreneur joindra à une demande mentionnée en CG36.1 le consentement écrit de la société de cautionnement dont le cautionnement fait partie de la garantie contractuelle.

### **CG37 Dédommagement pour retard d'achèvement**

- 37.1** Aux fins de la présente condition générale,
- 37.1.1** les travaux seront considérés comme achevés à la date de délivrance d'un certificat provisoire d'exécution mentionné en CG44.2;
  - 37.1.2** « Période du retard » signifie le nombre de jours commençant à partir du jour fixé par le contrat pour l'achèvement des travaux et se terminant le jour précédant immédiatement celui où les travaux sont achevés, mais cela ne comprend aucun jour entrant dans une période de prorogation accordée en vertu du point CG36. et aucun autre jour où, de l'avis du représentant du Ministère, l'exécution des travaux a été retardée pour des motifs ne dépendant pas de la volonté de l'entrepreneur.
- 37.2** Si l'entrepreneur ne termine pas les travaux à la date fixée dans les Articles de convention mais plus tard, il versera à Sa Majesté le total des montants suivants :
- 37.2.1** tous les salaires, traitements et frais de déplacement engagés par Sa Majesté à l'égard des personnes chargées de surveiller l'exécution des travaux pendant la période du retard;
  - 37.2.2** les frais engagés par Sa Majesté à cause de l'impossibilité d'utiliser les travaux achevés pendant la période du retard;
  - 37.2.3** tous les autres frais engagés par Sa Majesté et une indemnité correspondant aux dommages-intérêts qu'il a subis pendant la période du retard du fait que les travaux n'ont pas été achevés à la date fixée.
- 37.3** Le ministre peut renoncer au droit de Sa Majesté de réclamer la totalité ou une partie du montant payable par l'entrepreneur aux termes du point CG37.2 s'il juge qu'il est dans l'intérêt public de le faire.





**37.3.1** Sa Majesté peut, sans porter atteinte aux autres modes de recouvrement dont il dispose, déduire le montant de ces dommages des autres sommes dues à l'entrepreneur. Le paiement ou la déduction de ces dommages ne libérera pas l'entrepreneur de son obligation d'achever les travaux ou des autres obligations et responsabilités qui lui incombent aux termes du contrat.

### **CG38 Travaux retirés à l'entrepreneur**

**38.1** Le ministre peut, à son gré, sur présentation d'un avis écrit à l'entrepreneur conformément au point CG11, retirer la totalité ou une partie des travaux des mains de l'entrepreneur et utiliser les moyens qu'il juge à propos pour faire achever les travaux en question dans l'un ou l'autre des cas suivants :

**38.1.1** l'entrepreneur a omis, dans les six (6) jours suivant la remise par le ministre ou le représentant du Ministère d'un avis écrit conformément au point CG11, de corriger un retard touchant le début des travaux ou un manquement dans leur exécution diligente à la satisfaction du représentant du Ministère;

**38.1.2** l'entrepreneur a omis d'exécuter une partie des travaux dans le délai fixé au contrat pour son achèvement;

**38.1.3** l'entrepreneur est devenu insolvable;

**38.1.4** l'entrepreneur a fait faillite;

**38.1.5** l'entrepreneur a abandonné les travaux;

**38.1.6** l'entrepreneur a cédé le contrat sans obtenir le consentement exigé en CG3; ou

**38.1.7** l'entrepreneur a omis de se conformer à une autre disposition du contrat.

**38.2** Si la totalité ou une partie quelconque des travaux est retirée des mains de l'entrepreneur aux termes du point CG38.1 :

**38.2.1** le droit de l'entrepreneur à un autre paiement échu ou à échoir aux termes du contrat expirera, sous réserve du point CG38.4 uniquement;

**38.2.2** l'entrepreneur devra payer sur demande à Sa Majesté le montant de l'ensemble des pertes et dommages-intérêts qu'il aura subis à cause de l'omission de l'entrepreneur d'achever les travaux.

**38.3** Si Sa Majesté exécute la totalité ou une partie des travaux retirés des mains de l'entrepreneur aux termes du point CG38.1, le représentant du Ministère déterminera le montant, le cas échéant, de la retenue ou d'une demande de paiement progressif, qui était dû avant la date du retrait en question et qui n'est pas nécessaire pour faire exécuter les travaux ou pour dédommager Sa Majesté des autres pertes et dommages-intérêts qu'il aura subis à cause du manquement de l'entrepreneur.

**38.4** Sa Majesté sera tenue de verser à l'entrepreneur le montant jugé non nécessaire conformément au point CG38.3.

### **CG39 Effet du retrait des travaux à l'entrepreneur**

**39.1** Le retrait des travaux ou d'une partie des travaux des mains de l'entrepreneur aux termes du point CG38 n'a pas pour effet de le libérer des obligations qui lui incombent aux termes du contrat ou de la loi, sauf l'obligation d'achever la partie des travaux visée par le retrait.

**39.2** En cas de retrait des travaux ou d'une partie des travaux des mains de l'entrepreneur aux termes du point CG38, tous les matériaux et l'outillage et les droits de l'entrepreneur sur les biens immobiliers, les permis, les pouvoirs et les privilèges qu'il aura acquis, utilisés ou fournis aux termes du contrat continueront d'appartenir à Sa Majesté sans que l'entrepreneur ne soit dédommagé à cet égard.

**39.3** Lorsque le représentant du Ministère atteste que tout matériau, outillage, ou intérêt de l'entrepreneur dont il est fait mention en CG39.2 ne sont plus requis aux fins des travaux ou que Sa Majesté n'a pas intérêt à conserver le matériau, l'outillage ou intérêt précité, ils seront retournés à l'entrepreneur.

### **CG40 Suspension des travaux par le ministre**

**40.1** Le ministre peut, lorsqu'il juge qu'il est dans l'intérêt public de le faire, obliger l'entrepreneur à suspendre l'exécution des travaux pour une période déterminée ou indéterminée, sur présentation d'un avis écrit de suspension, conformément au point CG11.

**40.2** Lorsque l'entrepreneur reçoit un avis mentionné au point CG40.1 qui lui a été envoyé en vertu du point CG11, il suspendra toutes les activités liées aux travaux excepté celles qui, de l'avis du représentant du Ministère, sont nécessaires pour entretenir et préserver l'ouvrage, l'outillage et les matériaux.

**40.3** L'entrepreneur ne peut, pendant une période de suspension, retirer du chantier une partie de l'ouvrage, de l'outillage ou des matériaux sans le consentement du représentant du Ministère.

**40.4** Si le délai de suspension ne dépasse pas trente (30) jours, l'entrepreneur devra, à l'expiration de cette période, reprendre l'exécution des travaux et aura le droit d'exiger le paiement du coût supplémentaire, calculé conformément aux points CG48 à CG50, qu'il aura nécessairement engagé au titre de la main-d'œuvre, de l'outillage et des matériaux par suite de la suspension.

**40.5** Si, à l'expiration d'une période de suspension de plus de trente (30) jours, le ministre et l'entrepreneur conviennent de la poursuite de l'exécution des travaux, l'entrepreneur reprendra les travaux, sous réserve des modalités convenues avec le ministre.



**40.6** Si, à l'expiration d'une période de suspension de plus de trente (30) jours, le ministre et l'entrepreneur ne conviennent pas de la reprise des travaux par ce dernier ou des modalités s'y rapportant, l'avis de suspension sera considéré comme un avis de résiliation, conformément au point CG41.

#### **CG41 Résiliation du contrat**

**41.1** Le ministre peut résilier le contrat en tout temps sur présentation à l'entrepreneur d'un avis écrit de résiliation, conformément au point CG11.

**41.2** Lorsque l'entrepreneur reçoit un avis mentionné au point CG41.1 qui lui a été envoyé en vertu du point CG11, il devra, sous réserve des conditions stipulées dans l'avis, cesser immédiatement toutes les activités liées à l'exécution du contrat.

**41.3** Si le contrat est résilié aux termes du point CG41.1, Sa Majesté paiera à l'entrepreneur, sous réserve du point CG41.4, un montant égal :

**41.3.1** au coût pour l'entrepreneur de toute la main-d'œuvre, de tout l'outillage et de tous les matériaux qu'il aura fournis aux termes du contrat jusqu'à la date de résiliation, à l'égard d'un contrat ou d'une partie de contrat visé(e) par une entente à prix unitaire ou au moindre des deux montants suivants :

**41.3.2** le montant, calculé conformément aux modalités de paiement, qui serait payable à l'entrepreneur s'il avait achevé les travaux;

**41.3.3** le montant dû à l'entrepreneur, d'après le calcul fait aux termes du point CG49, à l'égard d'un contrat ou d'une partie de contrat visé(e) par une entente à prix forfaitaire stipulée dans le contrat, moins le total de toutes les sommes que Sa Majesté aura versées à l'entrepreneur et de toutes les sommes que l'entrepreneur lui doit aux termes du contrat.

**41.4** Si Sa Majesté et l'entrepreneur ne peuvent s'entendre sur un montant mentionné en CG41.3, le montant en question sera déterminé à l'aide de la méthode prévue au point CG50.

#### **CG42 Réclamations contre et obligations de la part de l'entrepreneur ou d'un sous-traitant**

**42.1** Sa Majesté peut, pour acquitter des obligations légales de l'entrepreneur ou d'un sous-traitant et pour régler des réclamations déposées contre l'entrepreneur ou un sous-traitant qui se rapportent à l'exécution du contrat, décider de payer tout montant dû et payable à l'entrepreneur en vertu du contrat directement aux créanciers et aux personnes ayant déposé des réclamations contre l'entrepreneur ou un sous-traitant, mais le montant ainsi payé par Sa Majesté, le cas échéant, ne dépassera pas le montant que l'entrepreneur aurait été obligé de payer à de tels créanciers ou réclamants au titre des lois régissant le contrat. Les créanciers ou réclamants ainsi visés ne sont pas tenus de se conformer aux dispositions des lois en question prévoyant une marche à suivre, par voie de notification, d'enregistrement ou autrement, pour préserver ou rendre opposable un privilège qu'ils pourraient avoir, cependant Sa Majesté, avant de payer de telles réclamations, enverra à l'entrepreneur une notification écrite avec un préavis de dix (10) jours pour l'informer de son intention.

**42.2** Sa Majesté ne versera aucun montant décrit en CG42.1, à moins que le créancier concerné ne lui ait remis l'un ou l'autre des documents suivants :

**42.2.1** une décision ou une ordonnance définitive et exécutoire d'un tribunal compétent énonçant le montant que l'entrepreneur aurait été tenu de verser au créancier aux termes des dispositions applicables en vertu de la loi régissant le présent contrat;

**42.2.2** une décision définitive et exécutoire d'un arbitre énonçant le montant que l'entrepreneur aurait été tenu de verser au créancier aux termes des dispositions applicables en vertu de la loi régissant le présent contrat; ou

**42.2.3** un document dans lequel l'entrepreneur autorise le paiement.

**42.3** Aux fins de la détermination du droit d'un créancier aux termes des points CG42.2.1 et CG42.2.2, l'avis exigé au point CG42.8 sera présumé remplacer l'enregistrement ou la notification qu'exigent les lois applicables après l'exécution des travaux, et aucune réclamation ne sera réputée être échue ni ne deviendra nulle ou inopposable du fait que le créancier n'a pas agi à l'intérieur du délai prescrit par une loi applicable.

**42.4** En signant le présent contrat, l'entrepreneur est réputé avoir consenti à se soumettre à l'arbitrage exécutoire à la demande de tout créancier qui doit faire trancher certaines questions pour déterminer s'il a droit à un paiement aux termes du point CG42.1; tout sous-traitant auquel le créancier aura fourni des matériaux ou loué de l'équipement ou pour lequel il aura exécuté des travaux sera partie à cet arbitrage, s'il le souhaite. Sa Majesté ne sera pas partie à l'arbitrage et, sous réserve de toute entente dans laquelle l'entrepreneur et le créancier prévoient le contraire, l'arbitrage se déroulera conformément à la loi applicable régissant l'arbitrage.

**42.5** Un paiement versé aux termes du point CG42.1 libère, dans la mesure du montant en question, Sa Majesté de sa responsabilité envers l'entrepreneur aux termes du contrat et peut être déduit de tout montant à payer à l'entrepreneur en vertu du contrat.

**42.6** L'entrepreneur respectera toutes les lois en vigueur dans la province ou le territoire où les travaux sont exécutés en ce qui a trait à la période de paiement, aux retenues obligatoires ainsi qu'à la création et à l'opposabilité des



- privilèges du constructeur ou du fournisseur de matériaux ou de toute autre loi semblable.
- 42.7** L'entrepreneur remplira toutes ses obligations légitimes et réglera toutes les réclamations légitimes qui sont formulées contre lui par suite de l'exécution des travaux, au moins aussi souvent que le contrat oblige Sa Majesté à le payer.
- 42.8** Chaque fois que le représentant du Ministère le lui demande, l'entrepreneur préparera une déclaration solennelle au sujet de l'existence et de l'état des obligations et des réclamations mentionnées en CG42.6.
- 42.9** Le point CG42.1 s'appliquera aux seules réclamations et obligations :
- 42.9.1** dont le représentant du Ministère a été informé par écrit avant la remise d'un paiement à l'entrepreneur aux termes du point MP4.10 et dans les cent vingt (120) jours suivant la date à laquelle le créancier :
- 42.9.1.1** aurait dû être payé intégralement aux termes du contrat qu'il a conclu avec l'entrepreneur ou le sous-traitant, dans les cas où la réclamation concerne une somme d'argent qui devait légitimement être retenue du créancier en question; ou
- 42.9.1.2** a exécuté le dernier des services ou travaux ou fourni la dernière partie de la main-d'œuvre ou des matériaux aux termes du contrat qu'il a conclu avec l'entrepreneur ou le sous-traitant, dans les cas où la réclamation ne concerne pas une somme d'argent mentionnée en CG42.9.1.1;
- 42.9.2** les procédures visant à déterminer le droit au paiement de celles-ci en vertu du point CG42.2, devront avoir commencé dans l'année qui suit la date à laquelle le représentant du Ministère a reçu l'avis mentionné en CG42.9.1 et l'avis requis en CG42.9.1, et devront énoncer le montant réclamé comme dû et la personne qui, selon le contrat, est principalement redevable.
- 42.10** Sur réception d'un avis de réclamation mentionné en CG42.9.1, Sa Majesté peut retenir la totalité ou une partie de la réclamation de tout montant dû à l'entrepreneur aux termes du contrat.
- 42.11** Le représentant du Ministère avisera par écrit l'entrepreneur de la réception de toute réclamation mentionnée en CG42.9.1 et de l'intention de Sa Majesté de retenir des fonds aux termes du point CG42.10; l'entrepreneur peut, en tout temps par la suite et jusqu'à ce que le paiement soit versé au créancier, déposer auprès de Sa Majesté une garantie qu'il juge admissible et d'un montant correspondant à la valeur de la réclamation dont le représentant du Ministère est avisé; sur réception de cette garantie, Sa Majesté remettra à l'entrepreneur les fonds qu'il devrait, par ailleurs, lui payer et qui ont été retenus aux termes du point CG42.10 à l'égard de la réclamation de tout créancier visé par la garantie.

#### **CG43 Dépôt de garantie – perte ou remboursement**

- 43.1** Si :
- 43.1.1** les travaux sont retirés des mains de l'entrepreneur en vertu du point CG38,
- 43.1.2** le contrat est résilié en vertu du point CG41, ou
- 43.1.3** l'entrepreneur a commis un manquement aux termes du contrat,
- 43.2** Sa Majesté peut convertir le dépôt de garantie, si un tel dépôt a été versé, pour son propre usage.
- 43.3** Si Sa Majesté convertit la garantie contractuelle en application du point CG43.1, le montant réalisé sera réputé être payable à l'entrepreneur aux termes du contrat.
- 43.4** Sa Majesté paiera à l'entrepreneur tout solde d'un montant mentionné en CG43.3 qui reste après le paiement de l'ensemble des pertes, dommages et réclamations qu'il-même et des tiers ont subis, si le représentant du Ministère juge que ce montant n'est pas nécessaire aux fins du contrat.

#### **CG44 Certificats du représentant du Ministère**

- 44.1** À la date du jour :
- 44.1.1** où les travaux sont achevés et
- 44.1.2** l'entrepreneur s'est conformé au contrat et à toutes les directives et instructions lui ayant été données dans le cadre de ce contrat, à la satisfaction du représentant du Ministère, le représentant du Ministère doit délivrer un certificat définitif d'achèvement des travaux à l'entrepreneur.
- 44.2** Si le représentant du Ministère juge que les travaux sont, pour l'essentiel, achevés, il délivrera un certificat provisoire d'achèvement des travaux à l'entrepreneur, à tout moment avant la délivrance d'un certificat mentionné en CG44.1 et, aux fins du point CG44.2, les travaux seront considérés comme achevés pour l'essentiel :
- 44.2.1** lorsque les travaux visés par le contrat ou une partie importante de ceux-ci sont, de l'avis du représentant du Ministère, prêts à être utilisés par Sa Majesté ou utilisés aux fins prévues;
- 44.2.2** lorsque les travaux non terminés aux termes du contrat peuvent, de l'avis du représentant du Ministère, être achevés ou corrigés à un coût maximum de :
- 44.2.2.1** trois pour cent (3 %) de la première tranche de 500 000 \$;
- 44.2.2.2** deux pour cent (2 %) de la tranche suivante de 500 000 \$, et
- 44.2.2.3** un pour cent (1 %) du solde de la valeur du contrat à la date à laquelle ce coût est calculé.
- 44.3** Aux seules fins du point CG44.2.2, lorsque les travaux ou une partie importante de ceux-ci sont prêts à être utilisés ou sont utilisés aux fins prévues et que le reste des travaux ou une partie de ceux-ci ne peut être achevé à la date



d'achèvement indiquée à l'article C3 des Articles de convention, ou à la date modifiée en vertu du point CG36, pour des raisons indépendantes de la volonté de l'entrepreneur, ou lorsque le représentant du Ministère et l'entrepreneur conviennent par écrit de ne pas terminer une partie des travaux à l'intérieur du délai fixé, le coût de cette partie des travaux dont l'exécution ne dépendait pas de la volonté de l'entrepreneur ou que celui-ci et le représentant du Ministère sont convenus de ne pas achever pour la date fixée sera déduit de la valeur du contrat dont il est fait mention en CG44.2.2, et le montant en question ne fera pas partie du coût des travaux qui restent à faire au moment de déterminer si les travaux ont été parachevés pour l'essentiel.

- 44.4** Un certificat provisoire d'exécution mentionné en CG44.2 comprendra une description des parties des travaux qui ne sont pas achevées à la satisfaction du représentant du Ministère et de toutes les choses que doit faire l'entrepreneur avant :
- 44.4.1** la délivrance d'un certificat définitif d'achèvement des travaux mentionné en CG44.1;
  - 44.4.2** avant le début de la période de douze (12) mois indiquée en CG32.1.2 pour lesdites parties et toutes les choses énoncées.
- 44.5** En plus des parties des travaux qui sont décrites dans le certificat provisoire d'achèvement des travaux mentionné en CG44.2, le représentant du Ministère peut obliger l'entrepreneur à corriger toute autre partie des travaux qui n'est pas achevée à sa satisfaction et à faire toutes les autres choses nécessaires à l'exécution satisfaisante des travaux.
- 44.6** Si le contrat ou une partie de celui-ci est assujéti à une entente à prix unitaire, le représentant du Ministère mesurera et consignera les quantités de main-d'œuvre, d'outillage et de matériaux utilisés et fournis par l'entrepreneur pour l'exécution des travaux et, à la demande de l'entrepreneur, l'informera de ces évaluations.
- 44.7** L'entrepreneur apportera son assistance et sa collaboration au représentant du Ministère dans l'exécution de ses tâches dont il est fait mention au point CG44.6, et il aura le droit d'examiner toute donnée consignée par le représentant du Ministère en application du point CG44.6.
- 44.8** Après avoir délivré un certificat définitif d'achèvement des travaux mentionné en CG44.1, le représentant du Ministère délivrera un certificat de mesure définitif si le point CG44.6 s'applique.
- 44.9** Un certificat de mesure définitif mentionné en CG44.8 devra :
- 44.9.1** indiquer le total de toutes les évaluations de quantités mentionnées en CG44.6;
  - 44.9.2** être définitif et exécutoire entre Sa Majesté et l'entrepreneur en ce qui a trait aux quantités qui y sont mentionnées.

#### **CG45 Remboursement du dépôt de garantie**

- 45.1** Après la délivrance d'un certificat provisoire d'achèvement des travaux mentionné en CG44.2, Sa Majesté restituera à l'entrepreneur, si ce dernier n'est pas en situation de manquement ou de défaut aux termes du contrat, la totalité ou une partie du dépôt de garantie qui, de l'avis du représentant du Ministère, n'est pas nécessaire aux fins du contrat.
- 45.2** Après la délivrance du certificat définitif d'achèvement des travaux mentionné en CG44.1, Sa Majesté restituera à l'entrepreneur le reste de tout dépôt de garantie, sauf s'il en est prévu autrement au contrat.
- 45.3** Si le dépôt de garantie a été versé au Fonds du revenu consolidé du Canada, Sa Majesté versera à l'entrepreneur des intérêts sur ce montant au taux fixé, de temps à autre, conformément à l'article 21(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques du Canada*.

#### **CG46 Précision du sens des expressions figurant aux articles CG47 à CG50**

- 46.1** Aux fins des points CG47 à CG50 :
- 46.1.1** « tableau des prix unitaires » désigne le tableau qui figure dans le contrat; et
  - 46.1.2** « outillage » ne comprend pas les outils qui sont normalement fournis par un ouvrier pour pratiquer son métier.

#### **CG47 Additions ou modifications au tableau des prix unitaires**

- 47.1** Lorsqu'une entente à prix unitaire s'applique au contrat ou à une partie de celui-ci, le représentant du Ministère et l'entrepreneur peuvent convenir, par écrit :
- 47.1.1** d'ajouter au tableau des prix unitaires des catégories de main-d'œuvre, d'outillage ou de matériaux ainsi que des unités de mesure, des prix unitaires et des quantités estimatives si certains éléments de la main-d'œuvre, d'outillage ou de matériaux devant être incorporés dans le certificat de mesure définitif mentionné en CG44.8 ne sont compris dans aucune catégorie de main-d'œuvre, d'outillage ou de matériaux figurant au tableau des prix unitaires; ou
  - 47.1.2** de modifier, sous réserve des points CG47.2 et CG47.3, un prix unitaire mentionné au tableau des prix unitaires à l'égard d'une catégorie de main-d'œuvre, d'outillage ou de matériaux qui y figure, si le certificat de mesure définitif mentionné en CG44.8 indique ou est censé indiquer que la quantité totale de cette catégorie de main-d'œuvre, d'outillage ou de matériaux effectivement utilisés ou fournis par l'entrepreneur



dans le cadre de l'exécution des travaux :

**47.1.2.1** correspond à moins de quatre-vingt-cinq pour cent (85 %) de cette quantité totale estimative; ou

**47.1.2.2** est supérieure à cent quinze pour cent (115 %) de cette quantité totale estimative.

**47.2** En aucune circonstance, le coût total d'un élément cité dans le tableau des prix unitaires ayant été modifié en application du point 47.1.2.1 ne doit dépasser le montant qui aurait été payable à l'entrepreneur si la quantité totale estimative avait été exécutée, utilisée ou fournie.

**47.3** Une modification qui devient nécessaire en vertu du point CG47.1.2.2 s'appliquera uniquement à des quantités situées au-delà de cent quinze pour cent (115 %).

**47.4** Si le représentant du Ministère et l'entrepreneur ne s'entendent pas en vertu du point CG47. 1, le représentant du Ministère déterminera la catégorie et l'unité de mesure à appliquer à la main-d'œuvre, à l'outillage et aux matériaux, et, sous réserve des points CG47.2 et CG47.3, le prix par unité sera alors déterminé en conformité avec CG50.

#### **CG48 Détermination du coût – Tableau des prix unitaires**

Lorsqu'il est nécessaire, aux fins du contrat, de déterminer le coût de la main-d'œuvre, de l'outillage ou des matériaux, on obtiendra ce coût en multipliant cette quantité de main-d'œuvre, d'outillage ou de matériaux exprimée dans le tableau des prix unitaires par le prix de l'unité en question fixé par entente dans un tableau des prix unitaires, lequel coût sera ajouté au contrat avant la signature.

#### **CG49 Détermination du coût - Négociations**

**49.1** Si la méthode décrite en CG48 ne peut être utilisée parce que la main-d'œuvre, l'outillage ou les matériaux sont d'une nature ou d'une catégorie qui ne figure pas dans le tableau des prix unitaires, le coût de cette main-d'œuvre, de cet outillage ou de ces matériaux aux fins du contrat correspondra au montant dont l'entrepreneur et le représentant du Ministère conviendront de temps à autre.

**49.2** Aux fins du point CG49.1, l'entrepreneur soumettra au représentant du Ministère tous les renseignements de coûts nécessaires demandés par le représentant du Ministère par rapport à la main-d'œuvre, à l'outillage et aux matériaux dont il est fait mention au point CG49.1.

#### **CG50 Détermination du coût – Échec des négociations**

**50.1** Si les méthodes décrites aux points CG47, CG48 et CG49 ne permettent pas, pour une raison ou une autre, de parvenir à déterminer le coût de la main-d'œuvre, de l'outillage et des matériaux aux fins prévues dans les points susmentionnés, ce coût sera égal au total des éléments suivants :

**50.1.1** tous les montants raisonnables et appropriés que l'entrepreneur dépense effectivement ou qu'il doit légalement payer à l'égard de la main-d'œuvre, de l'outillage et des matériaux faisant partie de l'une ou l'autre des catégories de dépenses décrites en CG50.2 qui sont directement imputables à l'exécution du contrat;

**50.1.2** une allocation au titre du profit et de toutes les autres dépenses ou coûts, y compris les frais généraux, les frais d'administration générale, les intérêts et les frais de financement et tous les autres coûts, charges et dépenses, sauf les sommes indiquées en CG50.1.1 ou CG50.1.3 ou qui appartiennent à une catégorie mentionnée en CG50.2, selon un montant correspondant à dix pour cent (10 %) du total des frais mentionnés en CG50.1.1 et des intérêts sur les coûts déterminés en vertu des points CG50.1.1 et CG50.1.3, qui seront calculés conformément au point MP9;

**50.1.3** pourvu que le coût total d'un élément figurant au tableau des prix unitaires et qui est assujéti aux dispositions du point CG47.1.2 ne dépasse pas le montant qui aurait été payable à l'entrepreneur si la quantité totale estimative de cet élément avait effectivement été réalisée, utilisée ou fournie.

**50.2** Aux fins du point CG50.1.1 les catégories de dépenses pouvant être prises en compte dans la détermination du coût de la main-d'œuvre, de l'outillage et des matériaux sont :

**50.2.1** les paiements versés aux sous-traitants;

**50.2.2** les salaires, traitements et frais de déplacement des employés de l'entrepreneur, tant que ceux-ci sont engagés effectivement et à bon escient à l'égard des travaux, sauf les salaires, traitements, primes et frais de subsistance et de déplacement des employés de l'entrepreneur qui travaillent au siège social ou dans un bureau général de ce dernier, sauf s'ils sont engagés sur le chantier avec l'approbation du représentant du Ministère;

**50.2.3** les cotisations à payer aux termes d'une loi ou d'un règlement concernant l'indemnisation des accidents du travail, l'assurance-emploi, les régimes de pensions ou les congés payés;

**50.2.4** le loyer payé à l'égard de l'outillage ou un montant équivalent audit loyer si l'outillage appartient à l'entrepreneur, dans la mesure où il est nécessaire aux fins des travaux et où il est utilisé dans l'exécution de ceux-ci, si le loyer ou le montant équivalent est raisonnable et que l'utilisation de cet outillage a été approuvé par le représentant du Ministère;

**50.2.5** les paiements relatifs à l'entretien et à l'exploitation de l'outillage qui est nécessaire aux fins des travaux et qui est utilisé dans leur exécution, ainsi que les paiements relatifs aux réparations qui y sont apportées,



pourvu que, de l'avis du représentant du Ministère, ces mesures soient indispensables à la bonne exécution du contrat, sauf dans le cas des réparations découlant de défauts qui existaient déjà avant l'affectation de l'outillage en question aux travaux;

**50.2.6** les paiements relatifs aux matériaux qui sont nécessaires aux travaux et intégrés à ceux-ci ou qui sont nécessaires aux fins du contrat et utilisés dans le cadre de celui-ci;

**50.2.7** les paiements relatifs à la préparation, à la livraison, à la manutention, à la pose, à l'installation, à l'inspection, à la protection et au retrait de l'outillage et des matériaux nécessaires à l'exécution des travaux et utilisés dans le cadre du contrat.

**50.3** tous les autres paiements que l'entrepreneur verse avec l'approbation écrite du représentant du Ministère et qui sont nécessaires à l'exécution du contrat.

## **CG51 Registres que l'entrepreneur doit tenir**

**51.1** L'entrepreneur doit :

**CG51**

**51.1**

**51.1.1** tenir des registres complets de ses coûts estimatifs et réels des travaux ainsi que de tous les appels d'offres, propositions de prix, contrats, correspondance, factures, reçus et pièces justificatives s'y rapportant;

**51.1.2** mettre sur demande tous les registres et documents mentionnés en CG51.1.1 à la disposition du ministre et du sous-receveur général du Canada à des fins de vérification et d'inspection par ceux-ci ou par des personnes qui les représentent;

**51.1.3** permettre à toute personne mentionnée en CG51.1.2 de faire des copies et de prendre des extraits de n'importe quel registre et document mentionné en CG51.1.1;

**51.1.4** fournir à toute personne mentionnée en CG51.1.2 les renseignements qu'elle demande, de temps à autre, à l'égard de ces registres et documents.

**51.2** L'entrepreneur conserve intégralement tous les registres qu'il doit tenir aux termes du point CG51.1.1 jusqu'à l'expiration d'une période de deux (2) ans suivant la date de délivrance d'un certificat définitif d'achèvement des travaux mentionné en CG44.1 ou jusqu'à l'expiration du délai précisé par le ministre.

**51.3** L'entrepreneur veillera à ce que tous les sous-traitants et les autres personnes qu'il contrôle, directement ou indirectement, ou qui sont affiliés à lui ainsi que toutes les personnes qui le contrôlent, directement ou indirectement, se conforment aux points CG51.1 et CG51.2 comme s'ils étaient l'entrepreneur.

## **CG52 Conflit d'intérêts**

Il est entendu qu'aucun ancien titulaire d'une charge publique au sein du gouvernement du Canada qui ne respecte pas le *Code régissant la conduite des titulaires de charge publique en ce qui concerne les conflits d'intérêts et l'après-mandat* ne peut bénéficier directement du présent contrat.

## **CG53 Situation de l'entrepreneur**

**53.1** L'entrepreneur doit être embauché à titre d'entrepreneur indépendant en vertu du contrat.

**53.2** L'entrepreneur et tout employé dudit entrepreneur n'est pas retenu en vertu du contrat à titre d'employé, d'agent ou de mandataire de Sa Majesté.

**53.3** Aux fins des points CG53.1 et CG53.2, l'entrepreneur est seul responsable de tous les paiements et déductions exigés par la loi, y compris ceux qui sont nécessaires aux fins des régimes de retraite, de l'assurance-emploi, de l'indemnisation des accidents du travail ou de l'impôt sur le revenu.

## **CG54 Lois pertinentes**

Le contrat sera régi par les lois en vigueur dans la province ou le territoire défini à l'article C14 des Articles de convention.

## **CG55 Immunité de la Couronne**

Nonobstant toute disposition du présent marché, Sa Majesté le Roi du chef du Canada ne renonce à aucune immunité dont lui jouit ou peut jouir en vertu des lois nationales ou internationales.

## **CG56 Restes humains, vestiges archéologiques, objets présentant un intérêt historique ou scientifique**

**56.1** Aux fins de la présente clause :

**CG52**

**CG53**

**CG54**

**CG55**

**CG56**



## 56.1

- 56.1.1 l'expression « restes humains » désigne la totalité ou toute partie d'un être humain décédé, quel que soit le délai écoulé depuis le décès;
- 56.1.2 les restes archéologiques sont les articles, artefacts ou objets fabriqués, modifiés ou utilisés par l'être humain au cours de l'antiquité et peuvent comprendre, sans toutefois s'y limiter, des structures ou des monuments de pierre, de bois ou de fer, des dépôts, des ossements, des armes, des outils, des pièces de monnaie ou des poteries;
- 56.1.3 les objets présentant un intérêt historique ou scientifique sont des éléments naturels ou des objets fabriqués de tout âge qui ne sont pas des restes archéologiques, mais qui peuvent présenter un intérêt pour la société en raison de leur importance historique ou scientifique, de leur valeur, de leur rareté, de leur beauté naturelle ou de toute autre qualité.

- 56.2 Si, au cours des travaux, l'entrepreneur découvre un objet, un article ou un élément qui est décrit en CG56.1 ou qui y ressemble, il devra :
  - 56.2.1 prendre toutes les mesures raisonnables, notamment interrompre les travaux dans la zone concernée, afin de protéger et de préserver l'objet, l'article ou l'élément en question;
  - 56.2.2 aviser immédiatement le représentant du Ministère des circonstances par écrit;
  - 56.2.3 prendre toutes les mesures raisonnables pour réduire au minimum les frais supplémentaires pouvant découler d'un arrêt de travail.
- 56.3 Sur réception d'un avis donné aux termes du point CG56.2.2, le représentant du Ministère déterminera en temps opportun si l'objet, l'article ou l'élément est visé par le point CG56.1, et avisera par écrit l'entrepreneur de toute mesure que ce dernier devra prendre ou des travaux qu'il devra exécuter par suite de la décision du représentant du Ministère.
- 56.4 Le représentant du Ministère peut, en tout temps, retenir les services de spécialistes, notamment un archéologue ou un historien, selon le cas, pour faciliter les mesures visant l'article, l'objet ou l'élément découvert par l'entrepreneur, comme l'enquête, l'examen, la prise de mesures ou toute autre consignation ainsi que la protection permanente ou le déplacement, et assurer la surveillance en cas d'autres découvertes, auquel cas l'entrepreneur permettra à ces personnes l'accès à l'endroit concerné et les aidera à mener leurs tâches à bien et à se conformer à leurs obligations.
- 56.5 Les restes humains et les vestiges archéologiques ainsi que les articles présentant un intérêt historique ou scientifique découverts sur le site du chantier resteront la propriété de Sa Majesté.
- 56.6 Sauf s'il en est prévu autrement au contrat, les dispositions du point CG30 s'appliqueront.

## CG57 Conditions des sites contaminés

- 57.1 Aux fins de la présente clause, un chantier est contaminé lorsque des substances ou matières toxiques, radioactives ou dangereuses ou d'autres polluants y sont trouvés en quantité suffisante pour constituer un risque réel ou possible pour l'environnement, les biens, la santé ou la sécurité d'une personne.
- 57.2 Lorsque l'entrepreneur constate qu'une partie du site est contaminée ou qu'il a des motifs raisonnables de le croire, il devra :
  - 57.2.1 prendre toutes les mesures raisonnables, y compris l'arrêt des travaux, pour éviter des blessures corporelles, des maladies, des décès ou des dommages matériels ou environnementaux par suite de la contamination du chantier;
  - 57.2.2 aviser immédiatement le représentant du Ministère des circonstances par écrit;
  - 57.2.3 prendre toutes les mesures raisonnables pour réduire au minimum les frais supplémentaires pouvant découler d'un arrêt de travail.
- 57.3 Sur réception d'un avis donné aux termes du point CG57.2.2, le représentant du Ministère déterminera en temps opportun si la contamination décrite ou visée au point CG57.1 existe et informera par écrit l'entrepreneur de toute mesure que ce dernier devra prendre ou des travaux qu'il devra exécuter par suite de la décision du représentant du Ministère.
- 57.4 Si le représentant du Ministère a besoin des services de l'entrepreneur, ce dernier se conformera aux directives du représentant du Ministère au sujet de toute excavation, traitement ou élimination des substances ou matières contaminées.
- 57.5 Le représentant du Ministère peut, en tout temps et à son gré, retenir les services d'experts et d'entrepreneurs spécialisés pour l'aider à déterminer l'existence et l'ampleur de la contamination du chantier ainsi que le traitement nécessaire, et l'entrepreneur devra, à la satisfaction du représentant du Ministère, permettre à ces personnes l'accès au chantier et collaborer avec elles pour qu'elles puissent mener à bien leurs tâches et se conformer à leurs obligations.
- 57.6 Sauf s'il en est prévu autrement au contrat, les dispositions du point CG30 s'appliqueront.

## CG58 Attestation – Honoraires conditionnels

- 58.1 L'entrepreneur atteste qu'il n'a pas versé ni convenu de verser, directement ou indirectement, et s'engage à ne pas



verser, directement ni indirectement, des honoraires conditionnels en rapport à la négociation ou à l'obtention du présent contrat ou en rapport à toute demande ou démarche reliée au présent contrat, à aucune personne autre qu'un employé remplissant les fonctions normales de son poste.

**58.2** Les comptes et dossiers se rapportant au versement d'honoraires ou de toute autre rémunération pour la sollicitation, l'obtention ou la négociation du contrat seront assujettis à aux dispositions dudit contrat en ce qui a trait aux comptes et à la vérification.

**58.3** Si l'entrepreneur fait une fausse déclaration aux termes du point CG58.1 ou ne respecte pas les conditions qui y sont énoncées, Sa Majesté pourra retirer les travaux des mains de l'entrepreneur aux termes du contrat et recouvrer de lui le plein montant des honoraires conditionnels, que ce soit en réduisant le montant du contrat ou autrement.

**58.4** Aux fins du point CG58 :

**58.4.1** « Honoraires conditionnels » – Tout paiement, ou autre forme de rémunération, qui est subordonné au degré de succès ou calculé en fonction du degré de succès obtenu en rapport à l'obtention d'un marché gouvernemental, à la négociation d'une partie ou de la totalité des conditions de ce marché ou à toute demande ou démarche reliée au marché.

**58.4.2** « Employé(e) » - Toute personne avec qui l'entrepreneur a une relation d'employeur à employé(e).

**58.4.3** « Personne » comprend un particulier ou un groupe, une corporation, une société, une organisation et une association et, sans limiter la portée générale de ce qui précède, tout particulier qui est tenu de fournir au directeur une déclaration en vertu de l'article 5 de la Loi concernant l'enregistrement des lobbyistes, L.R. 1985, ch. 44 (4e Suppl.) et de toute modification qui pourrait lui être apportée de temps à autre.

## **CG59 Règlement des différends**

### **59.1 Discussions mutuelles**

L'entrepreneur et Sa Majesté, qui aux fins du présent point CG59.1 seront dénommés conjointement « les Parties » et solidairement « la Partie », conviennent que, si un différend quelconque survient par suite du présent contrat ou en lien avec celui-ci, y compris et sans limitation toute question portant sur son existence, sur sa validité et sur l'extinction de droits ou obligations d'une partie quelconque, les Parties tenteront, pendant une période de trente (30) jours après la réception par une Partie d'un avis adressé par l'autre Partie indiquant :

**59.1.1** l'existence du différend;

**59.1.2** la nature du différend dans ses grandes lignes;

**59.1.3** la décision de l'autre Partie de soumettre le différend à l'arbitrage en conformité avec le point CG59 du contrat, les Parties tenteront de régler le différend en menant entre elles des discussions mutuelles.

### **59.2 Règlement arbitral**

Les différends qui ne peuvent être réglés à l'amiable au moyen de discussions entre les parties dans la période de trente (30) jours susmentionnée devront être tranchés par un arbitre dans le cadre d'un arbitrage de la province de l'Ontario (les « Règles »). L'arbitrage aura lieu dans la province de l'Ontario, au Canada. Les avis d'arbitrage, les réponses et les autres communications transmis à ou par une partie à l'arbitrage seront réputés avoir été reçus conformément aux dispositions des Règles. Les frais liés à l'arbitrage seront déterminés et payés par les parties à l'arbitrage comme le prévoient les Règles.

### **59.3 Nominations des arbitres**

Chaque partie a droit de nommer un (1) arbitre. Les deux (2) arbitres nommeront à leur tour le troisième arbitre. Si l'une ou l'autre des parties omet de nommer son arbitre respectif dans les trente (30) jours suivant la date fixée par l'autre partie, ou si les deux (2) arbitres ainsi nommés omettent de nommer le troisième arbitre dans les trente (30) jours suivant la date de nomination du deuxième arbitre, il appartient alors au président de l'Association des ingénieurs brevetés de la province de l'Ontario, au Canada, de nommer le ou les arbitres manquants.

### **59.4 Aucun recours judiciaire**

Chaque partie s'engage à ne pas intenter de poursuite judiciaire découlant du présent contrat ou liée à celui-ci, sauf conformément aux dispositions prévues au point CG34, et à demander au tribunal judiciaire compétent d'homologuer la décision du tribunal d'arbitrage afin de la rendre exécutoire en droit. Dans l'éventualité où des poursuites judiciaires seraient intentées devant n'importe quel tribunal judiciaire en vue de faire exécuter une décision arbitrale, la ou les personnes contre lesquelles on souhaite exécuter cette décision devront assumer tous les frais engagés par ceux qui demandent l'exécution de cette décision, y compris et sans limites les frais assumés pour retenir les services d'un avocat et les frais de traduction.

### **59.5 Décision ayant force exécutoire**

L'arbitrage doit avoir lieu dans les six (6) mois suivant la date de nomination de l'arbitre et ce dernier est autorisé à condamner aux dépens la partie qui a occasionné un retard ou omis de se conformer à l'une ou l'autre des règles de l'arbitrage. La décision de l'arbitre sera sans appel, exécutoire et inopposable; elle peut servir de fondement à un jugement sur cette affaire dans la province de l'Ontario, au Canada, ou ailleurs.

### **59.6 Renonciations**





Les parties s'engagent expressément à renoncer à l'article 48.1 de la Loi N. 30 de l'année 1999 sur l'arbitrage et les autres règlements des différends, de sorte que le mandat des arbitres nommés conformément aux modalités du présent contrat continuera d'être en vigueur jusqu'à ce que les arbitres rendent une décision définitive.

**59.7 Exécution des sentences rendues**

Aux fins de l'exécution des décisions arbitrales, les parties choisissent le domicile général, permanent et non exclusif du Bureau du greffier de la province de l'Ontario, au Canada, sans préjudice aux droits des parties d'exécuter toute décision arbitrale devant n'importe quel tribunal judiciaire compétent dont relèvent l'autre partie ou les biens de celle-ci.

**CG60 Force majeure**

**60.1 Dispense au titre de l'exécution**

Ni Sa Majesté ni l'entrepreneur ne seront responsables envers l'autre d'avoir tardé à accomplir un acte prescrit par le présent contrat, ou d'avoir omis d'accomplir cet acte, dans la mesure où le retard ou l'omission est attribuable à un cas de force majeure. La partie touchée doit, le plus tôt possible, s'efforcer de remédier aux incidences de la force majeure et continuer de remplir les obligations qui lui incombent aux termes des présentes.

**60.2 Aucune résiliation**

Le présent contrat ne peut être résilié pour cause temporaire de force majeure, et les droits et obligations de l'entrepreneur et de Sa Majesté doivent être intégralement rétablis lorsque la situation de force majeure prend fin.

**60.3 Paiement des sommes à payer**

**60.3.1** Si des sommes d'argent devant être payées par une partie selon les modalités du présent contrat ne peuvent l'être de la façon prévue au contrat en raison d'un cas de force majeure, la partie tenue de payer ces sommes doit alors aviser la partie fondée à les recevoir tant de son incapacité de payer que des motifs expliquant cette incapacité.

**60.3.2** La partie fondée à recevoir les sommes d'argent en cause indiquera à la partie tenue de les payer un autre endroit où cette dernière devra remettre les fonds qu'elle lui doit.

**60.4 Cas de force majeure**

Les cas de force majeure comprendront, sans limitation, les catastrophes naturelles, les mouvements populaires et les retards causés par une restriction gouvernementale qui touchent l'ensemble ou une partie des travaux et qui empêchent ou limitent de manière considérable la capacité de l'une ou l'autre des parties d'assumer les obligations qui lui incombent aux termes des présentes et dont elle est responsable.

**CG61 Santé et sécurité**

**61.1** En remplissant ses obligations aux termes du présent marché, l'entrepreneur veille à ce que ses employés et ses représentants disposent de tous les vêtements et équipements de sécurité requis pour accomplir les travaux demandés.

**61.2** L'entrepreneur doit veiller à ce que ses employés et agents observent et appliquent l'ensemble des règlements, normes et procédures applicables en matière de santé et de sécurité en vigueur sur les lieux; il doit également veiller à ce qu'ils aient reçu la formation requise et utilisent l'équipement de sécurité obligatoire en vertu des lois locales lorsqu'ils réalisent les tâches visées par le présent contrat.



## Section IV – Conditions relatives aux assurances

### CA1 Preuve d'assurance

- 1.1 L'entrepreneur souscrira à ses propres frais aux assurances prévues aux présentes auprès d'assureurs devant être approuvés par écrit par Sa Majesté et il maintiendra ces assurances en vigueur.
- 1.2 Immédiatement après la notification de l'adjudication du contrat et avant le début de tous les travaux au chantier, l'entrepreneur veillera à ce que son courtier en assurance, son agent ou son souscripteur d'assurance avise le représentant du Ministère par écrit que toutes les assurances exigées aux termes des présentes sont en vigueur.
- 1.3 Dans les quatorze (14) jours suivant l'acceptation de son offre, l'entrepreneur déposera auprès du représentant du Ministère, sauf si celui-ci lui donne d'autres directives écrites à cet égard, un certificat d'assurance établi par son assureur selon le modèle figurant dans le présent document ainsi que, si le représentant du Ministère le lui demande, les originaux ou les copies certifiées conformes de tous les contrats d'assurance qu'il maintient en vigueur conformément aux exigences en matière d'assurance énoncées aux présentes.

### CA2 Gestion du risque

- 2.1 Les exigences en matière d'assurance qui sont prévues aux présentes ne visent pas à couvrir toutes les obligations de l'entrepreneur aux termes du point CG8 de la Section III, Conditions générales du contrat. Toute mesure supplémentaire au titre de la gestion des risques ou de la protection d'assurance supplémentaire que l'entrepreneur peut juger nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du point CG8 sera prise à sa discrétion et à ses frais.

### CA3 Paiement de franchise

- 3.1 L'entrepreneur doit assumer le paiement de toutes sommes d'argent en règlement d'un sinistre, jusqu'à concurrence de la franchise.

### CA4 Types d'assurance requis

- 4.1 L'entrepreneur se procurera les types suivants d'assurance commerciale :
  - 4.1.1 Responsabilité civile générale (RCG);
  - 4.1.2 Risque de l'entrepreneur de construction - Dommages directs (REC).

### CA5 Assuré désigné supplémentaire

- 5.1 Chaque police d'assurance couvrira l'entrepreneur et, à titre d'assuré désigné supplémentaire, le propriétaire, c'est-à-dire Sa Majesté le Roi du chef du Canada, représenté par le ministre des Affaires étrangères Canada ainsi que les employés ou agents de Sa Majesté et de l'entrepreneur.

### CA6 Période de couverture

- 6.1 À moins d'avis contraire par écrit du représentant du Ministère, les polices d'assurance exigées par les présentes entreront en vigueur à compter de la date d'adjudication du contrat et le demeureront jusqu'à la date de délivrance du certificat définitif d'achèvement des travaux.

### CA7 Avis

- 7.1 Chaque police d'assurance contiendra une disposition obligeant l'assureur à remettre au représentant du Ministère un préavis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation ou d'expiration de la protection ou de modification importante s'y rapportant. Tout avis reçu par l'entrepreneur en ce sens ou à cet égard sera transmis sans délai au représentant du Ministère.



## Partie I – Responsabilité civile générale (RCG)

### RCG1 Limites

- 1.1 La police sera souscrite à l'aide d'un modèle semblable à celui qui est appelé, dans l'industrie de l'assurance, IBC 2100 – Assurance de la responsabilité civile des entreprises (Survenance du sinistre) et prévoira un plafond de responsabilité équivalant au moins au montant indiqué à l'article C9 des Articles de convention, comprenant les blessures corporelles et les dommages matériels découlant de tout sinistre ou série de sinistres, quelle qu'en soit la cause. Les frais d'avocats ou de défense engagés à l'égard d'une réclamation n'ont pas pour effet de diminuer la limite de garantie.

### RCG2 Couvertures d'assurance

- 2.1 La police couvrira, sans toutefois s'y limiter :
- 2.1.1 tous les locaux, biens et activités nécessaires ou accessoires à l'exécution du présent contrat;
  - 2.1.2 les préjudices personnels;
  - 2.1.3 les blessures corporelles et les dommages matériels, pour chaque sinistre qui survient;
  - 2.1.4 l'extension de la garantie « Dommages matériels et/ou privation de jouissance »;
  - 2.1.5 le retrait ou l'affaiblissement du soutien d'un bien, d'un édifice ou d'un bien-fonds, que ce soutien soit naturel ou non;
  - 2.1.6 la responsabilité civile relative aux ascenseurs (y compris les escaliers roulants, les monte-charges et les dispositifs semblables);
  - 2.1.7 la responsabilité conditionnelle de l'employeur;
  - 2.1.8 la responsabilité civile indirecte du propriétaire et de l'entrepreneur;
  - 2.1.9 les responsabilités contractuelles et assumées en vertu du présent contrat;
  - 2.1.10 la responsabilité civile découlant des risques après travaux;  
L'assurance demeurera en vigueur pendant une période d'au moins deux (2) ans suivant la date de délivrance du certificat définitif d'achèvement des travaux par le représentant du Ministère pour couvrir le risque après travaux.
  - 2.1.11 le recours entre coassurés;  
La clause doit être rédigée comme suit :  
**Recours entre coassurés**  
L'assurance telle que garantie par le présent contrat s'applique à toute demande d'indemnité fait à ou à toute action intentée contre n'importe quel assuré par n'importe quel autre assuré. La garantie d'assurance s'applique de la même façon et dans la même mesure que si un contrat distinct avait été établi à chacun d'eux. L'inclusion de plus d'un assuré n'augmente pas le montant de garantie de l'assureur.
  - 2.1.12 Clause sur la dissociation des intérêts  
La clause doit être rédigée comme suit :  
**Dissociation des intérêts**  
Sous réserve des plafonds de responsabilité prévus aux présentes, la présente police s'applique séparément à chaque assuré de la même façon et dans la même mesure que si une police distincte avait été établie pour chacun d'eux. L'inclusion aux présentes de plusieurs assurés n'a pas pour effet d'accroître la limite de responsabilité de l'assureur.
- 2.2 Période de couverture :  
La période d'assurance exigée pour tous les éléments d'assurance figurant au point en RCG2 : les couvertures d'assurance débuteront à la date de début d'exécution du présent contrat et se termineront à la date où le représentant du Ministère délivrera le Certificat d'exécution définitif des travaux.

### RCG3 Risques supplémentaires

- 3.1 La police souscrite comprendra les avenants nécessaires pour couvrir les risques suivants, si les travaux y sont exposés :
- 3.1.1 dynamitage;
  - 3.1.2 battage de pieux et travaux de caisson;
  - 3.1.3 reprise en sous-œuvre;
  - 3.1.4 risques liés aux activités de l'entrepreneur dans un aéroport actif;
  - 3.1.5 contamination radioactive découlant de l'utilisation d'isotopes commerciaux;
  - 3.1.6 dommages à la partie d'un édifice existant au-delà de ceux qui sont directement associés à un contrat relatif à un ajout, à une rénovation ou à une installation (pour les biens dont l'assuré a la garde ou sur lesquels il a pouvoir de direction ou de gestion, l'exclusion ne s'appliquera pas).



**RCG4 Produits des assurances**

**4.1** Les produits de l'assurance découlant de la présente police sont directement payables au réclamant ou au tiers.

**RCG5 Franchise**

**5.1** La police comprendra une franchise d'au plus 500 \$ CAN par sinistre, qui s'applique seulement aux demandes de règlement relatives aux dommages matériels.



## Partie II – Assurance des chantiers (AC) – Dommages directs

### AC1 Portée de la police

- 1.1 La police sera établie sur la base d'une assurance « tous risques », dont la protection est semblable à celle qui est prévue dans l'assurance appelée, dans l'industrie de l'assurance, une « assurance des chantiers – formule générale ».

### AC2 Biens assurés

- 2.1 Les biens assurés doivent comprendre :
- 2.1.1 L'ouvrage et tous les biens, l'équipement et les matériaux devant faire partie de l'ouvrage fini sur le site du projet, en attendant et pendant et après l'installation, le montage ou la construction, y compris les essais;
  - 2.1.2 Les frais engagés pour retirer du chantier les débris des biens assurés, y compris les frais de démolition des biens endommagés ainsi que les frais d'enlèvement de l'eau et de la glace et les frais occasionnés par la perte, la détérioration ou la destruction de ces biens, qui sont couverts par la présente police;
  - 2.1.3 L'équipement et les matériaux nécessaires à l'exécution du contrat ou à la protection temporaire de l'ouvrage.

### AC3 Produits des assurances

- 3.1 Les produits de l'assurance découlant de la présente police doivent être payés conformément au point CG28, Conditions générales du contrat.
- 3.2 La police comprendra une clause stipulant que les produits de l'assurance doivent être payés à Sa Majesté ou conformément aux directives du ministre.
- 3.3 L'entrepreneur prendra les mesures et signera les documents nécessaires pour assurer le paiement des produits de l'assurance.

### AC4 Montant d'assurance

- 4.1 Le montant de l'assurance ne peut être inférieur à la somme de la valeur contractuelle plus la valeur déclarée (le cas échéant), indiquées dans les documents contractuels, de tous les matériaux et de l'équipement que Sa Majesté fournit au chantier du projet et qui doivent être intégrés dans les travaux finis et en faire partie.

### AC5 Franchise

- 5.1 La police doit être établie avec une franchise d'au plus 1 000 \$ CAN.

### AC6 Clauses d'exclusion

- 6.1 La police peut comporter les exclusions normales sous réserve des exceptions suivantes :
- 6.1.1 les défauts des matériaux, des travaux d'exécution ou des conceptions peuvent être exclus uniquement jusqu'à concurrence du montant de leur réparation, et l'exclusion ne s'appliquera pas à la perte ou aux dommages qui en découlent;
  - 6.1.2 les pertes ou les dommages qui découlent d'une contamination imputable à des substances radioactives peuvent être exclus, sauf les pertes et les dommages qui découlent de l'utilisation d'isotopes commerciaux pour les mesures industrielles, l'inspection, le contrôle de la qualité ou encore la prise de radiographies ou de photographies;
  - 6.1.3 l'utilisation et l'occupation du projet, en totalité ou en partie, seront permises, pour les fins auxquelles le projet est destiné à son achèvement.



**Certificat d'assurance du courtier**

**(À REMETTRE AU REPRÉSENTANT DU MINISTÈRE AVANT TOUT DÉBUT DE TRAVAUX SUR LE CHANTIER)**

COUVERTURE :  
DESCRIPTION DES TRAVAUX : \_\_\_\_\_

LIEU DES TRAVAUX : \_\_\_\_\_

ÉMIS PAR :  
COURTIER/AGENT : \_\_\_\_\_

ADRESSE : \_\_\_\_\_

DÉLIVRÉ À : MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, DU COMMERCE ET DU DÉVELOPPEMENT  
ADRESSE : 125, PROMENADE SUSSEX, OTTAWA (ONTARIO) CANADA K1A 0G2

ASSURÉ DÉSIGNÉ :  
ENTREPRENEUR : \_\_\_\_\_

ADRESSE : \_\_\_\_\_

Le présent document atteste que les polices d'assurance suivantes sont actuellement en vigueur et couvrent toutes les activités de l'assuré à compter du \_\_\_\_\_ 20\_\_\_\_, relativement à Affaires étrangères, Commerce et Développement Canada et à l'égard de (du) \_\_\_\_\_ conclu entre l'assuré désigné et ledit Ministère.

TYPE	NUMÉRO DE POLICE	DATE D'EXPIRATION DE LA RESPONSABILITÉ			LIMITES	FRANCHISE
		JOUR	MOIS	ANNÉE		
Responsabilité civile générale						
Risque de l'entrepreneur de construction « Tous risques »						

Chacune de ces polices offre les protections précisées dans la Section IV – Conditions relatives aux assurances, qui fait partie du présent contrat.

L'assureur convient d'informer par écrit Sa Majesté et l'assuré désigné trente (30) jours avant toute modification importante touchant la résiliation ou l'expiration d'une police ou d'une protection.

\_\_\_\_\_  
Nom - Représentant autorisé du courtier/de l'agent      Signature – Représentant autorisé du courtier/de l'agent      Date      Numéro de téléphone

LA DÉLIVRANCE DU PRÉSENT CERTIFICAT N'AURA PAS POUR EFFET DE LIMITER OU DE RESTREINDRE LE DROIT DE SA MAJESTÉ DE DEMANDER EN TOUT TEMPS DES COPIES CERTIFIÉES CONFORMES EN DOUBLE EXEMPLAIRE DESDITES POLICES D'ASSURANCE.



**Certificat d'assurance délivré par l'assureur**

**(À REMETTRE AU REPRÉSENTANT DU MINISTÈRE AVANT TOUT DÉBUT DE TRAVAUX SUR LE CHANTIER)**

COUVERTURE :  
DESCRIPTION DES TRAVAUX : \_\_\_\_\_

LIEU DES TRAVAUX : \_\_\_\_\_

ÉMIS PAR :  
COURTIER/AGENT : \_\_\_\_\_

ADRESSE : \_\_\_\_\_

DÉLIVRÉ À : MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, DU COMMERCE ET DU DÉVELOPPEMENT  
ADRESSE : 125, PROMENADE SUSSEX, OTTAWA (ONTARIO) CANADA K1A 0G2

ASSURÉ DÉSIGNÉ :  
ENTREPRENEUR : \_\_\_\_\_

ADRESSE : \_\_\_\_\_

Le présent document atteste que les polices d'assurance suivantes sont actuellement en vigueur et couvrent toutes les activités de l'assuré à compter du \_\_\_\_\_ 20\_\_\_\_, relativement à Affaires étrangères, Commerce et Développement Canada et à l'égard de (du) \_\_\_\_\_ conclu entre l'assuré désigné et ledit Ministère.

TYPE	NUMÉRO DE POLICE	DATE D'EXPIRATION DE LA RESPONSABILITÉ			LIMITES	FRANCHISE
		JOUR	MOIS	ANNÉE		
Responsabilité civile générale						
Risque de l'entrepreneur de construction « Tous risques »						

Chacune de ces polices offre les protections précisées dans la Section IV – Conditions relatives aux assurances, qui fait partie du présent contrat.

L'assureur convient d'informer par écrit Sa Majesté et l'assuré désigné trente (30) jours avant toute modification importante touchant la résiliation ou l'expiration d'une police ou d'une protection.

_____	_____	_____	_____
Nom - Représentant autorisé de l'assureur	Signature- Représentant autorisé de l'assureur	Date	Numéro de téléphone

LA DÉLIVRANCE DU PRÉSENT CERTIFICAT N'AURA PAS POUR EFFET DE LIMITER OU DE RESTREINDRE LE DROIT DE SA MAJESTÉ DE DEMANDER EN TOUT TEMPS DES COPIES CERTIFIÉES CONFORMES EN DOUBLE EXEMPLAIRE DESDITES POLICES D'ASSURANCE.



**Section V – Conditions relatives à la garantie contractuelle**

Cette section est laissée vide intentionnellement.





## Annexe « A » – Énoncé des travaux

### 1. TITRE

Services de peinture pour l'ambassade du Canada au Chili, Santiago

### 2. CONTEXTE

Le ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement (MAECD) doit peindre les zones de la chancellerie de l'ambassade du Canada au Chili, à Santiago. Ces zones doivent être apprêtées, peintes et protégées dans toute l'ambassade.

### 3. OBJECTIF

L'ambassade du Canada au Chili, à Santiago, a besoin de services de peinture. La portée des travaux comprend l'application de peinture dans les aires communes intérieures précisées à la phase obligatoire.

### 4. TÂCHES

L'entrepreneur doit peindre l'intérieur de la chancellerie en deux phases: Zones obligatoires et secondaires.

- 1) La peinture peut être appliquée au rouleau ou au pinceau. La pulvérisation est interdite sauf indication contraire.
- 2) Les outils et le matériel de peinture doivent être propres et en bon état.
- 3) Les plaques d'interrupteur, les plaques réceptacles, les cadres pour tableaux, les toiles, etc., doivent être enlevés.
- 4) La peinture doit être appliquée conformément aux recommandations du fabricant.

#### PHASE 1 : ESPACES OBLIGATOIRES - TOTAL DE 1 618,23 M<sup>2</sup> :

- 1) Aire d'attente/de contrôle – 97,55 m<sup>2</sup>
- 2) Réception – 14,9 m<sup>2</sup>
- 3) Cabines d'entrevue – 34,4 m<sup>2</sup>
- 4) Corridors / espaces de bureaux ouverts – 877,62 m<sup>2</sup>
- 5) Salles de réunion – 77,38 m<sup>2</sup>
- 6) Suite zone sécurisée – 467,9 m<sup>2</sup>
- 7) Salle à manger – 48,48 m<sup>2</sup>

#### PHASE 2 (OPTIONNELLE) : ESPACES SECONDAIRES - TOTAL DE 750,03 M<sup>2</sup> :

- 1) Bureaux fermés – 716,03 m<sup>2</sup>
- 2) Toilettes - 34 m<sup>2</sup>

#### PROTECTION

- 1) L'entrepreneur doit fournir une quantité suffisante de toiles de protection à cette fin.
- 2) L'entrepreneur doit nettoyer et mettre de l'ordre tous les jours. Tous les chiffons à peinture, les pots de peinture vides et tous les autres matériaux doivent être enlevés des lieux à la fin de chaque journée de travail. À la fin des travaux, le site doit être laissé en ordre à la satisfaction complète du représentant du Ministère.

#### PRÉPARATION DE LA SURFACE

- 1) L'entrepreneur doit veiller à ce que toutes les surfaces soient sèches, suffisamment dures et exemptes de saletés, de poussière, de peinture écaillée, de graisse, de rouille ou de tout autre corps étranger. Le degré de préparation de la surface doit être tel qu'il garantit l'adhérence de la peinture et la bonne apparence de l'ouvrage fini.
- 2) Les fissures, les joints et les trous de clous sur les surfaces en béton doivent être remplis avec un composé de bois, laissés à sécher, puis sablés jusqu'à un résultat lisse.
- 3) Les fissures, les joints et les trous de clous sur les surfaces en bois doivent être remplis avec un mastic, laissés à sécher, puis sablés jusqu'à un résultat lisse.

#### PEINTURE

- 1) Appliquer une couche d'apprêt complète sur toutes les surfaces neuves et non peintes.



- 2) Dans tous les cas, les taux de couverture et les temps de séchage doivent être adéquats et proportionnels au type de matériau utilisé ainsi qu'aux exigences particulières du travail.
- 3) Maçonnerie (sauf les planchers) : utiliser un apprêt au latex.
- 4) Métal ferreux. Utiliser un apprêt.
- 5) Métal non ferreux. Utiliser un apprêt au chromate de zinc.
- 6) Bois. Utiliser une sous-couche d'email.

#### **PEINTURE SUR DES SURFACES PRÉPARÉES ET APPRÊTÉES**

- 1) La couche de peinture finale doit être lisse et continue, ne doit pas présenter de sauts, de marques de pinceau, de coulisses ou de raccords visibles, et doit cacher complètement le substrat.
- 2) Deux couches de finition complètes sont requises pour les nouveaux travaux et une pour les surfaces déjà peintes. Toutefois, l'entrepreneur fera sa propre évaluation du nombre de couches additionnelles requises et fera sa soumission en conséquence. À noter que l'entrepreneur ne pourra facturer des frais supplémentaires pour les couches excédentaires au nombre de couches prévues et nécessaires à l'obtention du résultat précisé.
- 3) L'entrepreneur doit produire des résultats acceptables, peu importe la main-d'œuvre ou la quantité de matériaux nécessaires. L'épaisseur de film d'une application ne doit pas être inférieure à celle requise par le fabricant.

#### **COULEUR DE LA PEINTURE – PLINTHES, MOULURES DE PORTE, MOULURES DE FENÊTRE ET MOULURES DE PLAFOND**

- Marque de peinture : Sherwin Williams
- Couleur de la peinture : SW 7069 - Minerai de fer (Iron Ore) ou équivalent

#### **COULEUR DE LA PEINTURE - CLOISONS**

- Marque de peinture : Sherwin Williams
- Couleur de la peinture : SW 7009 - Blanc nacré (Pearly White) ou l'équivalent

### **5. INSTALLATION**

L'entrepreneur doit installer les nouveaux quarts de rond une fois que la peinture des plinthes est terminée. Les quarts de rond sont fournis par le MAECD et le représentant du Ministère.

### **6. RESSOURCES NÉCESSAIRES**

L'entrepreneur doit déployer sa propre équipe qui se familiarisera avec les opérations sur le chantier.

### **7. RESPONSABILITÉS DE L'ENTREPRENEUR**

L'entrepreneur doit garantir la sécurité et le bien-être de son équipe, l'entrepreneur doit être au courant de l'état de santé des membres de son équipe. L'entrepreneur est responsable de tous les coûts liés au respect des mesures de protection et de tous les autres coûts liés à la santé et à la sécurité générales de ses employés.

L'entrepreneur doit fournir à tous les membres de l'équipe des insignes d'identification de l'entreprise et des uniformes de l'entreprise pour faciliter leur identification sur place.

L'entrepreneur est responsable de ce qui suit :

- 1) L'entrepreneur doit fournir à son équipe tout l'équipement et tous les outils nécessaires aux travaux de peinture visés par ce contrat.
- 2) L'entrepreneur doit fournir toutes les ressources nécessaires
- 3) L'entrepreneur doit assurer une supervision adéquate du site et assumer la responsabilité sur le chantier des actions de tous ses employés et sous-traitants qui sont associés à l'exécution du présent contrat.
- 4) L'entrepreneur et les ouvriers doivent respecter toutes les règles de sécurité applicables aux travaux sur le site.
- 5) L'entrepreneur doit fournir un plan de travail aux fins d'approbation dans les deux semaines suivant l'attribution du contrat.
- 6) L'entrepreneur doit participer à une visite obligatoire des lieux, qui doit être coordonnée par le représentant du Ministère.
- 7) L'entrepreneur doit coordonner (avec l'aide du représentant du Ministère) son travail avec d'autres équipes qui travailleront simultanément au projet de remise en état de l'ambassade du Canada au Chili.

### **8. CALENDRIER D'INSTALLATION DE LA PEINTURE**



Le représentant ministériel, par l'intermédiaire de sa mission à Santiago, au Chili, fournira un représentant de la mission pour contribuer à la supervision et fournira le plan d'étage et le calendrier des travaux de peinture.

*(À insérer à l'attribution du contrat)*

## **9. CONTRAINTES**

Les lieux où le travail doit être accompli seront accessibles selon l'horaire convenu, sans exception, à moins qu'une approbation préalable ne soit donnée par écrit par le représentant du Ministère.

La peinture aura lieu entre les heures de travail suivantes, selon la répartition suivante :

Du lundi au jeudi : de 8 h à 16 h 30

Vendredi de 8 h à 16 h 30

Du samedi au dimanche : Si le temps requis est approuvé par le représentant du Ministère.

Les créneaux horaires désignés sont utilisés pour éviter autant de perturbations pour le personnel de la mission.

Les lieux où le travail doit être accompli seront accessibles selon le présent horaire, sans exception, à moins qu'une approbation préalable ne soit donnée par écrit par le représentant du Ministère ou son remplaçant ou sa remplaçante.



**Annexe « B » – Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité**



Contract Number / Numéro du contrat
Security Classification / Classification de sécurité

**SECURITY REQUIREMENTS CHECK LIST (SRCL)  
LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ (LVERS)**

PART A - CONTRACT INFORMATION / PARTIE A - INFORMATION CONTRACTUELLE		
1. Originating Government Department or Organization / Ministère ou organisme gouvernemental d'origine	Global Affairs Canada	2. Branch or Directorate / Direction générale ou Direction AWB
3. a) Subcontract Number / Numéro du contrat de sous-traitance	3. b) Name and Address of Subcontractor / Nom et adresse du sous-traitant	
4. Brief Description of Work / Brève description du travail Painting Services for The Embassy of Canada to Chile, Santiago		
5. a) Will the supplier require access to Controlled Goods? Le fournisseur aura-t-il accès à des marchandises contrôlées?	<input checked="" type="checkbox"/> No Non	<input type="checkbox"/> Yes Oui
5. b) Will the supplier require access to unclassified military technical data subject to the provisions of the Technical Data Control Regulations? Le fournisseur aura-t-il accès à des données techniques militaires non classifiées qui sont assujetties aux dispositions du Règlement sur le contrôle des données techniques?	<input checked="" type="checkbox"/> No Non	<input type="checkbox"/> Yes Oui
6. Indicate the type of access required / Indiquer le type d'accès requis		
6. a) Will the supplier and its employees require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets? Le fournisseur ainsi que les employés auront-ils accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? (Specify the level of access using the chart in Question 7. c) (Préciser le niveau d'accès en utilisant le tableau qui se trouve à la question 7. c)	<input checked="" type="checkbox"/> No Non	<input type="checkbox"/> Yes Oui
6. b) Will the supplier and its employees (e.g. cleaners, maintenance personnel) require access to restricted access areas? No access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets is permitted. Le fournisseur et ses employés (p. ex. nettoyeurs, personnel d'entretien) auront-ils accès à des zones d'accès restreintes? L'accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS n'est pas autorisé.	<input checked="" type="checkbox"/> No Non	<input type="checkbox"/> Yes Oui
6. c) Is this a commercial courier or delivery requirement with no overnight storage? S'agit-il d'un contrat de messagerie ou de livraison commerciale sans entreposage de nuit?	<input checked="" type="checkbox"/> No Non	<input type="checkbox"/> Yes Oui
7. a) Indicate the type of information that the supplier will be required to access / Indiquer le type d'information auquel le fournisseur devra avoir accès		
Canada <input type="checkbox"/>	NATO / OTAN <input type="checkbox"/>	Foreign / Étranger <input type="checkbox"/>
7. b) Release restrictions / Restrictions relatives à la diffusion		
No release restrictions Aucune restriction relative à la diffusion <input type="checkbox"/>	All NATO countries Tous les pays de l'OTAN <input type="checkbox"/>	No release restrictions Aucune restriction relative à la diffusion <input type="checkbox"/>
Not releasable À ne pas diffuser <input type="checkbox"/>		
Restricted to: / Limité à : <input type="checkbox"/>	Restricted to: / Limité à : <input type="checkbox"/>	Restricted to: / Limité à : <input type="checkbox"/>
Specify country(ies): / Préciser le(s) pays :	Specify country(ies): / Préciser le(s) pays :	Specify country(ies): / Préciser le(s) pays :
7. c) Level of information / Niveau d'information		
PROTECTED A PROTÉGÉ A <input type="checkbox"/>	NATO UNCLASSIFIED NATO NON CLASSIFIÉ <input type="checkbox"/>	PROTECTED A PROTÉGÉ A <input type="checkbox"/>
PROTECTED B PROTÉGÉ B <input type="checkbox"/>	NATO RESTRICTED NATO DIFFUSION RESTREINTE <input type="checkbox"/>	PROTECTED B PROTÉGÉ B <input type="checkbox"/>
PROTECTED C PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>	NATO CONFIDENTIAL NATO CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>	PROTECTED C PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>
CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>	NATO SECRET NATO SECRET <input type="checkbox"/>	CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>
SECRET SECRET <input type="checkbox"/>	COSMIC TOP SECRET COSMIC TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>	SECRET SECRET <input type="checkbox"/>
TOP SECRET TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>		TOP SECRET TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>
TOP SECRET (SIGINT) TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>		TOP SECRET (SIGINT) TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>

TBS/SCT 350-103(2004/12)

Security Classification / Classification de sécurité
--





Contract Number / Numéro du contrat [Redacted]
Security Classification / Classification de sécurité [Redacted]

**PART A (continued) / PARTIE A (suite)**

8. Will the supplier require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED COMSEC information or assets?  
Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens COMSEC désignés PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS?  No / Non  Yes / Oui

If Yes, indicate the level of sensitivity:

Dans l'affirmative, indiquer le niveau de sensibilité : [Redacted]

9. Will the supplier require access to extremely sensitive INFOSEC information or assets?  
Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens INFOSEC de nature extrêmement délicate?  No / Non  Yes / Oui

Short Title(s) of material / Titre(s) abrégé(s) du matériel : [Redacted]

Document Number / Numéro du document : [Redacted]

**PART B - PERSONNEL (SUPPLIER) / PARTIE B - PERSONNEL (FOURNISSEUR)**

10. a) Personnel security screening level required / Niveau de contrôle de la sécurité du personnel requis

- |  |   |   |  |
|--|---|---|--|
| <input type="checkbox"/> RELIABILITY STATUS<br>COTE DE FIABILITÉ     | <input type="checkbox"/> CONFIDENTIAL<br>CONFIDENTIEL           | <input type="checkbox"/> SECRET<br>SECRET           | <input type="checkbox"/> TOP SECRET<br>TRÈS SECRET               |
| <input type="checkbox"/> TOP SECRET - SIGINT<br>TRÈS SECRET - SIGINT | <input type="checkbox"/> NATO CONFIDENTIAL<br>NATO CONFIDENTIEL | <input type="checkbox"/> NATO SECRET<br>NATO SECRET | <input type="checkbox"/> COSMIC TOP SECRET<br>COSMIC TRÈS SECRET |
| <input type="checkbox"/> SITE ACCESS<br>ACCÈS AUX EMPLACEMENTS       |   |   |  |

Special comments:

Commentaires spéciaux : Not required for a paint contract, they will be escorted

NOTE: If multiple levels of screening are identified, a Security Classification Guide must be provided.

REMARQUE : Si plusieurs niveaux de contrôle de sécurité sont requis, un guide de classification de la sécurité doit être fourni.

10. b) May unscreened personnel be used for portions of the work?  
Du personnel sans autorisation sécuritaire peut-il se voir confier des parties du travail?  No / Non  Yes / Oui

If Yes, will unscreened personnel be escorted?

Dans l'affirmative, le personnel en question sera-t-il escorté?  No / Non  Yes / Oui

**PART C - SAFEGUARDS (SUPPLIER) / PARTIE C - MESURES DE PROTECTION (FOURNISSEUR)**

**INFORMATION / ASSETS / RENSEIGNEMENTS / BIENS**

11. a) Will the supplier be required to receive and store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets on its site or premises?  
Le fournisseur sera-t-il tenu de recevoir et d'entreposer sur place des renseignements ou des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS?  No / Non  Yes / Oui

11. b) Will the supplier be required to safeguard COMSEC information or assets?  
Le fournisseur sera-t-il tenu de protéger des renseignements ou des biens COMSEC?  No / Non  Yes / Oui

**PRODUCTION**

11. c) Will the production (manufacture, and/or repair and/or modification) of PROTECTED and/or CLASSIFIED material or equipment occur at the supplier's site or premises?  
Les installations du fournisseur serviront-elles à la production (fabrication et/ou réparation et/ou modification) de matériel PROTÉGÉ et/ou CLASSIFIÉ?  No / Non  Yes / Oui

**INFORMATION TECHNOLOGY (IT) MEDIA / SUPPORT RELATIF À LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION (TI)**

11. d) Will the supplier be required to use its IT systems to electronically process, produce or store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or data?  
Le fournisseur sera-t-il tenu d'utiliser ses propres systèmes informatiques pour traiter, produire ou stocker électroniquement des renseignements ou des données PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS?  No / Non  Yes / Oui

11. e) Will there be an electronic link between the supplier's IT systems and the government department or agency?  
Disposera-t-on d'un lien électronique entre le système informatique du fournisseur et celui du ministère ou de l'agence gouvernementale?  No / Non  Yes / Oui



Contract Number / Numéro du contrat
Security Classification / Classification de sécurité

**PART C - (continued) / PARTIE C - (suite)**

For users completing the form **manually** use the summary chart below to indicate the category(ies) and level(s) of safeguarding required at the supplier's site(s) or premises.  
 Les utilisateurs qui remplissent le formulaire **manuellement** doivent utiliser le tableau récapitulatif ci-dessous pour indiquer, pour chaque catégorie, les niveaux de sauvegarde requis aux installations du fournisseur.

For users completing the form **online** (via the Internet), the summary chart is automatically populated by your responses to previous questions.  
 Dans le cas des utilisateurs qui remplissent le formulaire **en ligne** (par Internet), les réponses aux questions précédentes sont automatiquement saisies dans le tableau récapitulatif.

**SUMMARY CHART / TABLEAU RÉCAPITULATIF**

Category / Catégorie	PROTECTED / PROTÉGÉ			CLASSIFIED / CLASSIFIÉ			NATO				COMSEC					
	A	B	C	CONFIDENTIAL / CONFIDENTIEL	SECRET	TOP SECRET / TRÈS SECRET	NATO RESTRICTED / NATO DIFFUSION RESTREINTE	NATO CONFIDENTIAL / NATO CONFIDENTIEL	NATO SECRET	COSMIC TOP SECRET / COSMIC TRÈS SECRET	PROTECTED / PROTÉGÉ			CONFIDENTIAL	SECRET	TOP SECRET / TRÈS SECRET
											A	B	C			
Information / Assets / Renseignements / Biens / Production																
IT Media / Support TI / IT Link / Lien électronique																

12. a) Is the description of the work contained within this SRCL PROTECTED and/or CLASSIFIED?  
 La description du travail visé par la présente LVERS est-elle de nature PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?  No / Non  Yes / Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification".  
 Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire.

12. b) Will the documentation attached to this SRCL be PROTECTED and/or CLASSIFIED?  
 La documentation associée à la présente LVERS sera-t-elle PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?  No / Non  Yes / Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification" and indicate with attachments (e.g. SECRET with Attachments).  
 Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire et indiquez qu'il y a des pièces jointes (p. ex. SECRET avec des pièces jointes).



Contract Number / Numéro du contrat
Security Classification / Classification de sécurité

**PART D - AUTHORIZATION / PARTIE D - AUTORISATION**

13. Organization Project Authority / Chargé de projet de l'organisme

Name (print) - Nom (en lettres moulées)	Title - Titre	Signature
Raisa Brennan	Interior Designer	Brennan, Raisa 2023.06.28 13:47:27 -04'00'

Telephone No. - N° de téléphone	Facsimile No. - N° de télécopieur	E-mail address - Adresse courriel	Date
613-552-8248		raisa.brennan@international.gc.ca	28/03/2023

14. Organization Security Authority / Responsable de la sécurité de l'organisme

Name (print) - Nom (en lettres moulées)	Title - Titre	Signature
Francois Paquette	A/ Manager Security in Contracting	Paquette, Francois Digitally signed by Paquette, Francois Date: 2023.07.07 13:11:30 -04'00'

Telephone No. - N° de téléphone	Facsimile No. - N° de télécopieur	E-mail address - Adresse courriel	Date
3432033086		Francois.Paquette@international.gc.ca	

15. Are there additional instructions (e.g. Security Guide, Security Classification Guide) attached? / Des instructions supplémentaires (p. ex. Guide de sécurité, Guide de classification de la sécurité) sont-elles jointes?

No / Non  Yes / Oui

16. Procurement Officer / Agent d'approvisionnement

Name (print) - Nom (en lettres moulées)	Title - Titre	Signature
Jenny Mascarenhas	Procurement Specialist	Mascarenhas, Jenny Digitally signed by Mascarenhas, Jenny Date: 2023.11.16 09:28:52 -05'00'

Telephone No. - N° de téléphone	Facsimile No. - N° de télécopieur	E-mail address - Adresse courriel	Date
+1 613 292 8946		Jenny.Mascarenhas@international.gc.ca	November 16, 2023

17. Contracting Security Authority / Autorité contractante en matière de sécurité

Name (print) - Nom (en lettres moulées)	Title - Titre	Signature

Telephone No. - N° de téléphone	Facsimile No. - N° de télécopieur	E-mail address - Adresse courriel	Date



**Annexe "A"**

**A1. Asesora de contratación**

Sra. Jenny Mascarenhas  
Especialista en adquisiciones  
Ministerio de Asuntos Exteriores, Comercio y Desarrollo

Dirección electrónica: *(debajo)*  
realproperty-contracts@international.gc.ca  
Teléfono: +1 613 292 8946

**Construcción**

**Solicitud de propuestas (SDP)**

para

Realización del trabajo descrito en el Apéndice "A" - Enunciado del Trabajo a realizar del proyecto de contrato.

<b>A2. Título</b> Servicios de pintura para la Embajada de Canadá en Santiago de Chile		
<b>A3. Número de licitación:</b> 24-245950B	<b>A4. Número de proyecto:</b> G-STAGO-100	<b>A5. Fecha:</b> 15 de enero de 2024
<b>A6. Documentos de la SDP</b> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Portada de la solicitud de propuestas (SDP)</li> <li>2. Requisitos de presentación (parte 1)</li> <li>3. Evaluación y método de selección (parte 2)</li> <li>4. Formulario de licitación (parte 3)</li> <li>5. Instrucciones generales (parte 4)</li> <li>6. Borrador de contrato</li> </ol> <p>En caso de discrepancias, incoherencias o ambigüedades en la redacción de estos documentos, prevalecerá el documento que aparezca en primer lugar en la lista anterior.</p>		
<b>A7. Entrega de propuestas</b> Para que la propuesta sea válida, deberá recibirse a más tardar a las <b>14.00 h., hora estándar del Este (EST)</b> , del <b>31 de enero de 2024</b> , en adelante la "fecha límite".  <b>Las propuestas electrónicas deben enviarse únicamente a la siguiente dirección de correo electrónico:</b> realproperty-contracts@international.gc.ca		
<b>A8. Formulario de licitación</b> El formulario de licitación cumplimentado (parte 3) debe estar en un anexo separado denominado "Formulario de licitación". La información requerida en la sección 5.0 debe figurar únicamente en el Formulario de licitación (parte 3). De no cumplirse las exigencias, la propuesta será declarada no conforme y no se tendrá en cuenta.		
<b>A9. Visita del lugar de las obras</b> Se recomienda que el Licitador o un representante suyo visite el lugar de las obras. Se ha dispuesto que la visita se realice en Nueva Tajamar 481, Torre Norte, piso 12, Edificio World Trade Center, Las Condes, Región Metropolitana, Chile, el día <b>19 de enero de 2024</b> . La visita del lugar de las obras empezará a las <b>10.00 h. (hora local en Santiago de Chile)</b> . Se ruega a los Licitadores que se pongan en contacto con la asesora de contratación a más tardar dos (2) días laborables antes de la visita para confirmar su asistencia y facilitar el nombre de la(s) persona(s) que asistirá(n). Se podrá solicitar a los Licitadores que firmen una hoja de asistencia. A los Licitadores que no asistan o no envíen a un representante no se les dará otra cita, pero esto no les impedirá presentar una propuesta. Cualquier aclaración o cambio en el anuncio de licitación que resulte de la visita a las instalaciones se incluirá como enmienda en el anuncio de licitación.		
<b>A10. Consultas</b> Todas las consultas o cuestiones relativas a esta SDP deberán remitirse por escrito a la asesora de contratación a más tardar tres (3) días laborables antes de la fecha y hora límites, con el fin de disponer de tiempo suficiente para dar una respuesta.		
<b>A11. Idioma</b> Las propuestas se presentarán en inglés o francés.		
<b>A12. Conferencia con los Licitadores</b> <b>El 24 de enero de 2024</b> se celebrará una conferencia virtual con los Licitadores. La conferencia empezará a las <b>9.00 h. (hora local en Santiago de Chile)</b> . Durante la conferencia se revisará el alcance de los requisitos descritos en el anuncio de licitación y se responderá a las preguntas que se planteen. Se recomienda a los Licitadores que tengan intención de presentar una propuesta que asistan o envíen a un representante. Se ruega a los Licitadores que se pongan en contacto con la asesora de contratación antes de la conferencia para confirmar su asistencia. Los Licitadores deberán facilitar por escrito a la asesora de contratación el nombre de la(s) persona(s) que asistirá(n) a la conferencia y una lista de las cuestiones que desean tratar a más tardar tres (3) días laborables antes de la conferencia. Cualquier aclaración o cambio en el anuncio de licitación que resulte de la conferencia con los Licitadores se incluirá como enmienda en el anuncio de licitación. Los Licitadores que no asistan podrán presentar una propuesta.		
<b>A13. Seguridad de las ofertas</b> No procede		
<b>A14. Documentos contractuales</b> El borrador del contrato que el Licitador seleccionado deberá ejecutar se incluye con esta SDP. Se aconseja a los Licitadores que lo revisen en detalle e indiquen cualquier cláusula problemática a la asesora de contratación de conformidad con la cláusula A10 - Consultas. Su Majestad se reserva el derecho de no introducir ninguna modificación en los documentos contractuales.		





## Parte 1 - Requisitos de presentación

### RP1 Presentación de propuestas

- 1.1 Las propuestas deberán ser recibidas por el Ministerio de Asuntos Exteriores, Comercio y Desarrollo de Canadá (MAECD) en la dirección de correo electrónico indicada y antes de la fecha y hora especificadas en la página 1 de la convocatoria.
- 1.2 Los Licitadores deben asegurarse de que su nombre y el número de la licitación se mencionan claramente en el asunto del correo electrónico. Es responsabilidad del Licitador confirmar que su oferta ha sido recibida a tiempo y en la dirección de correo electrónico correcta.
- 1.3 En caso necesario, puede enviarse más de un (1) mensaje de correo electrónico. Si se envía dos veces el mismo archivo, para la evaluación se utilizará el último archivo recibido y no se abrirán los anteriores.
- 1.4 Su Majestad solicita a los Licitadores que presenten sus propuestas electrónicas en archivos de aplicación informática de formato de documento portátil (.pdf) o en archivos de Microsoft Office, versión 2003 o posterior.
- 1.5 Los Licitadores deberán seguir las instrucciones del formato de las especificaciones que se describen a continuación, durante la preparación de su propuesta:
  - Familia de tipos de caracteres de 10 puntos como mínimo.
  - Todo el material debe estar formateado para imprimirse en papel de 8,5" x 11" o A4.
  - En aras de la claridad y de una evaluación comparativa, el Licitador deberá responder utilizando los mismos epígrafes temáticos y la misma estructura de numeración que en este documento de solicitud de propuestas.
- 1.6 Las propuestas sólo podrán modificarse o volver a presentarse antes de la fecha y hora límites de la licitación, y deberán hacerse por escrito. La última propuesta recibida sustituirá a las recibidas anteriormente.
- 1.7 Su Majestad no asumirá ninguna responsabilidad si una propuesta no se recibe a tiempo porque el correo electrónico ha sido rechazado por un servidor por los motivos que se exponen a continuación:
  - El tamaño de los archivos adjuntos supera los 10 MB.
  - El mensaje ha sido rechazado o puesto en cuarentena porque contiene código ejecutable (incluidas macros).
  - El mensaje de correo electrónico fue rechazado o puesto en cuarentena porque contiene archivos que no son aceptados por el servidor del MAECD, entre otros los que llevan las extensiones .rar, .zip encriptado, .pdf encriptado, .exe, etc.
- 1.8 No se aceptarán enlaces a un servicio de almacenamiento en línea (como Google Drive™, Dropbox™, etc.) o a otro sitio web, un acceso a un servicio de protocolo de transferencia de archivos (FTP) o cualquier otro medio de transferencia de archivos. Todos los documentos presentados deben adjuntarse al correo electrónico.
- 1.9 Se recomienda encarecidamente que los Licitadores confirmen con la asesora de contratación que han recibido su propuesta completa. Por esta misma razón, se recomienda que en los casos en que se envíe más de un (1) mensaje de correo electrónico con los documentos que componen la propuesta, se numeren los mensajes y se identifique también el número total de mensajes enviados en respuesta a la convocatoria.
- 1.10 Su Majestad requiere que cada propuesta, en la fecha y hora límites o a solicitud de la asesora de contratación, sea firmada por el Licitador o por un representante autorizado del Licitador. Si alguna(s) firma(s) requerida(s) no se presenta(n) en la forma solicitada, la asesora de contratación podrá informar al Licitador de un plazo para que presente la(s) firma(s). El incumplimiento de la solicitud de la asesora de contratación y la no presentación de la(s) firma(s) en el plazo previsto puede hacer que la propuesta no se considere conforme.
- 1.11 Es responsabilidad del Licitador:



- obtener aclaraciones sobre los requisitos contenidos en la SDP, en caso necesario, antes de presentar una propuesta;
- preparar su propuesta de acuerdo con las instrucciones contenidas en la SDP;
- presentar antes de la fecha y hora límites una propuesta completa;
- enviar su propuesta únicamente a la dirección de correo electrónico especificada en la página 1 del anuncio de licitación;
- asegurarse de que el nombre del Licitador y el número de la licitación figuran en el asunto del correo electrónico que contiene la propuesta; y
- presentar una propuesta comprensible y suficientemente detallada, incluyendo todos los pormenores solicitados sobre precios, que permita una evaluación completa de acuerdo con los criterios establecidos en la SDP.

**1.12** A menos que se especifique lo contrario en la SDP, Su Majestad evaluará únicamente la documentación aportada con la propuesta de un Licitador. Su Majestad no evaluará información como referencias a direcciones de sitios web donde pueda encontrarse información adicional, o manuales técnicos o folletos que no se hayan presentado con la propuesta.

**1.13** Una propuesta no puede cederse ni transferirse total o parcialmente.



## Parte 2 - Requisitos técnicos obligatorios

### 1.0 Propuesta técnica

- 1.1 La evaluación se basará únicamente en el contenido de las respuestas y en cualquier enmienda presentada correctamente. No debe suponerse que Su Majestad tenga conocimiento previo alguno de las cualificaciones de los Licitadores, salvo las facilitadas en virtud de la presente SDP.
- 1.2 La respuesta técnica del Licitador **no deberá** exceder de 50 páginas a una sola cara en papel de 8½" x 11", en tipos de caracteres de 10 puntos como mínimo. **NO** se tendrá en cuenta el material que supere el máximo de 50 páginas.

### 2.0 Proceso de conformidad con la licitación por etapas (PCLE)

#### 2.1 Consideraciones generales

- a. Su Majestad está llevando a cabo el PCLE descrito a continuación para este requisito.
- b. A pesar de cualquier revisión por parte de Su Majestad en la etapa I o II del PCLE, los Licitadores son y seguirán siendo los únicos responsables de la exactitud, coherencia e integridad de sus propuestas y Su Majestad no asume, en virtud de esta revisión, ninguna obligación o responsabilidad de identificar cualquier o todos los errores u omisiones en las propuestas o en las respuestas de un Licitador a cualquier comunicación de Su Majestad.

El Licitador reconoce que las revisiones de las etapas I y II de este PCLE son preliminares y no excluyen la posibilidad de que en la etapa III se determine que la oferta no es conforme, incluso en el caso de requisitos obligatorios que hayan sido objeto de revisión en las etapas I o II y a pesar de que la oferta haya sido considerada conforme en dicha etapa anterior. Su Majestad puede considerar que una oferta no responde a un requisito obligatorio en cualquier etapa.

El Licitador también reconoce que su respuesta a una notificación o a un Informe de Evaluación del Conformidad (IEC) (cada uno de los cuales se define más adelante) en las etapas I o II puede hacer que su oferta no se ajuste a los requisitos obligatorios objeto de la notificación o del IEC y puede hacer que su oferta no se ajuste a otros requisitos obligatorios.

- c. Su Majestad podrá, a su discreción, solicitar y aceptar en cualquier momento de un Licitador, y considerar como parte de la oferta, cualquier información para corregir errores o deficiencias en la oferta que sean errores de oficina o administrativos, tales como no firmar la oferta o cualquier parte de ella o no marcar una casilla en un formulario, o cualquier otro error de formato o forma o no acusar recibo; no proporcionar un número comercial de adquisición o información de contacto, como nombres, direcciones y números de teléfono; errores involuntarios en las cifras o cálculos que no modifiquen el monto que el Licitador haya especificado como precio o de cualquier componente del mismo que esté sujeto a evaluación. Esto no limitará el derecho de Su Majestad a solicitar o aceptar cualquier información después de la fecha límite del anuncio de licitación en circunstancias en las que el anuncio de licitación prevea expresamente este derecho. El Licitador dispondrá del plazo especificado por escrito por Su Majestad para aportar la documentación necesaria. El incumplimiento de este plazo dará lugar a que la oferta sea declarada no conforme.
- d. El PCLE no limita el derecho de Su Majestad a solicitar o aceptar cualquier información durante el periodo de solicitud o una vez llegados a la fecha límite del anuncio de licitación en circunstancias en las que el anuncio de licitación prevea expresamente este derecho, o en las circunstancias descritas en el apartado c.
- e. Su Majestad enviará cualquier notificación o IEC por el método que elija, a su absoluta discreción. El Licitador deberá presentar su respuesta por el método estipulado en la notificación o IEC. Las respuestas se considerarán recibidas por Su Majestad en la fecha y hora en que se entreguen a Su Majestad por el método y en la dirección especificados en la notificación o IEC. Una respuesta por correo electrónico permitida por la notificación o el IEC se considerará recibida por Su Majestad en la fecha y hora en que se reciba en la bandeja de entrada del correo electrónico de Su Majestad en la dirección de correo electrónico de Su



Majestad especificada en la notificación o el IEC. Toda notificación o IEC enviado por Su Majestad al Licitador a cualquier dirección proporcionada por el Licitador en la oferta o en virtud de la misma se considerará recibido por el Licitador en la fecha en que Su Majestad lo envíe. Su Majestad no se hace responsable de la recepción tardía de una respuesta por parte de Su Majestad, sea cual fuere la causa.

## 2.2 Etapa I: Oferta financiera

- a. Después de la fecha y hora límites de este anuncio de licitación, Su Majestad examinará la oferta para determinar si incluye una oferta financiera y si cualquier oferta financiera incluye toda la información requerida por el anuncio de licitación. La revisión de Su Majestad en la etapa I se limitará a determinar si en la oferta financiera falta alguna información que, según el anuncio de licitación, deba incluirse en la oferta financiera. Esta no evaluará si la oferta financiera cumple alguna norma o si se ajusta a todos los requisitos de la licitación.
- b. La revisión de Su Majestad en la etapa I se realizará por funcionarios del Ministerio de Asuntos Exteriores, Comercio y Desarrollo de Canadá.
- c. Si Su Majestad determina, a su absoluta discreción, que no hay oferta financiera o que a la oferta financiera le falta toda la información requerida en el anuncio de licitación para ser incluida en la oferta financiera, se considerará que la oferta no es conforme y será desestimada.
- d. Para las ofertas que no sean las descritas en el apartado c., Su Majestad enviará una notificación por escrito al Licitador ("notificación") en la que se indicará si falta información en la oferta financiera. Un Licitador cuya oferta financiera haya sido considerada conforme con los requisitos examinados en la etapa I no recibirá notificación alguna. Dichos Licitadores no tendrán derecho a presentar ninguna información adicional con respecto a su oferta financiera.
- e. Los Licitadores a los que se haya enviado una notificación dispondrán del plazo especificado en la misma (el "plazo de corrección") para subsanar las cuestiones señaladas en la notificación facilitando a Su Majestad, por escrito, información adicional o aclaraciones en respuesta a la notificación. Las respuestas recibidas una vez finalizado el plazo de corrección no serán tenidas en cuenta por Su Majestad, salvo en las circunstancias y en los términos expresamente previstos en la notificación.
- f. En su respuesta a la notificación, el Licitador tendrá derecho a corregir únicamente la parte de su oferta financiera identificada en la notificación. Por ejemplo, cuando en la notificación se indique que un renglón obligatorio se ha dejado en blanco, sólo podrá agregarse a la oferta financiera la información que falte, salvo que, en los casos en que la inclusión de dicha información implique necesariamente una modificación de otros cálculos previamente presentados en su oferta financiera (por ejemplo, el cálculo para determinar el precio total), el Licitador deberá identificar los ajustes necesarios y sólo se efectuarán dichos ajustes. Toda la información presentada debe cumplir los requisitos de esta convocatoria.
- g. Cualquier otra modificación de la oferta financiera presentada por el Licitador se considerará información nueva y no se tendrá en cuenta. No se permitirán cambios en ninguna otra sección de la oferta del Licitador. La información presentada de conformidad con los requisitos de esta convocatoria en respuesta a la notificación sustituirá, en su totalidad, sólo la parte de la oferta financiera original que se permite más arriba, y se utilizará para el resto del proceso de evaluación de ofertas.
- h. Su Majestad determinará si la oferta financiera se ajusta a los requisitos examinados en la etapa I, teniendo en cuenta la información o aclaraciones adicionales que pueda haber proporcionado el Licitador de conformidad con esta sección. Si la oferta financiera no cumple los requisitos examinados en la etapa I a satisfacción de Su Majestad, la oferta se considerará no conforme y no será tenida en cuenta.
- i. Sólo las ofertas que respondan a los requisitos examinados en la etapa I a satisfacción de Su Majestad serán examinadas en la etapa II.

## 2.3 Etapa II: Oferta técnica



- a. La revisión de Su Majestad en la etapa II se limitará a una revisión de la oferta técnica para identificar cualquier caso en que el Licitador no haya cumplido alguno de los criterios obligatorios admisibles. Esta revisión no evaluará si la oferta técnica cumple alguna norma o si se ajusta a todos los requisitos de la licitación. Los criterios obligatorios admisibles son todos los criterios técnicos obligatorios que se identifican en esta convocatoria como sujetos al PCLE. Los criterios técnicos obligatorios que no se identifiquen en la convocatoria como sujetos al PCLE, no se evaluarán hasta la etapa III.
- b. Su Majestad enviará una notificación por escrito al Licitador (Informe de Evaluación del Conformidad o "IEC") para señalar cualquier criterio obligatorio admisible que la oferta no haya cumplido. El Licitador cuya oferta haya sido considerada conforme a los requisitos examinados en la etapa II recibirá un IEC en el que se indicará que su oferta ha sido considerada conforme a los requisitos examinados en la etapa II. Dicho Licitador no tendrá derecho a presentar ninguna respuesta al IEC.
- c. El Licitador dispondrá del plazo especificado en el IEC (el "plazo de corrección") para subsanar el incumplimiento de cualquiera de los criterios obligatorios admisibles identificados en el IEC, facilitando por escrito a Su Majestad información o aclaraciones adicionales o diferentes en respuesta al IEC. Las respuestas recibidas una vez finalizado el plazo de corrección no serán tenidas en cuenta por Su Majestad, salvo en las circunstancias y en los términos expresamente previstos en el IEC.
- d. La respuesta del Licitador deberá referirse únicamente a los criterios obligatorios admisibles enumerados en el IEC como no conformes, y deberá incluir únicamente la información necesaria para lograr dicha conformidad. Cualquier información adicional proporcionada por el Licitador que no sea necesaria para lograr dicha conformidad no será tomada en cuenta por Su Majestad, salvo que, en aquellos casos en que dicha respuesta a los criterios obligatorios admisibles especificados en el IEC implique necesariamente un cambio consecuente en otras partes de la oferta, el Licitador deberá identificar dichos cambios adicionales, siempre que su respuesta no incluya ningún cambio en la oferta financiera.
- e. La respuesta del Licitador al IEC deberá identificar en cada caso el criterio obligatorio admisible en el IEC al que está respondiendo, incluyendo la identificación en la sección correspondiente de la oferta original, el enunciado del cambio propuesto para esa sección, y el enunciado y ubicación en la oferta de cualquier otro cambio consecuente que resulte necesariamente de dicho cambio. Con respecto a cualquier cambio consecuente, el Licitador deberá incluir una justificación que explique por qué dicho cambio consecuente es un resultado necesario del cambio propuesto para cumplir el criterio obligatorio admisible. No corresponde a Su Majestad examinar la oferta del Licitador, y el hecho de que el Licitador no lo haga de conformidad con este apartado será por su cuenta y riesgo. Toda la información presentada debe cumplir los requisitos de esta convocatoria.
- f. Cualquier modificación de la oferta presentada por el Licitador que no esté permitida en la presente convocatoria se considerará información nueva y no se tendrá en cuenta. La información presentada de acuerdo con los requisitos de esta convocatoria en respuesta al IEC sustituirá, en su totalidad, sólo aquella parte de la oferta original que esté permitida en esta sección.
- g. La información adicional o diferente presentada durante la etapa II que permita esta sección se considerará incluida en la oferta, pero será tomada en cuenta por Su Majestad en la evaluación de la oferta en la etapa II únicamente a efectos de determinar si la oferta cumple los criterios obligatorios admisibles. No se utilizará en ninguna etapa de la evaluación para aumentar la puntuación que la oferta original obtendría sin el beneficio de dicha información adicional o diferente. Por ejemplo, un criterio obligatorio admisible que requiera un número mínimo obligatorio de puntos para lograr su cumplimiento se evaluará en la etapa II para determinar si dicha puntuación mínima obligatoria se lograría con esa información adicional o diferente presentada por el Licitador en respuesta al IEC. En caso afirmativo, la oferta se considerará conforme con respecto a dicho criterio obligatorio admisible, y la información adicional o diferente presentada por el Licitador será vinculante para éste como parte de su oferta, pero la puntuación original del Licitador, que era inferior al mínimo obligatorio para dicho criterio obligatorio admisible, no cambiará, y será esa puntuación original la que se utilice para calcular cualquier puntuación de la oferta.
- h. Su Majestad determinará si la oferta se ajusta a los requisitos examinados en la etapa II, teniendo en



cuenta la información o aclaraciones adicionales o diferentes que pueda haber proporcionado el Licitador de conformidad con esta sección. Si la oferta no cumple los requisitos examinados en la etapa II a satisfacción de Su Majestad, la oferta se considerará no conforme y no será tomada en cuenta.

- i. Sólo las ofertas que respondan a los requisitos examinados en la etapa II a satisfacción de Su Majestad serán evaluadas en la etapa III.

## 2.4 Etapa III: Evaluación final de la oferta

- a. En la etapa III, Su Majestad completará la evaluación de todas las ofertas que se consideren conformes a los requisitos examinados en la etapa II. Las ofertas se evaluarán de acuerdo con la totalidad de los requisitos del anuncio de licitación, incluidos los criterios de evaluación técnica y financiera.
- b. Una oferta no es conforme y no se tendrá en cuenta si no cumple todos los criterios de evaluación obligatorios de la convocatoria.

## 2.5 Evaluación técnica

- a. El proceso de conformidad con la licitación por etapas (PCLE) se aplicará a todos los criterios técnicos obligatorios.

## 3.0 Criterios obligatorios

Criterios	Requisito obligatorio	Conformidad	Referencia a la propuesta (ej.: anexo 1, p. 6)
O1	El Licitador deberá presentar 2 proyectos que demuestren su experiencia en pintura de edificios comerciales o residenciales realizados en los dos últimos años desde el cierre de la licitación.	El licitador deberá proporcionar lo siguiente para cada proyecto: <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Un listado de los miembros del equipo y funciones.</li> <li>2. Cómo se coordinó el trabajo.</li> <li>3. Descripción de las tareas asociadas al proyecto.</li> </ol>	
O2	El Licitador deberá facilitar el nombre y detallar la experiencia del Propietario/Gerente de obra.	El licitador deberá proporcionar <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Descripción de la experiencia adquirida en los dos últimos años en la coordinación de un equipo de trabajadores en un proyecto de pintura.</li> </ol>	

## 5.0 Formulario de licitación

**5.1 Toda la información requerida en la sección 5.0 debe figurar ÚNICAMENTE en la Parte 3 - Formulario de licitación y debe incluirse en un anexo separado denominado "Formulario de licitación".** De no cumplirse las exigencias, la propuesta será declarada no conforme y no se considerará.

### 5.2 Precio firme

- 5.2.1 Los Licitadores deberán indicar un precio firme con todo incluido (excluido el costo de los servicios del Ministro y el equipo y mobiliario) en el formulario adjunto como Parte 3 - Formulario de licitación. El precio firme deberá incluir, aunque no necesariamente limitarse a ellos, todos los costos resultantes de la ejecución del Trabajo descrito en esta solicitud de propuestas (SDP), todos los costos resultantes de la ejecución de cualquier



- Trabajo adicional descrito en la propuesta del Licitador (a menos que se describa claramente como una opción), todos los gastos de viaje y manutención y todos los gastos generales, incluidos los desembolsos;
- 5.2.2 Los Licitadores estimarán el valor de los impuestos (incluido el IVA según el apartado 5.3) que Su Majestad deberá pagar como resultado de la celebración de un contrato con el Licitador;
  - 5.2.3 Todos los pagos se efectuarán con arreglo a las condiciones de pago establecidas en el proyecto de contrato adjunto;
  - 5.2.4 No se ofrece protección frente a las fluctuaciones del tipo de cambio; y
  - 5.2.5 Los formularios de licitación que no cumplan estos requisitos no se tendrán en cuenta.

### 5.3 Impuestos y tasas

- 5.3.1 Los Licitadores deberán proporcionar todos los detalles relativos a la aplicabilidad, el monto y la administración del pago de todos los impuestos (incluido el IVA, según se describe más adelante) y tasas (incluidos los derechos de importación) pagaderos con respecto al Trabajo, así como cualquier posible exención total o parcial de los mismos.
- 5.3.2 Su Majestad pagará el IVA especificado en el Formulario de licitación siempre que:
  - 5.3.2.1 dicho importe se aplique al Trabajo suministrado por el Contratista a Su Majestad en virtud del Contrato. Su Majestad no será responsable del pago del IVA que el Licitador deba abonar a terceros (incluidos los subcontratistas);
  - 5.3.2.2 Su Majestad no puede obtener una exención del IVA con respecto al Trabajo;
  - 5.3.2.3 el Licitador se comprometa a prestar toda la asistencia razonable a Su Majestad para obtener del organismo gubernamental competente el reembolso de todo el IVA pagado con respecto al Trabajo;
  - 5.3.2.4 el IVA figure por separado en todas las facturas y solicitudes de pago parcial del Licitador; y
  - 5.3.2.5 el Licitador se comprometa a remitir al organismo gubernamental competente cualquier cantidad de IVA que el Licitador deba remitir legalmente en virtud de la legislación fiscal aplicable.

### 5.4 Desglose de precios

Su Majestad se reserva el derecho de solicitar un desglose de los componentes del Formulario de licitación si considera que el precio no es razonable. La no presentación de un desglose adecuado, en el que se describan los fundamentos y supuestos utilizados para determinar el costo de cada componente del Trabajo, podrá dar lugar a la descalificación.

### 6.0 Disposiciones de inadmisibilidad - Licitación

- 6.1 La *Política de Inadmisibilidad y Suspensión de Concesión de Contratos* (la "Política") vigente en la fecha de publicación del anuncio de licitación, y todas las directrices conexas vigentes en esa fecha, se incorporan por referencia al anuncio de licitación y forman parte vinculante del mismo. El Licitador debe cumplir la Política y las directrices, que pueden consultarse en [Ineligibility and Suspension Policy \(https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-eng.html\)](https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-eng.html).
- 6.2 En virtud de la Política, las acusaciones y condenas por determinados delitos contra un proveedor, sus filiales o subconsultores de primer nivel, y otras circunstancias, darán o podrán dar lugar a que el Ministerio de Servicios Públicos y Aprovisionamiento de Canadá (Public Works and Government Services Canada, PWGSC) determine que el proveedor no reúne los requisitos para participar en un contrato con Canadá o le suspenda la participación en el mismo. La lista de proveedores no admisibles y suspendidos figura en la base de datos sobre integridad del PWGSC. La Política describe cómo pueden realizarse las consultas relativas a la inadmisibilidad o suspensión de los proveedores.
- 6.3 Además de toda la información requerida en el anuncio de licitación, el Licitador deberá proporcionar la siguiente:
  - a. en el plazo establecido en la Política, toda la información exigida por la Política descrita bajo el epígrafe "Información que debe facilitarse al licitar, contratar o suscribir un acuerdo sobre bienes inmuebles"; y
  - b. junto con su oferta, una lista completa de todos los cargos y condenas penales en el extranjero que le afecten a él, a sus filiales y a los subconsultores de primer nivel propuestos que, a su leal saber y entender, puedan ser similares a uno de los delitos enumerados en la Política. La lista de cargos y condenas penales en el extranjero debe



presentarse utilizando un formulario de declaración de integridad, que puede encontrarse en [Declaration form for procurement \(https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-eng.html\)](https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-eng.html).

**6.4** Con sujeción a lo dispuesto en el apartado 7.5, al presentar una oferta en respuesta a este anuncio de licitación, el Licitador certifica que:

- a. ha leído y comprende la [Política de Inadmisibilidad y Suspensión de Concesión de Contratos \(https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-eng.html\)](https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-eng.html);
- b. entiende que determinados cargos y condenas penales nacionales y extranjeros, así como otras circunstancias descritas en la Política darán o podrán dar lugar a una resolución de inadmisibilidad o suspensión en virtud de la Política;
- c. es consciente de que Canadá puede solicitar información, certificaciones y validaciones adicionales al Licitador o a un tercero a efectos de tomar una decisión de inadmisibilidad o suspensión;
- d. ha proporcionado con su oferta una lista completa de todos los cargos y condenas penales en el extranjero relativos a sí mismo, a sus afiliados y a sus subconsultores de primer nivel propuestos que, a su leal saber y entender, puedan ser similares a uno de los delitos enumerados en la Política;
- e. ninguno de los delitos penales nacionales, y otras circunstancias, descritos en la Política que darán o pueden dar lugar a una resolución de inadmisibilidad o suspensión, se aplican a él, a sus afiliados y a sus subconsultores de primer nivel propuestos; y
- f. no tiene conocimiento de una resolución de inadmisibilidad o suspensión emitida por el PWGSC que le sea aplicable.

**6.5** Cuando un Licitador no pueda presentar ninguna de las certificaciones exigidas en el apartado 7.4, deberá adjuntar a su oferta un Formulario de declaración de integridad cumplimentado, que puede encontrarse en [Declaration form for procurement \(https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-eng.html\)](https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-eng.html).

**6.6** Canadá declarará no conforme cualquier oferta respecto de la cual la información solicitada sea incompleta o inexacta, o respecto de la cual Canadá compruebe que la información contenida en una certificación o declaración es falsa o engañosa en cualquier aspecto. Si después de la adjudicación del Contrato Canadá determina que el Licitador proporcionó una certificación o declaración falsa o engañosa, podrá rescindir el Contrato por incumplimiento. De conformidad con la Política, Canadá también puede determinar que el Licitador no es admisible para la adjudicación de un contrato por presentar una certificación o declaración falsa o engañosa.





### Parte 3 – Formulario de licitación

Nombre de la empresa: \_\_\_\_\_

Dirección: \_\_\_\_\_

Persona de contacto: \_\_\_\_\_

Teléfono: \_\_\_\_\_

Dirección de correo electrónico: \_\_\_\_\_

#### TF1 PRECIO FIRME

**A. Precio firme – Etapa 1** (impuestos no incluidos):  
*(en virtud de lo dispuesto en el apartado 5.2)* \_\_\_\_\_

**B. Precio firme – Etapa 2 opcional** (impuestos no incluidos):  
*(en virtud de lo dispuesto en el apartado 5.2)* \_\_\_\_\_

Impuestos aplicables para **A**:  
*(en virtud de lo dispuesto en el apartado 5.2)* \_\_\_\_\_

Precio total utilizado para la evaluación  
(A. Precio firme – Etapa 1 + Etapa 2 + Impuestos aplicables): \_\_\_\_\_

Todos los importes en pesos chilenos (CLP).



---

**TF3 Aceptación y formalización del Contrato**

Los infrascritos nos comprometemos, en un plazo de catorce (14) días civiles a partir de la recepción de la notificación de aceptación de nuestra oferta, a firmar un contrato contenido en la solicitud de propuestas que incorpore todos los elementos relativos a este proyecto, para la ejecución del Trabajo, siempre que se nos notifique, por parte de Su Majestad, la aceptación de nuestra oferta en un plazo de noventa (90) días a partir de la fecha límite de la licitación.

**TF4 Plazo de ejecución**

Aceptamos completar el Trabajo en el plazo estipulado en el pliego de condiciones a partir de la fecha de notificación de la aceptación de nuestra oferta.

**TF5 Seguro**

En un plazo de catorce (14) días civiles a partir de la recepción de la notificación escrita de aceptación de nuestra oferta, presentaremos una garantía contractual y un certificado de seguro de conformidad con los artículos C9 y C10, respectivamente, del proyecto de Contrato de Obras.

Entendemos que la garantía contractual aquí mencionada, si se proporciona en forma de cheque certificado, se depositará en el Fondo Consolidado de Ingresos de Canadá.

**TF6 Declaración de integridad**

Adjuntamos certificación de integridad de conformidad con el artículo 7.3 b) o 7.5.

FIRMADO, AUTENTIFICADO Y ENTREGADO el día \_\_\_\_\_ de \_\_\_\_\_ en nombre de:

\_\_\_\_\_  
Nombre legal del Licitador en letra de imprenta

\_\_\_\_\_  
Firma del firmante autorizado Firma del firmante autorizado

\_\_\_\_\_  
Nombre(s) y cargo del firmante autorizado en letra de imprenta      Nombre(s) y cargo del firmante autorizado en  
letra de imprenta

\_\_\_\_\_  
Firma del testigo



## Parte 4 – Instrucciones generales

### **GI1 Admisibilidad de las propuestas**

**1.1** Para que una propuesta se considere válida, deberá cumplir todos los requisitos de esta solicitud de propuestas identificados como obligatorios. Los criterios obligatorios también se expresan utilizando verbos imperativos como "deberá", "tiene que" y "tendrá que".

### **GI2 Solicitudes de información - Periodo de invitación a licitar**

**2.1** Todas las solicitudes de información o cuestiones relativas a esta solicitud de propuestas deberán remitirse por escrito a la asesora de contratación lo antes posible dentro del plazo de presentación de solicitudes. Las solicitudes de información y preguntas deben recibirse en el plazo descrito en el artículo A10, a fin de disponer de tiempo suficiente para dar una respuesta. Las solicitudes de información que se reciban después de esa fecha no se responderán antes de la fecha límite.

**2.2** Para garantizar la coherencia y la calidad de la información proporcionada a los Licitadores, la asesora de contratación notificará, del mismo modo que esta solicitud de propuestas, cualquier información adicional en respuesta a consultas importantes recibidas sin revelar las fuentes de las solicitudes de información.

**2.3** Todas las solicitudes de información y demás comunicaciones con funcionarios públicos durante el periodo de la licitación deberán dirigirse ÚNICAMENTE a la asesora de contratación mencionada en el presente documento. El incumplimiento de esta condición durante el plazo de presentación de ofertas podrá (sólo por este motivo) dar lugar a la descalificación de su propuesta.

### **GI3 Mejoras sugeridas por el Licitador durante el periodo de licitación**

**3.1** En caso de que algún Licitador considere que las especificaciones o el Enunciado del Trabajo contenidos en esta solicitud de propuestas pueden mejorarse desde el punto de vista técnico o tecnológico, se le invita a hacer sugerencias, por escrito, a la asesora de contratación mencionada en este documento. El Licitador deberá exponer claramente las mejoras sugeridas, así como el motivo de la sugerencia. Se tendrán en cuenta las sugerencias que no restrinjan el nivel de competencia ni favorezcan a un Licitador en particular, siempre y cuando la asesora de contratación las reciba dentro del plazo descrito en el apartado A10 a fin de disponer de tiempo suficiente para dar una respuesta. Su Majestad se reserva el derecho de aceptar o rechazar cualquier sugerencia.

### **GI4 Gastos de preparación de la propuesta**

**4.1** Los gastos, incluidos los de viaje, en que incurra el Licitador en la preparación de su propuesta y/o la negociación (si procede) de cualquier contrato resultante serán responsabilidad exclusiva del Licitador y no serán reembolsados por Su Majestad.

### **GI5 Entrega de propuestas**

**5.1** Las propuestas y/o sus modificaciones sólo serán aceptadas por el Ministro si se reciben en la dirección indicada en el apartado A7, a más tardar en la fecha y hora límites especificadas en el apartado A7.

**5.2** Responsabilidad de la entrega de la propuesta: el Licitador es el único responsable de la recepción puntual de una propuesta por parte de Su Majestad y no puede transferir esta responsabilidad al Gobierno de Canadá. Su Majestad no asumirá responsabilidad alguna por las propuestas que se dirijan a una dirección de correo electrónico distinta de la estipulada en el apartado A7.

### **GI6 Validez de la propuesta**

**6.1** Toda propuesta deberá permanecer abierta para su aceptación durante un periodo no inferior a noventa (90) días civiles a partir de la fecha límite.

### **GI7 Derechos de Canadá**

**7.1** Su Majestad se reserva el derecho:

**7.1.1** a formular preguntas o realizar entrevistas con los Licitadores durante la evaluación, a costa de éstos, previa notificación por escrito con cuarenta y ocho (48) horas de antelación, para solicitar aclaraciones o verificar toda o parte de la información facilitada por el Licitador en relación con la presente solicitud de propuestas;

**7.1.2** a rechazar todas las propuestas recibidas en respuesta a esta solicitud de propuestas si no cumplen los objetivos de la solicitud dentro de los límites impuestos por las diferentes partes interesadas de Su Majestad;

**7.1.3** a aceptar total o parcialmente cualquier propuesta sin negociación previa;

**7.1.4** cancelar y/o volver a publicar esta solicitud de propuestas en cualquier momento;



- 7.1.5 a adjudicar uno o varios contratos, si procede;
- 7.1.6 a conservar todas las propuestas presentadas en respuesta a esta solicitud de propuestas;
- 7.1.7 a no aceptar ninguna variación con respecto a las condiciones establecidas;
- 7.1.8 a incorporar la totalidad o parte del Enunciado del Trabajo, la solicitud de propuestas y la propuesta seleccionada en cualquier contrato resultante; y
- 7.1.9 no adjudicar ningún contrato.

#### **GI8 Incapacidad de formalizar un contrato con el Gobierno**

- 8.1 Canadá podrá rechazar una propuesta cuando el Licitador, incluidos sus directivos, agentes y empleados, haya sido condenado por un delito tipificado en las siguientes disposiciones del *Código Penal*:
  - 8.1.1 Artículo 121, Fraudes contra el Gobierno;
  - 8.1.2 Artículo 124, Compra o venta de un cargo; o
  - 8.1.3 Artículo 418, Venta de suministros defectuosos a Su Majestad.  
(El apartado 3 del artículo 750 del *Código Penal* prohíbe a toda persona que haya sido condenada por este motivo ocupar un cargo público, contratar con el gobierno o beneficiarse de un contrato gubernamental).
- 8.2 Cuando Canadá tenga la intención de rechazar una propuesta de conformidad con una disposición del apartado 8.1, la asesora de contratación informará de ello al Licitador y le concederá un plazo de diez (10) días civiles para presentar alegaciones, antes de tomar una decisión definitiva sobre el rechazo de la propuesta.

#### **GI9 Gastos habidos**

- 9.1 No podrá imputarse a ningún Contrato resultante ningún gasto en el que se haya incurrido antes de recibir un Contrato firmado o una autorización escrita específica por parte de la asesora de contratación. Además, el Contratista no deberá realizar trabajos que excedan o estén fuera del ámbito de cualquier Contrato resultante sobre la base de solicitudes o instrucciones verbales o escritas de personal gubernamental que no sea la asesora de contratación. Se llama la atención del Licitador sobre el hecho de que la asesora de contratación es la única autoridad que puede comprometerse en nombre de Su Majestad a desembolsar los fondos para esta licitación.

#### **GI10 Propiedad de Su Majestad**

- 10.1 Toda la correspondencia, documentos e información facilitados al Ministro por cualquier Licitador en relación con esta licitación pasarán a ser propiedad de Su Majestad y podrán ser divulgados de conformidad con la Ley de Acceso a la Información (*Access to Information Act*) y la Ley de Protección de los Datos Personales (*Privacy Act*) del Gobierno Federal de Canadá.

#### **GI11 Derechos de los Licitadores no seleccionados**

- 11.1 Se recuerda a los Licitadores que todo el material presentado por ellos, ya sea en papel o en formato electrónico, incluidos los planos de diseño arquitectónico y de ingeniería, las especificaciones, las fotografías, etc., pasará a ser propiedad del Gobierno canadiense en el momento de la apertura de la propuesta por parte de los funcionarios canadienses. En consecuencia, este material no será devuelto a los Licitadores no seleccionados en este concurso. La conservación de dicha información por parte de Canadá es necesaria para garantizar que, en caso de una futura auditoría interna del proceso de licitación, o en caso de impugnación de este proceso de licitación por parte de uno de los Licitadores no seleccionados, todos los documentos presentados por los Licitadores competidores estén disponibles y no hayan sido manipulados. No obstante, todos los derechos de autor de dichos materiales seguirán perteneciendo, por supuesto, a los propietarios de los derechos de autor de los materiales presentados; Canadá garantiza a los Licitadores que en ningún momento utilizará dichos materiales para fines comerciales sin el consentimiento por escrito de los autores.

#### **GI12 Documentos justificativos de los precios**

- 12.1 En caso de que la oferta del Licitador sea la única propuesta conforme recibida, el Licitador deberá proporcionar, a petición del Ministro, uno o más de los siguientes documentos justificativos de los precios, si procede:
  - 12.1.1 una lista de precios publicada y actualizada en la que se indique el porcentaje de descuento disponible para el Ministro;
  - 12.1.2 copias de facturas pagadas por servicios similares prestados a otros clientes o por artículos similares (misma cantidad y calidad) vendidos a otros clientes;
  - 12.1.3 un desglose de precios que muestre el importe de la mano de obra directa, los materiales directos, los artículos comprados, los gastos generales de ingeniería e instalaciones, los gastos generales y administrativos, el transporte, etc., y los beneficios;
  - 12.1.4 certificación de precios o tarifas; y



12.1.5 cualquier otro justificante que solicite el Ministro.

### **GI13 Los Licitadores no deben favorecer sus intereses en este proyecto**

13.1 Los Licitadores no deben hacer ningún comentario público, responder a preguntas en un foro público ni llevar a cabo ninguna actividad para promover o anunciar públicamente su interés en este proyecto, salvo su respuesta a Su Majestad en virtud de esta solicitud de propuestas.

### **GI14 Aceptación de ofertas**

14.1 Los Licitadores deben cumplir y respetar las normas arquitectónicas y de diseño contenidas en la documentación de la licitación.

14.2 Los Licitadores deberán presentar en la sección TF2 una lista de subcontratistas que proponen utilizar en los trabajos. No se permitirá al Licitador seleccionado ninguna sustitución posterior en la lista de subcontratistas presentada, a menos que Su Majestad lo autorice previamente por escrito.

### **GI15 Firmas**

15.1 Al firmar el Formulario de licitación deben cumplirse los siguientes requisitos:

#### **15.1.1 Empresa**

Se consignarán las firmas de los firmantes autorizados y sus nombres y cargos se escribirán a máquina o con letra de imprenta.

#### **15.1.2 Asociación de colaboración**

Se consignarán las firmas de los socios y sus nombres se escribirán a máquina o con letra de imprenta. Si no firman todos los socios o si el firmante no es socio, deberá adjuntarse a la oferta una copia auténtica del acuerdo firmado por todos los socios autorizando a dicha persona o personas a firmar el documento en su nombre.

#### **15.1.3 Empresa individual**

Se consignará la firma del empresario individual y su nombre se escribirá a máquina o con letra de imprenta. En caso de que el firmante no sea el propietario único, deberá adjuntarse a la oferta una copia compulsada del acuerdo firmado por el propietario único autorizando a dicha persona o personas a firmar el documento.

#### **15.1.4 Empresa conjunta**

Se consignarán las firmas de los signatarios autorizados de cada miembro de la empresa conjunta y sus nombres y cargos se escribirán a máquina o con letra de imprenta. Cada uno de los firmantes participantes firmará el documento de la forma aplicable a la modalidad comercial particular, que se describe más concretamente en los apartados 15.1.1 a 15.1.3 anteriores.

### **GI16 Devolución de documentos**

16.1 Los Licitadores no seleccionados deberán, si así lo solicita la asesora de contratación, devolver todos los documentos de licitación (por ejemplo, planos de trabajo, especificaciones y listas de cantidades) intactos y en buen estado en un plazo de catorce (14) días civiles a partir de la notificación. Cualquier copia de los planos de trabajo, especificaciones y lista de cantidades deberá devolverse junto con los documentos originales de la licitación.

### **GI17 Interpretación**

17.1 En esta solicitud de propuestas, "Su Majestad", "el Ministro" o "Canadá" se refieren a Su Majestad el Rey en derecho de Canadá, representado por el Ministro de Asuntos Exteriores.

### **GI18 Aprobación de material alternativo**

18.1 La propuesta debe basarse en la utilización de materiales especificados por nombres comerciales o de fabricantes cuando así se especifique en el documento de licitación.

18.2 Se tendrán en cuenta alternativas a los materiales y equipos especificados por nombres comerciales o de fabricantes durante el periodo de licitación si se presentan por escrito a la asesora de contratación datos descriptivos completos sobre las alternativas propuestas, tal y como se especifica en el apartado A10. Consultas.

18.3 La asesora de contratación deberá aprobar por escrito cualquier material alternativo. Las alternativas aprobadas se incorporarán a las especificaciones mediante la emisión de adendas a los documentos de licitación.



**C. Condiciones contractuales**

**C1. Representante ministerial**

[La información se facilitará en el momento de la adjudicación del contrato].

**BORRADOR**  
**Contrato de Obras**

entre

**Su Majestad el Rey en derecho de Canadá**  
(en lo sucesivo, "Su Majestad"), representado por el Ministro de Asuntos Exteriores de Canadá (en lo sucesivo, "el Ministro")

y

[La información se facilitará en el momento de la adjudicación del contrato].  
(en lo sucesivo, el "Contratista")

para

Realización del Trabajo descrito en el Apéndice "A" - Enunciado del Trabajo.

<b>C2. Título</b> Servicios de pintura para la Embajada de Canadá en Santiago de Chile		
<b>C3. Período del Contrato</b> Inicio: fecha de adjudicación del contrato Final: 30 de junio de 2024		
<b>C4. Número de Contrato</b>	<b>C5. Número de proyecto:</b> G-STAGO-100	<b>C6. Fecha</b>
<b>C7. Documentos contractuales</b> 1. Condiciones Contractuales 2. Condiciones Complementarias (sección "I") 3. Condiciones de Pago (sección "II") 4. Condiciones Generales (sección "III") 5. Condiciones de Seguro (sección "IV") 6. Condiciones de la Garantía Contractual (sección "V") 7. Condiciones Laborales (sección "VI") 8. Enunciado del Trabajo (apéndice "A") 9. Lista de comprobación de los requisitos de seguridad (apéndice "B") 10. Propuesta del Contratista - Información que debe incluirse en el momento de la adjudicación del contrato En caso de discrepancias, incoherencias o ambigüedades en la redacción de estos documentos, prevalecerá el documento que aparezca en primer lugar en la lista anterior.		
<b>C8. Importe del Contrato</b> Su Majestad pagará al Contratista un precio firme de XX,XX \$. El importe: a. excluye el IVA sobre los productos (incluido el impuesto sobre bienes y servicios) que deberá pagar Su Majestad por el suministro del Trabajo; b. excluye el IVA sobre los insumos (incluido el impuesto sobre bienes y servicios) pagado por el Contratista a sus proveedores; c. incluye todos los demás derechos, costos e impuestos que el Contratista deba pagar para realizar el Trabajo; y d. se indica en moneda canadiense. Los pagos se efectuarán de conformidad con la sección "II" Condiciones de Pago.		
<b>C9. Seguro</b> El Contratista deberá proporcionar un seguro de responsabilidad civil general de 1 millón de dólares canadienses de conformidad con las Condiciones de Seguro (sección "IV").		
<b>C10. Garantía Contractual</b> No procede		
<b>C11. Anticipo de inicio</b> Su Majestad abonará un anticipo del 10 % del importe del contrato (C8) de conformidad con el apartado TP11 de las Condiciones de Pago (sección "II").		
<b>C12. Retención</b> Su Majestad aplicará una retención, tal y como se describe en el artículo TP4.4, del 10 % de todos los pagos a cuenta.		
<b>C13. Facturas</b> Deberá enviarse una copia al Representante Ministerial que muestre: a. el importe del pago a cuenta que se reclama por el Trabajo realizado satisfactoriamente; b. el importe de cualquier impuesto (incluido el IVA) calculado de conformidad con la legislación aplicable; c. la fecha; d. el nombre y la dirección del destinatario; e. descripción del Trabajo realizado; f. el nombre del proyecto; y g. el número de contrato.		
<b>C14. Derecho aplicable</b> Leyes vigentes en la provincia de Ontario, Canadá.		
<b>Por el Contratista</b>  Firma  Nombre, apellidos y cargo en letra de imprenta		<b>Sello del organismo</b>
<b>Por el Ministro</b>  Firma  Nombre, apellidos y cargo en letra de imprenta		
	Fecha	
	Fecha	



## Sección "I" – Condiciones complementarias

### SC1 Requisitos de seguridad

El Contratista NO retirará, sin la aprobación expresa por escrito del Representante Ministerial, ninguna información CLASIFICADA y/o PROTEGIDA del lugar de trabajo y se asegurará de que el personal del Contratista conozca y cumpla esta restricción.

El Contratista deberá estar escoltado en todo momento durante el proceso de instalación del mobiliario. Se prohíbe el acceso a determinadas zonas sin la presencia de un empleado canadiense designado o sin la presencia del Representante Ministerial. El Contratista es responsable de señalar los requisitos de seguridad del Contrato a sus subcontratistas y de asegurarse de que éstos los cumplen, si procede.

### SC2 Salud y seguridad

El Contratista deberá cumplir todos los requisitos de las leyes y reglamentos canadienses (federales, provinciales, municipales), extranjeros y locales aplicables en materia de medio ambiente, salud y seguridad. El Contratista debe seguir las medidas de prevención y control de infecciones del lugar de trabajo o establecidas por la misión canadiense (es decir, practicar el distanciamiento físico, lavarse las manos correctamente, evitar tocarse la cara con las manos sin lavar, etc.) y seguir los protocolos adecuados para completar el trabajo requerido, como utilizar el equipo adecuado y el equipo de protección personal según sea necesario. El Contratista es responsable de todos los costos asociados con el cumplimiento de las medidas de protección y cualquier otro costo relacionado con la salud y seguridad general de sus empleados y agentes.

### SC3 Disposiciones de integridad - Contrato

La Política de Inadmisibilidad y Suspensión de Concesión de Contratos (la "Política") y todas las directrices relacionadas incorporadas por referencia al anuncio de licitación en su fecha límite se incorporan al Contrato y forman parte vinculante del mismo. El Contratista debe cumplir con las disposiciones de la Política y de las directrices, que se pueden encontrar en el sitio web del Ministerio de Servicios Públicos y Aprovisionamiento de Canadá en [Ineligibility and Suspension Policy](#).





## Sección "II" - Condiciones de Pago

### TP1 Importes a pagar - Consideraciones generales

- 1.1 Sin perjuicio de cualesquiera otras disposiciones de este Contrato, Su Majestad pagará al Contratista, en los plazos y forma que se establecen a continuación:
- 1.1.1 el excedente de las cantidades descritas en la cláusula TP2; y
  - 1.1.2 el total de las cantidades descritas en la cláusula TP3;
- y el Contratista aceptará dicho importe como pago a plena satisfacción por todo lo suministrado y realizado por él con respecto al Trabajo al que se refiere el pago.
- 1.2 Sin perjuicio de cualesquiera otras disposiciones del presente Contrato, se entenderá por "días" los días civiles continuos, incluidos los fines de semana y los días festivos legales.

### TP2 Importe a pagar al Contratista

- 2.1 Las cantidades mencionadas en la cláusula TP1.1.1 son la suma de:
- 2.1.1 El importe del contrato a que se refiere la cláusula C8 de las Condiciones Contractuales; y
  - 2.1.2 Los importes que, en su caso, deban abonarse al Contratista en virtud de las Condiciones Generales.

### TP3 Importe a pagar a Su Majestad

- 3.1 Los importes mencionados en la cláusula TP1.1.2 son la suma de los importes que, en su caso, el Contratista deba pagar a Su Majestad en virtud del Contrato.
- 3.2 Al efectuar cualquier pago al Contratista, el hecho de que Su Majestad no deduzca una cantidad mencionada en la cláusula TP3.1 de una cantidad mencionada en la cláusula TP2 no constituirá una renuncia al derecho a hacerlo, ni una admisión de falta de derecho a hacerlo en cualquier pago posterior al Contratista.

### TP4 Fechas de los pagos

- 4.1 En estas Condiciones de pago:
- 4.1.1 El "periodo de pago" significa un periodo de treinta (30) días consecutivos o cualquier otro periodo más largo que se acuerde entre el Contratista y el Representante Ministerial;
  - 4.1.2 Un importe es "debido y pagadero" cuando es debido y pagadero por Su Majestad al Contratista según las cláusulas TP4.4, TP4.7 o TP4.10;
  - 4.1.3 Una cantidad está vencida cuando está impagada el primer día siguiente al día en que es debida y pagadera;
  - 4.1.4 Por "fecha de pago" se entiende la fecha del título negociable de una cantidad debida y pagadera por el Recaudador General de Canadá y entregada para su pago; y
  - 4.1.5 Por "tipo de interés bancario" se entiende el tipo de interés de descuento fijado por el Banco de Canadá en vigor a la apertura de las oficinas en la fecha de pago.

#### Pagos a cuenta

- 4.2 Al vencimiento de un período de pago, el Contratista entregará al Representante Ministerial, con respecto a ese período de pago, una solicitud de pago parcial por escrito en una forma aceptable para el Representante Ministerial, que describa completamente cualquier parte del Trabajo que se haya completado (incluyendo su porcentaje del Trabajo total), y cualquier material que se haya entregado en el lugar de Trabajo pero que no se haya incorporado al Trabajo, durante ese período de pago.
- 4.3 El Representante Ministerial, a más tardar diez días después de la recepción por su parte de una solicitud de pago parcial mencionada en la cláusula TP4.2:
- 4.3.1 Inspeccionará, o hará que se inspeccione, la parte del Trabajo y el material descritos en la solicitud de pago parcial; y
  - 4.3.2 Establecerá el valor de la parte del Trabajo y del material descrito en la solicitud de pago parcial que, en opinión del Representante Ministerial:
    - 4.3.2.1 esté de acuerdo con el Contrato, y
    - 4.3.2.2 no se pagó en ninguna otra solicitud de pago parcial relacionada con el Contrato.
- 4.4 Sin perjuicio de lo dispuesto en las cláusulas TP1 y TP4.5, Su Majestad pagará al Contratista, a más tardar treinta (30) días después de la recepción por parte del Representante Ministerial de la solicitud de pago



parcial a que se refiere la cláusula TP4.2, un importe igual al valor determinado en virtud de la cláusula TP4.3.2 menos una retención, tal y como se establece en la cláusula C12.

- 4.5** Es condición previa a la obligación de Su Majestad en virtud de la cláusula TP4.4 que el Contratista haya realizado y entregado al Representante Ministerial una declaración legal con respecto a una solicitud de pago parcial a la que se hace referencia en la cláusula TP4.2.
- 4.6** La declaración legal a que se refiere la cláusula TP4.5 contendrá una declaración del Contratista de que, hasta la fecha inmediatamente anterior a la última solicitud de pago parcial del Contratista, se han cumplido íntegramente todas las obligaciones legales del Contratista con respecto a los subcontratistas y proveedores de materiales en relación con el Trabajo en virtud del Contrato.

#### Certificado Provisional de Terminación

- 4.7** Sin perjuicio de lo dispuesto en las cláusulas TP1 y TP4.8, Su Majestad pagará al Contratista, a más tardar treinta (30) días después de la fecha de emisión del Certificado Provisional de Terminación a que se refiere la cláusula GC44.2, un importe igual al importe a que se refiere la cláusula TP1, menos la suma de:
- 4.7.1** Una cantidad igual a la estimación del Representante Ministerial del costo para Su Majestad de rectificar los defectos y deficiencias descritos en el Certificado Provisional de Terminación; y
- 4.7.2** Una cantidad igual al total de todos los pagos efectuados por Su Majestad en virtud de la cláusula TP4.4.
- 4.8** Es condición previa a la obligación de Su Majestad en virtud de la cláusula TP4.7 que el Contratista haya realizado y entregado al Representante Ministerial una declaración legal descrita en la cláusula TP4.9 con respecto al Certificado Provisional de Terminación al que se hace referencia en la cláusula GC44.2.
- 4.9** La declaración legal a que se refiere la cláusula TP4.8 contendrá una declaración del Contratista de que hasta la fecha del Certificado Provisional de Terminación el Contratista ha:
- 4.9.1** Cumplido todas sus obligaciones legales para con los subcontratistas y proveedores de materiales en relación con el Trabajo en virtud del Contrato; y
- 4.9.2** Cumplido con sus obligaciones a las que se refiere la cláusula GC14.6.

#### Certificado Final de Terminación

- 4.10** Sin perjuicio de lo dispuesto en las cláusulas TP1 y TP4.11, Su Majestad, a más tardar sesenta (60) días después de la fecha de emisión del Certificado Final de Terminación a que se refiere la cláusula GC44.1, pagará al Contratista el importe a que se refiere la cláusula TP1 menos la suma de todos los pagos que se hayan efectuado de conformidad con las cláusulas TP4.4 y TP4.7.
- 4.11** Es condición previa a la obligación de Su Majestad en virtud de la cláusula TP4.10 que el Contratista haya realizado y entregado al Representante Ministerial la declaración legal descrita en la cláusula TP4.12.
- 4.12** La declaración legal a que se refiere la cláusula TP4.11 contendrá, además de las declaraciones descritas en la cláusula TP4.9, una declaración del Contratista de que todas las obligaciones legales del Contratista y cualesquiera reclamaciones legales contra el Contratista derivadas de la ejecución del Contrato han sido cumplidas y satisfechas.

**TP5 El informe del estado del Trabajo y el pago correspondiente no son vinculantes para Su Majestad**  
Ni una solicitud de pago parcial mencionada en la cláusula TP4.3 ni ningún pago efectuado por Su Majestad en virtud de estas Condiciones de Pago se interpretará como una admisión por parte de Su Majestad de que el Trabajo, el material o cualquier parte del mismo está completo, es satisfactorio o conforme al Contrato.

#### **TP6 Retraso en los pagos**

- 6.1** No obstante lo dispuesto en la cláusula GC7, cualquier retraso por parte de Su Majestad en efectuar un pago a su vencimiento de conformidad con estas Condiciones de Pago no constituirá un incumplimiento del Contrato por parte de Su Majestad.
- 6.2** Su Majestad estará obligado a pagar al Contratista intereses simples al tipo de interés bancario medio, tal y como se define en la cláusula TP9.2.2, más un tres por ciento (3 %) anual sobre cualquier cantidad vencida, desde la fecha en que dicha cantidad haya vencido hasta el día anterior a la fecha de pago, inclusive. No se pagarán intereses por el pago a menos que el Contratista lo solicite después de que el pago haya vencido.
- 6.3** No se devengarán ni pagarán intereses a menos que el importe mencionado en la cláusula TP6.2 haya estado vencido durante más de los quince (15) días después de:



- 6.3.1 La fecha en que dicho importe se convirtió en debido y pagadero; o
- 6.3.2 La recepción por parte del Representante Ministerial de la declaración legal mencionada en las cláusulas TP4.5, TP4.8 o TP4.11; según cuál de estas dos circunstancias se produzca en último lugar, y
- 6.3.3 No se pagarán intereses por los anticipos vencidos, si los hubiere.

#### **TP7 Derecho de compensación**

- 7.1 Sin limitar ningún derecho de compensación o deducción otorgado o implícito por ley o en cualquier otra parte del Contrato, Su Majestad podrá compensar cualquier cantidad pagadera a Su Majestad por el Contratista en virtud de este Contrato o de cualquier contrato vigente con cualquier cantidad pagadera al Contratista en virtud de este Contrato.
- 7.2 A los efectos de la cláusula TP7.1, se entenderá por "contrato en vigor" un contrato entre Su Majestad y el Contratista:
  - 7.2.1 en virtud del cual el Contratista tenga una obligación no cumplida de realizar o suministrar trabajos, mano de obra o materiales; o
  - 7.2.2 con respecto al cual Su Majestad haya ejercido, desde la fecha en que se suscribieron las Condiciones Contractuales, cualquier derecho a retirar al Contratista el Trabajo objeto del Contrato.

#### **TP8 Pago en caso de rescisión**

Si el Contrato se rescinde de conformidad con la cláusula GC41, Su Majestad pagará al Contratista cualquier cantidad que sea legalmente debida y pagadera al Contratista tan pronto como sea factible dadas las circunstancias.

#### **TP9 Intereses sobre reclamaciones liquidadas**

- 9.1 Su Majestad pagará al Contratista intereses simples sobre el importe de una reclamación liquidada a un tipo medio del Banco de Canadá más un uno y cuarto por ciento (1,25 %) desde la fecha en que la reclamación liquidada estaba pendiente hasta el día anterior a la fecha de pago.
- 9.2 A efectos de la cláusula TP9.1:
  - 9.2.1 Se considerará que se ha liquidado una reclamación cuando el Representante Ministerial y el Contratista firmen un acuerdo por escrito en el que se establezca el importe de la reclamación que pagará Su Majestad y las partidas de trabajo por las que se abonará dicho importe.
  - 9.2.2 Por "tipo de interés bancario medio" se entiende el tipo de interés de descuento fijado por el Banco de Canadá en vigor al final de cada mes natural promediado durante el periodo en que la reclamación liquidada estuvo pendiente de pago.
  - 9.2.3 Una reclamación liquidada se considerará pendiente a partir del día inmediatamente posterior a la fecha en que dicha reclamación hubiera sido vencida y pagadera en virtud del Contrato de no haber sido impugnada.
  - 9.2.4 Una reclamación significa una cantidad en litigio sujeta a negociación entre Su Majestad y el Contratista en virtud del Contrato.

#### **TP10 Impuestos**

- 10.1 Si procede, el IVA o el impuesto canadiense sobre bienes y servicios (GST) se indicará por separado en todas las facturas y solicitudes de pago parcial del Trabajo realizado, y será abonado por Su Majestad. El Contratista se compromete a remitir a la Agencia Canadiense de Ingresos (Revenue Canada) cualquier impuesto GST adeudado.
- 10.2 El número de registro del Gobierno de Canadá a efectos del impuesto GST es 121491807.

#### **TP11 Anticipo de inicio**

- 11.1 Su Majestad hará un pago por adelantado, como préstamo sin intereses para el inicio del Trabajo, cuando el Contratista presente una factura y las garantías de conformidad con esta subcláusula. El anticipo total será el importe indicado en la cláusula C11 del Importe del Contrato definido en la cláusula C8.
- 11.2 Con respecto al Anticipo, el Contratista entregará al Representante Ministerial una reclamación por escrito en una forma aceptable para el Representante Ministerial, junto con una Garantía Contractual de conformidad con la Sección "V" - Condiciones de la Garantía Contractual y una garantía en cantidades y divisas iguales al Anticipo. La garantía será emitida por una entidad aprobada por Su Majestad.



- 11.3** El Contratista se asegurará de que la garantía sea válida y ejecutable hasta que se haya reembolsado el anticipo, pero su importe podrá reducirse progresivamente en función del importe reembolsado por el Contratista, tal como se indica en los Pagos a Cuenta. Si las condiciones de la garantía especifican su fecha de vencimiento y el anticipo no ha sido reembolsado en la fecha veintiocho (28) días anterior a la fecha de vencimiento, el Contratista prorrogará la validez de la garantía hasta que el anticipo haya sido reembolsado.
- 11.4** El anticipo se reembolsará mediante deducciones porcentuales en los pagos a cuenta. Las deducciones se efectuarán a la tasa de amortización del veinticinco por ciento (25 %) del importe de cada uno de los pagos a cuenta (excluidos los pagos anticipados y las deducciones y reembolsos de retención) en las divisas y proporciones del pago anticipado, hasta el momento en que éste haya sido reembolsado. Si el anticipo no ha sido reembolsado antes de la emisión del Certificado Provisional de Terminación o antes de la Terminación del Contrato, el Contratista deberá abonar la totalidad del saldo pendiente a Su Majestad.



## Sección "III" – Condiciones Generales

### GC1 Interpretación

- 1.1** En el Contrato:
- 1.1.1** Cuando se haga referencia a una parte del Contrato mediante números seguidos de letras, la referencia se entenderá hecha a la parte concreta del Contrato identificada por esa combinación de letras y números y a cualquier otra parte del Contrato a la que se haga referencia en ella;
  - 1.1.2** "Contrato" significa los documentos contractuales a los que se hace referencia en las Condiciones Contractuales;
  - 1.1.3** "Garantía Contractual" significa cualquier garantía dada por el Contratista a Su Majestad de conformidad con el Contrato;
  - 1.1.4** Por "días" se entienden los días civiles continuos, incluidos los fines de semana y los días festivos legales;
  - 1.1.5** "Representante Ministerial" significa el funcionario, empleado o persona encargado por Su Majestad que sea designado de conformidad con las Condiciones Contractuales e incluye a una persona especialmente autorizada por él para desempeñar, en su nombre, cualquiera de sus funciones en virtud del Contrato y que así sea designada por escrito al Contratista;
  - 1.1.6** "Antiguo Titular de un Cargo Público" significa un empleado de las categorías ejecutiva o de alta dirección que haya estado al servicio de la administración pública federal canadiense durante el periodo de un (1) año inmediatamente anterior a la fecha del presente Contrato;
  - 1.1.7** "Material" incluye todas las mercancías, artículos y cosas que el Contratista deba suministrar o que se deban suministrar al Contratista en virtud del Contrato para su incorporación al Trabajo;
  - 1.1.8** "Ministro" incluye a la persona que actúe en nombre del Ministro o, si el cargo está vacante, que lo sustituye, así como a sus sucesores en el cargo, y a sus representantes legítimos y a cualquiera de sus representantes nombrados a efectos del Contrato;
  - 1.1.9** El término "persona" incluye, salvo que el contexto indique otra cosa, las sociedades colectivas, las empresas individuales, las empresas conjuntas, los consorcios y las sociedades anónimas;
  - 1.1.10** "Instalaciones y bienes de equipo" incluye todos los animales, herramientas, aperos, maquinaria, vehículos, edificios, estructuras, equipos y mercancías, artículos y cosas que no forman parte del material, que sean necesarios para la debida ejecución del Contrato;
  - 1.1.11** "Subcontratista" significa una persona a la que el Contratista ha subcontratado, con sujeción a la cláusula GC4, la totalidad o parte del Trabajo;
  - 1.1.12** "Superintendente" significa el empleado del Contratista designado por éste para actuar de conformidad con la cláusula GC19;
  - 1.1.13** "Documentación técnica" significa diseños, informes, fotografías, estudios, dibujos, planos, especificaciones, programas informáticos, impresiones de ordenador, cálculos y otros datos, información y material, preparados, recopilados, computados, dibujados o producidos para el Trabajo; y
  - 1.1.14** "Trabajo" incluye, a reserva únicamente de cualquier estipulación expresa en contrario en el Contrato, todo lo que sea necesario hacer, suministrar o entregar por el Contratista para ejecutar el Contrato.
- 1.2** Los encabezamientos de los documentos contractuales, distintos de los Planos y Especificaciones, no forman parte del Contrato, y se incluyen únicamente para facilitar su consulta.
- 1.3** En la interpretación del Contrato, en caso de discrepancias o conflictos entre lo estipulado en los Planos y Especificaciones y las Condiciones Generales, prevalecerán las Condiciones Generales.
- 1.4** Las palabras que se refieren únicamente al singular incluyen también el plural, y viceversa, cuando el contexto lo requiera;
- 1.5** Los encabezamientos o notas del Contrato no se considerarán parte del mismo, ni se tendrán en cuenta en su interpretación;
- 1.6** "Los términos "en el presente", "por el presente", "en virtud del presente" y expresiones similares se refieren al Contrato en su conjunto y no a ninguna subdivisión o parte del mismo.
- 1.7** En la interpretación de los Planos y Especificaciones, en caso de discrepancias o conflictos entre:
- 1.7.1** Los Planos y las Especificaciones, prevalecen las Especificaciones;
  - 1.7.2** Los Planos, prevalecen los Planos dibujados con la escala mayor; y
  - 1.7.3** Las dimensiones cifradas y las dimensiones a escala, prevalecen las dimensiones cifradas.

### GC2 Sucesores y cesionarios

El Contrato se aplica en beneficio de las partes y de sus herederos legítimos, albaceas, administradores, sucesores



y cesionarios y compromete su responsabilidad.

### **GC3 Cesión de Contrato**

El Contratista no podrá ceder el Contrato, ni total ni parcialmente, sin el consentimiento por escrito del Ministro.

### **GC4 Subcontratación por el Contratista**

- 4.1** A reserva de lo dispuesto en esta condición general, el Contratista podrá subcontratar cualquier parte del Trabajo.
- 4.2** El Contratista notificará por escrito al Representante Ministerial su intención de subcontratar.
- 4.3** La notificación a la que se refiere la cláusula GC4.2 identificará la parte del Trabajo y el subcontratista con el que se pretende subcontratar.
- 4.4** El Representante Ministerial podrá oponerse a la subcontratación prevista notificándolo por escrito al Contratista en un plazo de seis (6) días a partir de la recepción por el Representante Ministerial de una notificación mencionada en la cláusula GC4.2.
- 4.5** Si el Representante Ministerial se opone a una subcontratación de conformidad con la cláusula GC4.4, el Contratista no suscribirá el subcontrato previsto.
- 4.6** El Contratista no podrá, sin el consentimiento escrito del Representante Ministerial, cambiar a un subcontratista que haya sido contratado por él de conformidad con esta condición general.
- 4.7** Todo subcontrato celebrado por el Contratista deberá adoptar todos los términos y condiciones del presente Contrato que sean de aplicación general.
- 4.8** Ni una subcontratación ni el consentimiento del Representante Ministerial a una subcontratación por parte del Contratista se interpretarán en el sentido de eximir al Contratista de cualquier obligación derivada del Contrato o de imponer responsabilidad alguna a Su Majestad.

### **GC5 Modificaciones**

Ninguna modificación o cambio en cualquiera de las disposiciones del Contrato tendrá validez ni surtirá efecto hasta que se plasme por escrito y sea firmada por ambas partes.

### **GC6 Ninguna obligación implícita**

- 6.1** Del Contrato no se derivarán cláusulas implícitas ni obligaciones de ningún tipo por parte de Su Majestad o en su nombre, y los pactos y acuerdos expresos contenidos en el mismo y realizados por Su Majestad son los únicos pactos y acuerdos en los que se basará cualquier derecho contra Su Majestad.
- 6.2** El Contrato sustituye a todas las comunicaciones, negociaciones y acuerdos, escritos u orales, relativos al Trabajo, realizados con anterioridad a la fecha del Contrato.

### **GC7 Respeto de los plazos**

Los plazos previstos en el Contrato son esenciales.

### **GC8 Indemnización por parte del Contratista**

- 8.1** El Contratista indemnizará y eximirá de toda responsabilidad a Su Majestad frente a todas las reclamaciones, demandas, pérdidas, costos, daños y perjuicios, acciones procesales, pleitos o procedimientos por quienquiera que se interpongan, entablen o procesen y de cualquier forma basados, derivados, relacionados, ocasionados o atribuibles a las actividades del Contratista, sus empleados, agentes, subcontratistas y subcontratistas en la ejecución del Trabajo, incluida una infracción o una supuesta infracción de una patente de invención o de cualquier otro tipo de propiedad intelectual.
- 8.2** A efectos de la cláusula GC8.1, "actividades" incluye cualquier acto realizado indebidamente, cualquier omisión de realizar un acto y cualquier retraso en la realización de un acto.

### **GC9 Indemnización por parte de Su Majestad**

- 9.1** Su Majestad, a reserva de la Ley de Responsabilidad Civil del Estado y el Contencioso Administrativo (*Crown Liability Act*), la Ley de Patentes (*Patent Act*) y cualquier otra ley que afecte a los derechos, poderes, privilegios u obligaciones de Su Majestad, indemnizará y mantendrá exento de toda responsabilidad al Contratista frente a todas las reclamaciones, demandas, pérdidas, costos, daños, acciones procesales, pleitos o procedimientos que se deriven de sus actividades en virtud del Contrato y que sean directamente atribuibles a:
  - 9.1.1** Un defecto real o presunto sobre el título de propiedad de Su Majestad del lugar de trabajo; o
  - 9.1.2** Una infracción o una supuesta infracción por parte del Contratista de cualquier patente de invención o



cualquier otro tipo de propiedad intelectual que se produzca mientras el Contratista estaba realizando cualquier acto a efectos del Contrato empleando un modelo, plano o diseño o cualquier otra cosa relacionada con el Trabajo que haya sido suministrado por Su Majestad al Contratista.

#### **GC10 Prohibición a los diputados de la Cámara de los Comunes de sacar provecho del Contrato**

Tal y como exige la Ley sobre el Parlamento de Canadá (*Parliament of Canada Act*), es condición expresa del Contrato que ningún miembro de la Cámara de los Comunes de Canadá sea admitido a ninguna acción o parte del Contrato ni a ningún beneficio derivado del mismo.

#### **GC11 Notificaciones**

- 11.1** Cualquier notificación, consentimiento, orden, decisión, directriz u otra comunicación, que no sea una notificación mencionada en la cláusula GC11.4, que pueda darse al Contratista en virtud del Contrato podrá darse de cualquier manera.
- 11.2** Cualquier notificación, consentimiento, orden, decisión, directriz u otra comunicación que deba realizarse por escrito a cualquiera de las partes en virtud del Contrato se considerará, con sujeción a lo dispuesto en la cláusula GC11.4, realizada de forma efectiva:
- 11.2.1** al Contratista, si se entrega personalmente al Contratista o al superintendente del Contratista, o se reenvía por correo, correo electrónico o fax al Contratista a la dirección establecida en las Condiciones Contractuales; o bien
- 11.2.2** a Su Majestad, si se entrega personalmente al Representante Ministerial, o se envía por correo, correo electrónico o fax al Representante Ministerial a la dirección indicada en la cláusula C1.
- 11.3** Cualquier notificación, consentimiento, orden, decisión, directriz u otra comunicación realizada de conformidad con la cláusula GC11.2 se considerará recibida por cualquiera de las partes:
- 11.3.1** Si se entrega personalmente, el día en que se entregó;
- 11.3.2** Si se envía por correo, el día de su recepción o el sexto (6º) día después de su envío, según lo que ocurra en primer lugar; y
- 11.3.3** Si se envía por correo electrónico o fax, veinticuatro (24) horas después de su transmisión.
- 11.4** Una notificación realizada en virtud de las cláusulas GC38.1.1, GC40 y GC41, si se entrega personalmente, se entregará al Contratista si éste actúa como empresario individual o, si el Contratista es una sociedad o corporación, a un directivo de la misma.

#### **GC12 Material, instalaciones, bienes de equipo y bienes inmuebles suministrados por Su Majestad**

- 12.1** Sin perjuicio de lo dispuesto en la cláusula GC12.2, el Contratista será responsable ante Su Majestad de cualquier pérdida o daño que sufran el material, las instalaciones y bienes de equipo o los bienes inmuebles suministrados o puestos bajo su cuidado, custodia y control por Su Majestad para su uso en relación con el Contrato, con independencia de que dicha pérdida o daño sea atribuible a causas ajenas al control del Contratista.
- 12.2** El Contratista no será responsable ante Su Majestad por ninguna pérdida o daño a los materiales, instalaciones y bienes de equipo o bienes inmuebles a que se refiere la cláusula GC12.1 si dicha pérdida o daño es consecuencia y directamente atribuible a un desgaste razonable.
- 12.3** El Contratista no utilizará ningún material, instalación, bien de equipo o bien inmueble a que se refiere la cláusula GC12.1 salvo para la ejecución del presente Contrato.
- 12.4** Si el Contratista no repara cualquier pérdida o daño por el que sea responsable en virtud de la cláusula GC12.1 dentro de un plazo razonable después de haber sido requerido para ello por el Representante Ministerial, el Representante Ministerial podrá hacer que la pérdida o daño sea reparado a expensas del Contratista, y el Contratista será entonces responsable ante Su Majestad por el importe del mismo y deberá, previa solicitud, pagar a Su Majestad una cantidad igual a dicho importe.
- 12.5** El Contratista mantendrá los registros de todos los materiales, instalaciones, bienes de equipo y bienes inmuebles a los que se hace referencia en la cláusula GC12.1 que el Representante Ministerial requiera oportunamente, y satisfará al Representante Ministerial, cuando éste lo solicite, en el sentido de que dichos materiales, instalaciones, bienes de equipo y bienes inmuebles se encuentran en el lugar y en las condiciones en que deberían estar.

#### **GC13 Material, instalaciones, bienes de equipo y bienes inmuebles convertidos en propiedad de Su Majestad**

- 13.1** A reserva de lo dispuesto en la cláusula GC14.7, todo el material y las instalaciones y bienes de equipo, así como los intereses del Contratista en todos los bienes inmuebles, licencias, facultades y privilegios adquiridos, utilizados o consumidos por el Contratista para el Contrato, pasarán a ser propiedad de Su Majestad a los efectos del Trabajo y seguirán siendo propiedad de Su Majestad:



- 13.1.1 En el caso del material, hasta que el Representante Ministerial indique que está convencido de que no será necesario para el Trabajo; y
- 13.1.2 En el caso de las instalaciones, bienes de equipo, bienes inmuebles, licencias, facultades y privilegios, hasta que el Representante Ministerial indique que está convencido de que el interés conferido a Su Majestad en los mismos ya no es necesario para los fines del Trabajo.
- 13.2 El material o las instalaciones y bienes de equipo que sean propiedad de Su Majestad en virtud de la cláusula GC13.1 no se retirarán del lugar de trabajo ni se utilizarán o desecharán excepto para los fines del Trabajo sin el consentimiento por escrito del Representante Ministerial.
- 13.3 Su Majestad no es responsable de la pérdida o daño por cualquier causa del material o instalaciones o bienes de equipo a que se refiere la cláusula GC13.1 y el Contratista es responsable de dicha pérdida o daño a pesar de que el material o instalaciones o bienes de equipo sean propiedad de Su Majestad.

#### **GC14 Permisos e impuestos a pagar**

- 14.1 En un plazo de quince (15) días a partir de la fecha del Contrato, el Contratista deberá presentar a una autoridad municipal una cantidad igual a todos los honorarios y tasas que serían legalmente pagaderos a dicha autoridad municipal en concepto de permisos de construcción como si el Trabajo estuviera siendo ejecutado para una persona distinta de Su Majestad.
  - 14.1.1 El Contratista será responsable de obtener y pagar todos los permisos necesarios para todo el Trabajo a realizar en virtud del Contrato. Deberá dar todos los avisos y cumplir todas las leyes, normas y reglamentos que afecten a la realización del Trabajo según los planos y especificaciones.
- 14.2 En un plazo de diez (10) días a partir de la presentación de una oferta de conformidad con la cláusula GC14.1, el Contratista notificará al Representante Ministerial su proceder y el importe ofertado, así como si la autoridad municipal ha aceptado o no dicho importe.
- 14.3 Si la autoridad municipal no acepta la cantidad ofertada de conformidad con la cláusula GC14.1, el Contratista pagará dicha cantidad a Su Majestad en un plazo de seis (6) días a partir del plazo estipulado en la cláusula GC14.2.
- 14.4 A los efectos de las cláusulas GC14.1 a GC14.3, por "autoridad municipal" se entenderá cualquier autoridad que tuviera jurisdicción sobre el permiso para realizar el Trabajo si el propietario no fuera Su Majestad.
- 14.5 El Contratista pagará todos y cada uno de los impuestos aplicables que se deriven o estén relacionados con la ejecución del Trabajo en virtud del Contrato. El Contratista también determinará el alcance de todas las exenciones que estén o puedan estar disponibles debido a la condición de Su Majestad como entidad soberana, y las solicitará. Cuando el Contratista adquiera bienes para su incorporación al Trabajo, a tales efectos, el Contratista será un agente de Su Majestad. Las exenciones disponibles se aplicarán en beneficio de Su Majestad. El Contratista deberá obtener y proporcionar documentación suficiente de las autoridades pertinentes sobre la disponibilidad de dichas exenciones.
- 14.6 En la ejecución del Trabajo objeto del Contrato, el Contratista deberá respetar todas las leyes vigentes en la jurisdicción local. En caso de que el Contratista no pague los derechos o impuestos exigibles en virtud de esas leyes, el Ministro, tras notificar por escrito al Contratista con siete (7) días de antelación su intención de hacerlo, tendrá derecho a pagar directamente los derechos o impuestos reclamados y a deducirlos de cualquier pago adeudado al Contratista.
- 14.7 A los efectos del pago de todos y cada uno de los impuestos aplicables o de la constitución de una garantía para el pago de todos y cada uno de los impuestos aplicables derivados de la ejecución del Trabajo o relacionados con él en virtud del Contrato, el Contratista, a pesar de que todo el material, instalaciones, bienes de equipo e intereses del Contratista en todos los bienes inmuebles, licencias, poderes y privilegios, hayan pasado a ser propiedad de Su Majestad después del momento de la compra, será responsable, como usuario o consumidor, del pago o de la prestación de garantía para el pago de todos y cada uno de los impuestos aplicables pagaderos, en el momento del uso o consumo de dicho material, instalaciones, bienes de equipo o intereses del Contratista de conformidad con la legislación pertinente.

#### **GC15 Realización del Trabajo bajo la dirección del Representante Ministerial**

El Contratista:

- 15.1.1 Permitirá al Representante Ministerial tener acceso al Trabajo y a su emplazamiento en todo momento durante la ejecución del Contrato;
- 15.1.2 Facilitará al Representante Ministerial la información que éste le solicite sobre la ejecución del Contrato; y
- 15.1.3 Prestará al Representante Ministerial toda la asistencia posible para que éste pueda cumplir con su obligación de velar por que el Trabajo se realice de conformidad con el Contrato, así como para cumplir





cualesquiera otras obligaciones y ejercer cualesquiera facultades especialmente impuestas o conferidas al Representante Ministerial en virtud del Contrato.

#### **GC16 Cooperación con otros contratistas**

- 16.1** Cuando, a juicio del Representante Ministerial, sea necesario que otros contratistas o trabajadores, con o sin instalaciones, bienes de equipo y material, sean enviados al Trabajo o a su emplazamiento, el Contratista deberá, a satisfacción del Representante Ministerial, permitirles el acceso y cooperar con ellos en el cumplimiento de sus deberes y obligaciones.
- 16.2** Si:
- 16.2.1** el envío al Trabajo o a su emplazamiento de otros contratistas o trabajadores conforme a la cláusula GC16.1 no podía haber sido previsto o anticipado de forma razonable por el Contratista al celebrar el Contrato;
  - 16.2.2** el Contratista incurre, a juicio del Representante Ministerial, en gastos extraordinarios para cumplir con la cláusula GC16.1; y
  - 16.2.3** el Contratista ha notificado por escrito al Representante Ministerial su reclamación por el gasto extra a que se refiere la cláusula GC16.2.2 en un plazo de treinta (30) días a partir de la fecha en que los otros contratistas o trabajadores fueron enviados al Trabajo o a su emplazamiento;
- 16.3** Su Majestad pagará al Contratista el costo de la mano de obra, instalaciones, bienes de equipo y materiales adicionales, calculado de acuerdo con las cláusulas GC48 a GC50, en que se haya incurrido necesariamente.

#### **GC17 Verificación del Trabajo**

- 17.1** Si, en cualquier momento después del inicio del Trabajo, pero antes de la expiración del periodo de garantía, el Representante Ministerial tiene motivos para creer que el Trabajo o cualquier parte del mismo no se ha realizado de conformidad con el Contrato, el Representante Ministerial podrá hacer que dicho Trabajo sea verificado por un experto de su elección.
- 17.2** Si, como resultado de la verificación del Trabajo a que se refiere la cláusula GC17.1, se establece que el Trabajo no fue ejecutado de acuerdo con el Contrato, el Contratista pagará a Su Majestad, previa solicitud, todos los costos y gastos razonables en que incurrió Su Majestad para que se realizara dicha verificación, además de los derechos y recursos legales o de equidad de Su Majestad en virtud del Contrato y sin limitarlos o afectarlos de otro modo.

#### **GC18 Limpieza del lugar del Trabajo**

- 18.1** El Contratista mantendrá el Trabajo y su emplazamiento en un estado ordenado y libre de acumulación de material de desecho y escombros, de acuerdo con las indicaciones del Representante Ministerial.
- 18.2** Antes de la emisión del Certificado Provisional de Terminación a que se refiere la cláusula GC44.2, el Contratista retirará todas las instalaciones, bienes de equipo y materiales que no sean necesarios para la ejecución del Trabajo restante, así como todo el material de desecho y otros escombros, y hará que el Trabajo y su emplazamiento queden limpios y aptos para ser ocupados por los funcionarios de Su Majestad, a menos que se estipule otra cosa en el Contrato.
- 18.3** Antes de la emisión del Certificado Final de Terminación a que se refiere la cláusula GC44.1, el Contratista retirará del Trabajo y de su emplazamiento todas las instalaciones, bienes de equipo y materiales sobrantes, así como cualquier material de desecho y otros escombros.
- 18.4** Las obligaciones del Contratista descritas en las cláusulas GC18.1 a GC18.3 no se extienden a los materiales de desecho y otros escombros causados por los funcionarios o contratistas de Su Majestad y los trabajadores a que se refiere la cláusula GC16.1

#### **GC19 Superintendente del Contratista**

- 19.1** El Contratista designará un superintendente inmediatamente después de la adjudicación del Contrato.
- 19.2** El Contratista notificará inmediatamente al Representante Ministerial el nombre, dirección y número de teléfono del superintendente designado de conformidad con la cláusula GC19.1.
- 19.3** El superintendente designado de conformidad con la cláusula GC19.1 estará a cargo totalmente de las operaciones del Contratista en la ejecución del Trabajo y está autorizado a aceptar cualquier notificación, consentimiento, orden, directriz, decisión u otra comunicación en nombre del Contratista que le sea entregada en virtud del Contrato.
- 19.4** Hasta la terminación del Trabajo, el Contratista mantendrá un superintendente competente en el lugar de trabajo durante las horas de trabajo.
- 19.5** A petición del Representante Ministerial, el Contratista destituirá a cualquier superintendente que, en opinión del



Representante Ministerial, sea incompetente o se haya comportado incorrectamente, y designará inmediatamente a otro superintendente que sea aceptable para el Representante Ministerial.

**19.6** De acuerdo con la cláusula GC19.5, el Contratista no podrá sustituir a un superintendente sin el consentimiento por escrito del Representante Ministerial.

**19.7** El incumplimiento por parte del Contratista de la cláusula GC19.6 faculta al Representante Ministerial a negarse a expedir cualquier certificado a que se refiere la cláusula GC44 hasta que el superintendente haya regresado al lugar de trabajo o haya sido sustituido por otro superintendente que sea aceptable para el Representante Ministerial.

## **GC20 Seguridad Nacional**

**20.1** Si el Ministro opina que las características del Trabajo ponen en peligro la seguridad nacional de Canadá, podrá ordenar al Contratista que:

**20.1.1** Le facilite cualquier información relativa a las personas que emplee o vaya a emplear a efectos del Contrato.

**20.1.2** Retire a cualquier persona del Trabajo y de su emplazamiento si, en opinión del Ministro, dicha persona puede suponer un riesgo para la seguridad nacional.

**20.2** El Contratista deberá, en todos los contratos con personas que vayan a ser empleadas en la ejecución del Contrato, prever el cumplimiento por su parte de cualquier obligación que pueda imponérsele en virtud de las cláusulas GC19 a GC21.

**20.3** El Contratista deberá cumplir las órdenes del Ministro dadas de conformidad con la cláusula GC20.1.

## **GC21 Trabajadores inadecuados**

A petición del Representante Ministerial, el Contratista destituirá a cualquier persona empleada por él para los fines del Contrato que, en opinión del Representante Ministerial, sea incompetente o se haya comportado incorrectamente, y el Contratista no permitirá que una persona que haya sido destituida regrese al lugar de trabajo.

## **GC22 Aumento o disminución de los costos**

**22.1** El importe establecido en las Condiciones Contractuales no se incrementará ni disminuirá por razón de cualquier aumento o disminución del costo del Trabajo que se produzca por un aumento o disminución del costo de la mano de obra, instalaciones, bienes de equipo materiales o por cualquier ajuste salarial.

**22.2** No obstante lo dispuesto en las cláusulas GC22.1 y GC35, un importe establecido en las Condiciones Contractuales se ajustará en la forma prevista en la cláusula GC22.3, si se produce algún cambio en un impuesto establecido en virtud de cualquier legislación fiscal sobre ventas aplicable en virtud de la legislación reguladora del presente Contrato relativa a la compra de bienes muebles tangibles que vayan a incorporarse a los bienes raíces, cuando se den las siguientes condiciones:

**22.2.1** El cambio en cuestión se produce después de la fecha de presentación por el Contratista de su oferta para el Contrato;

**22.2.2** El cambio se aplica al material; y

**22.2.3** El cambio afecta al costo del material por parte del Contratista.

**22.3** Si se produce un cambio al que se hace referencia en la cláusula GC22.2, el importe correspondiente establecido en las Condiciones Contractuales se aumentará o reducirá en una cantidad igual a la que se establezca mediante un examen de los registros pertinentes del Contratista a los que se hace referencia en la cláusula GC51 como el aumento o la reducción del costo incurrido que sea directamente atribuible a dicho cambio.

**22.4** A efectos de lo dispuesto en la cláusula GC22.2, cuando se modifique un impuesto después de la fecha de presentación de la oferta, pero las autoridades fiscales locales competentes hayan notificado públicamente la modificación antes de dicha fecha, se considerará que la modificación se ha producido antes de la fecha de presentación de la oferta.

## **GC23 Mano de obra y material**

**23.1** El Contratista aplicará en todo momento una estricta disciplina y buen orden entre sus empleados, consultores profesionales y subcontratistas y no empleará en el Trabajo a ninguna persona no apta ni a nadie no capacitado para el Trabajo que se le asigne.

**23.2** El Contratista garantiza que todos los materiales y mano de obra que suministre serán de una calidad acorde con las especificaciones del Contrato.

## **GC24 Protección del Trabajo y los Documentos**



- 24.1** El Contratista custodiará o protegerá de otro modo el Trabajo y su emplazamiento, y protegerá el Contrato, las especificaciones, los planos, los dibujos, la información, el material, las instalaciones, los bienes de equipo y los bienes inmuebles, hayan sido o no suministrados por Su Majestad al Contratista, contra pérdidas o daños por cualquier causa, y no los utilizará, expedirá, divulgará o dispondrá de ellos sin el consentimiento por escrito del Ministro, salvo en la medida en que sea esencial para la ejecución del Trabajo.
- 24.2** Si cualquier documento o información entregada o comunicada al Contratista tiene asignada una calificación de seguridad por la persona que la entregó o comunicó, el Contratista tomará todas las medidas que le indique el Representante Ministerial para garantizar el mantenimiento del grado de seguridad que se atribuya a dicha calificación.
- 24.3** El Contratista proporcionará todas las instalaciones necesarias para mantener la seguridad y ayudará a cualquier persona autorizada por el Ministro a inspeccionar o tomar medidas de seguridad con respecto al Trabajo y su emplazamiento.
- 24.4** El Representante Ministerial podrá ordenar al Contratista que haga las cosas y realice el Trabajo adicional que el Representante Ministerial considere razonable y necesario para garantizar el cumplimiento o subsanar un incumplimiento de las cláusulas GC24.1 a GC24.3.

### **GC25 Ceremonias públicas y carteles**

- 25.1** El Contratista no permitirá ninguna ceremonia pública en relación con el Trabajo sin el consentimiento previo por escrito del Representante Ministerial.
- 25.2** El Contratista no erigirá ni permitirá la erección de ningún cartel o publicidad en el Trabajo o en su emplazamiento sin el consentimiento previo por escrito del Representante Ministerial.

### **GC26 Precauciones contra daños, violación de derechos, incendios y otros peligros**

- 26.1** El Contratista hará, asumiendo los gastos, todo lo necesario para garantizar que:
- 26.1.1** Ninguna persona, propiedad, derecho, servidumbre o privilegio sea lesionado, dañado o infringido a causa de las actividades del Contratista en la ejecución del Contrato;
- 26.1.2** El tráfico peatonal y de otro tipo en cualquier vía pública o privada o vía fluvial no se vea indebidamente obstaculizado, interrumpido o puesto en peligro por la realización del Trabajo o por la presencia de instalaciones y bienes de equipo;
- 26.1.3** Se eliminen los riesgos de incendio en el Trabajo o su emplazamiento e inmediaciones y, sin perjuicio de las instrucciones que pueda dar el Representante Ministerial, se extinga con prontitud cualquier incendio;
- 26.1.4** No se vea amenazada la salud y la seguridad de todas las personas empleadas en la realización del Trabajo por el método o los medios de su ejecución;
- 26.1.5** Todas las personas empleadas en el Trabajo o en su emplazamiento dispongan de servicios médicos adecuados en todo momento durante la ejecución del Trabajo;
- 26.1.6** Se adopten medidas sanitarias adecuadas en relación con el Trabajo y su emplazamiento; y
- 26.1.7** Todas los jalones, boyas y marcas colocadas en el Trabajo o en su emplazamiento por o bajo la autoridad del Representante Ministerial están protegidos y no son retirados, desfigurados, alterados o destruidos.
- 26.2** El Representante Ministerial podrá ordenar al Contratista que haga las cosas y realice el Trabajo adicional que el Representante Ministerial considere razonable y necesario para garantizar el cumplimiento o subsanar un incumplimiento de la cláusula GC26.1.
- 26.3** El Contratista cumplirá cualquier orden del Representante Ministerial dada de conformidad con la cláusula GC26.2 y asumirá los gastos correspondientes.

### **GC27 Seguros**

- 27.1** El Contratista deberá, a sus expensas, obtener y mantener contratos de seguro con respecto al Trabajo y deberá proporcionar pruebas de ello al Representante Ministerial de acuerdo con los requisitos de las Condiciones de Seguro de la sección "IV".
- 27.2** Los contratos de seguro a los que se refiere la cláusula GC27.1 deberán:
- 27.2.1** estar en la forma y naturaleza, en sus importes, periodos y condiciones que se especifican en las Condiciones de Seguro de la sección "IV"; y
- 27.2.2** Prever el pago de las reclamaciones en virtud de dichos contratos de seguro de conformidad con la cláusula GC28.

### **GC28 Beneficio del seguro**

- 28.1** En el caso de una reclamación pagadera en virtud de un contrato de seguro de riesgo de construcción/instalación



- (todo riesgo) suscrito por el Contratista de conformidad con la cláusula GC27, el beneficio de la reclamación se pagará directamente a Su Majestad, y:
- 28.1.1** el dinero así pagado quedará en poder de Su Majestad para los fines del Contrato; o
  - 28.1.2** Si Su Majestad decide conservar las cantidades abonadas, se le entregarán a Su Majestad de forma absoluta.
- 28.2** En el caso de una reclamación pagadera en virtud de un contrato de seguro de responsabilidad civil general suscrito por el Contratista de conformidad con la cláusula GC27, el beneficio de la reclamación será abonado por el asegurador directamente al reclamante.
- 28.3** Si se hace una elección de conformidad con la cláusula GC28.1, el Ministro podrá ordenar que se realice una auditoría de las cuentas del Contratista y de Su Majestad con respecto a la parte del Trabajo que se perdió, dañó o destruyó con el fin de establecer la diferencia, si la hubiere, entre:
- 28.3.1** el importe total de las pérdidas o daños sufridos o experimentados por Su Majestad, incluidos los costos incurridos en relación con los trabajos de recogida y limpieza del Trabajo y su emplazamiento y cualquier otra cantidad que el Contratista deba pagar a Su Majestad en virtud del Contrato, menos cualquier cantidad retenida de conformidad con la cláusula GC28.1.2; y
  - 28.3.2** La suma de los importes pagaderos por Su Majestad al Contratista en virtud del Contrato hasta la fecha del siniestro.
- 28.4** Una diferencia que se establezca de conformidad con la cláusula GC28.3 deberá ser abonada inmediatamente por la parte que la auditoría determine que es el deudor a la parte que la auditoría determine que es el acreedor.
- 28.5** Cuando se haya efectuado el pago de una deficiencia de conformidad con la cláusula GC28.4, todos los derechos y obligaciones de Su Majestad y del Contratista en virtud del Contrato se considerarán satisfechos y liquidados, únicamente con respecto a la parte del Trabajo que haya sido objeto de la auditoría a que se refiere la cláusula GC28.3.
- 28.6** Si no se hace una elección de conformidad con la cláusula GC28.1.2, el Contratista, a reserva de lo dispuesto en la cláusula GC28.7, despejará y limpiará el Trabajo y su emplazamiento y restaurará y repondrá la parte del Trabajo que se haya perdido, dañado o destruido a su propia costa como si esa parte del Trabajo no se hubiera ejecutado todavía.
- 28.7** Cuando el Contratista despeje y limpie el Trabajo y su emplazamiento y restaure y reponga el Trabajo a que se refiere la cláusula GC28.6, Su Majestad le pagará con cargo a los fondos a que se refiere la cláusula GC28.1 hasta donde alcancen.
- 28.8** A reserva de lo dispuesto en la cláusula GC28.7, el pago por Su Majestad en virtud de la cláusula GC28.7 se efectuará de conformidad con el Contrato, pero el importe de cada pago será del cien por cien (100 %) de la cantidad reclamada, sin perjuicio de lo dispuesto en la cláusula TP4.4.

## **GC29 Garantía Contractual**

- 29.1** El Contratista obtendrá y entregará la garantía del contrato al Representante Ministerial de conformidad con lo dispuesto en el documento adjunto al presente, marcado con la sección "V" y titulado Condiciones de la Garantía Contractual.
- 29.2** Si la totalidad o una parte de la garantía contractual a la que se refiere la cláusula GC29.1 consiste en un depósito de garantía, se mantendrá y se dispondrá de él de conformidad con las cláusulas GC43 y GC45.
- 29.3** Si una parte de la garantía contractual a que se refiere la cláusula GC29.1 consiste en una fianza de pago de mano de obra y materiales, el Contratista deberá depositar una copia de dicha fianza en el lugar del trabajo.

## **GC30 Cambios en el Trabajo**

- 30.1** Sin perjuicio de lo dispuesto en la cláusula GC5, el Representante Ministerial podrá, en cualquier momento antes de expedir el Certificado Final de Terminación:
- 30.1.1** Encargar trabajos o materiales adicionales a los previstos en los planos y especificaciones; y
  - 30.1.2** Suprimir o cambiar las dimensiones, el carácter, la cantidad, la calidad, la descripción, la ubicación o la posición de la totalidad o de cualquier parte del Trabajo o del material previsto en los planos y especificaciones o en cualquier pedido realizado de conformidad con la cláusula GC30.1.1, si dicho Trabajo o material adicional, supresión o cambio es, en su opinión, coherente con la intención general del Contrato original.
- 30.2** El Contratista ejecutará el Trabajo de acuerdo con las órdenes, supresiones y cambios que sean realizados oportunamente por el Representante Ministerial de conformidad con la cláusula GC30.1, como si hubieran aparecido y formado parte de los planos y especificaciones.
- 30.3** El Representante Ministerial determinará si algo hecho u omitido por el Contratista en virtud de una orden,



- 30.4 supresión o cambio a que se refiere la cláusula GC30.1 incrementó o disminuyó el costo del Trabajo al Contratista. Si el Representante Ministerial determina, de conformidad con la cláusula GC30.3, que el costo del Trabajo para el Contratista se ha incrementado, Su Majestad pagará al Contratista el costo incrementado que el Contratista haya sufrido necesariamente por el Trabajo adicional calculado de conformidad con las cláusulas GC49 o GC50.
- 30.5 Si el Representante Ministerial determina, de conformidad con la cláusula GC30.3, que el costo del Trabajo para el Contratista ha disminuido, Su Majestad reducirá la cantidad pagadera al Contratista en virtud del contrato en una cantidad igual a la disminución del costo causada por la supresión o cambio a que se refiere la cláusula GC30.1.2 y calculada de conformidad con la cláusula GC49.
- 30.6 Las cláusulas GC30.3 a GC30.5 sólo son aplicables a un contrato o parte de un contrato para el que se haya estipulado un acuerdo de precio fijo en el Contrato.
- 30.7 Las órdenes, supresiones o modificaciones a que se refiere la cláusula GC30.1 deberán constar por escrito, estar firmadas por el Representante Ministerial y entregarse al Contratista de conformidad con la cláusula GC11.

### **GC31 Interpretación del contrato por el Representante Ministerial**

- 31.1 Si, en cualquier momento antes de que el Representante Ministerial haya emitido el Certificado Final de Terminación a que se refiere la cláusula GC44.1, surge cualquier duda entre las partes sobre si se ha hecho algo según lo exigido por el Contrato o sobre lo que el Contratista está obligado a hacer en virtud del Contrato y, en particular, pero sin limitar el carácter general de lo anterior, sobre:
- 31.1.1 el significado de cualquier elemento de los planos y especificaciones;
  - 31.1.2 el significado que deba darse a los planos y especificaciones en caso de error, omisión, imprecisión o discrepancia en su redacción o intención;
  - 31.1.3 si la calidad o cantidad de cualquier material o mano de obra suministrado o propuesto para ser suministrado por el Contratista cumple o no los requisitos del Contrato;
  - 31.1.4 si el Trabajo y la ejecución del Contrato son adecuados para garantizar que el Trabajo se realizará de conformidad con el Contrato y que el Contrato se ejecutará de acuerdo con sus términos;
  - 31.1.5 La cantidad de cualquier tipo de Trabajo que ha sido completada por el Contratista; o
  - 31.1.6 el calendario y la programación de las distintas etapas de ejecución del Trabajo, la cuestión será resuelta por el Representante Ministerial, cuya decisión será definitiva y concluyente con respecto al Trabajo.
- 31.2 El Contratista ejecutará el Trabajo de acuerdo con cualquier decisión del Representante Ministerial que se tome en virtud de la cláusula GC31.1 y de acuerdo con cualquier instrucción consiguiente dada por el Representante Ministerial.

### **GC32 Garantía y subsanación de defectos en el Trabajo**

- 32.1 Sin perjuicio de cualquier garantía implícita o impuesta por la ley o contenida en los documentos contractuales, el Contratista deberá, a sus expensas:
- 32.1.1 Rectificar y subsanar cualquier defecto o fallo que aparezca en el Trabajo o que llegue a conocimiento del Ministro con respecto a aquellas partes del Trabajo aceptadas en relación con el Certificado Provisional de Terminación a que se refiere la cláusula GC44.2 en el plazo de doce (12) meses a partir de la fecha del Certificado Provisional de Terminación; y
  - 32.1.2 Rectificar y subsanar cualquier defecto o fallo que aparezca o llegue a conocimiento del Ministro en relación con las partes del Trabajo descritas en el Certificado Provisional de Terminación a que se refiere la cláusula GC44.2 en el plazo de doce (12) meses a partir de la fecha del Certificado Final de Terminación a que se refiere la cláusula GC44.1.
- 32.2 El Representante Ministerial podrá ordenar al Contratista que rectifique y repare cualquier defecto o fallo mencionado en la cláusula GC32.1 o cubierto por cualquier otra garantía expresa o implícita.
- 32.3 Las instrucciones a que se refiere la cláusula GC32.2 se harán por escrito, podrán incluir una estipulación con respecto al plazo dentro del cual el Contratista deberá rectificar y subsanar un defecto o fallo, y se darán al Contratista de conformidad con la cláusula GC11.
- 32.4 El Contratista deberá rectificar y subsanar cualquier defecto o fallo descrito en una instrucción dada de conformidad con la cláusula GC32.2 en el plazo estipulado en la misma.

### **GC33 Incumplimiento por parte del Contratista**

- 33.1 Si el Contratista incumple cualquier decisión o instrucción dada por el Representante Ministerial de conformidad con las cláusulas GC18, GC24, GC26, GC31 o GC32, el Representante Ministerial podrá emplear los métodos que considere convenientes para hacer lo que el Contratista ha incumplido.



**33.2** El Contratista pagará a Su Majestad, previa petición, una cantidad igual a la suma de todos los costos, gastos y daños incurridos o sufridos por Su Majestad a causa del incumplimiento por parte del Contratista de cualquier decisión o instrucción mencionada en la cláusula GC33.1, incluyendo el costo de cualquier método empleado por el Representante Ministerial de conformidad con la cláusula GC33.1.

**GC34 Objeción de las decisiones del Representante Ministerial**

**34.1** El Contratista podrá, en un plazo de diez (10) días a partir de la comunicación de cualquier decisión o instrucción a que se hace referencia en las cláusulas GC30.3 o GC33.1, impugnar dicha decisión o instrucción.

**34.2** La objeción a que se refiere la cláusula GC34.1 deberá presentarse por escrito, contener todos los motivos de la misma, estar firmada por el Contratista y entregarse a Su Majestad a través del Representante Ministerial.

**34.3** Si el Contratista presenta una objeción de conformidad con la cláusula GC34.2, cualquier cumplimiento por parte del Contratista de la decisión o instrucción que haya sido objetada no se interpretará como una admisión por parte del Contratista de la corrección de dicha decisión o instrucción, ni impedirá al Contratista tomar cualquier medida que considere apropiada en las circunstancias.

**34.4** La presentación de una objeción por parte del Contratista de conformidad con la cláusula GC34.2 no le eximirá de cumplir la decisión o instrucción objeto de la objeción.

**34.5** A reserva de lo dispuesto en la cláusula GC34.6, el Contratista tomará las medidas a que se refiere la cláusula GC34.3 en el plazo de tres (3) meses a partir de la fecha en que se emita el Certificado Final de Terminación de acuerdo con la cláusula GC44.1, y no después.

**34.6** El Contratista emprenderá cualquier acción a la que se hace referencia en la cláusula GC34.3 resultante de una instrucción en virtud de la cláusula GC32 en el plazo de tres (3) meses tras la expiración de un periodo de garantía y no después.

**34.7** A reserva de lo dispuesto en la cláusula GC34.8, si Su Majestad determina que la objeción del Contratista está justificada, Su Majestad pagará al Contratista el costo de la mano de obra, instalaciones y materiales adicionales en que haya incurrido necesariamente el Contratista para llevar a cabo la decisión o instrucción objetada.

**34.8** Los costos a los que se hace referencia en la cláusula GC34.7 se calcularán de conformidad con las cláusulas GC48 a GC50.

**GC35 Cambios en las condiciones del suelo y negligencia o retraso de Su Majestad**

**35.1** A reserva de lo dispuesto en la cláusula GC35.2, Su Majestad no efectuará pago alguno al Contratista, salvo los expresamente estipulados en el contrato, en concepto de gastos extraordinarios o pérdidas o daños sufridos por el Contratista.

**35.2** Si el Contratista incurre o sufre cualquier gasto extra o cualquier pérdida o daño que sea directamente atribuible a:

**35.2.1** una diferencia sustancial entre la información relativa a las condiciones del suelo en el lugar de trabajo que figura en los planos y especificaciones u otros documentos suministrados al Contratista para su uso en la preparación de su oferta o una suposición razonable de hecho basada en ellos hecha por el Contratista, y las condiciones reales del suelo encontradas por el Contratista en el lugar de trabajo durante la ejecución del Contrato; o

**35.2.2** Cualquier negligencia o retraso que se produzca después de la fecha del Contrato por parte de Su Majestad en el suministro de cualquier información o en la realización de cualquier acto que el Contrato obligue a Su Majestad a hacer o que normalmente haría un propietario de acuerdo con los usos del comercio, deberá, en el plazo de diez (10) días a partir de la fecha en que se encontraron las condiciones reales del suelo descritas en la cláusula GC35.2.1 o en que se produjo la negligencia o retraso descritos en la cláusula GC35.2.2, notificar por escrito al Representante Ministerial su intención de reclamar ese gasto adicional o esa pérdida o daño.

**35.3** Cuando el Contratista haya efectuado la notificación a que se refiere la cláusula GC35.2, deberá presentar al Representante Ministerial una reclamación por escrito por gastos extraordinarios o pérdidas o daños en un plazo de treinta (30) días a partir de la fecha en que se emita el Certificado Final de Terminación a que se refiere la cláusula GC44.1 y no después.

**35.4** La reclamación escrita a que se refiere la cláusula GC35.3 contendrá una descripción suficiente de los hechos y circunstancias del suceso objeto de la reclamación para que el Representante Ministerial pueda determinar si la reclamación está o no justificada, y el Contratista facilitará la información adicional y de otro tipo que el Representante Ministerial requiera ocasionalmente a tal efecto.

**35.5** Si el Representante Ministerial determina que una reclamación a la que se hace referencia en la cláusula GC35.3 está justificada, Su Majestad efectuará un pago extra al Contratista por un importe que se calculará de acuerdo



con las cláusulas GC47 a GC50.

- 35.6** Si, en opinión del Representante Ministerial, un suceso descrito en la cláusula GC35.2.1 da lugar a un ahorro de gastos por parte del Contratista en la ejecución del Contrato, el importe establecido en las Condiciones Contractuales se reducirá, con sujeción a lo dispuesto en la cláusula GC35.7, en una cantidad igual al ahorro.
- 35.7** El importe del ahorro a que se refiere la cláusula GC35.6 se determinará de conformidad con las cláusulas GC47 a GC49.
- 35.8** Si el Contratista no efectúa la notificación a que se refiere la cláusula GC35.2 y la reclamación a que se refiere la cláusula GC35.3 dentro de los plazos estipulados, no se le efectuará ningún pago adicional por el suceso.

### **GC36 Prórroga**

- 36.1** Sin perjuicio de lo dispuesto en la cláusula GC36.2, el Representante Ministerial podrá, a solicitud del Contratista presentada antes del día fijado por las Condiciones Contractuales para la terminación del Trabajo o antes de cualquier otra fecha previamente fijada en virtud de esta condición general, prorrogar el plazo para su terminación fijando una nueva fecha si, a juicio del Representante Ministerial, causas ajenas a la voluntad del Contratista han retrasado su terminación.
- 36.2** La solicitud a que se refiere la cláusula GC36.1 deberá ir acompañada del consentimiento por escrito de la compañía afianzadora cuya fianza forme parte de la garantía del contrato.

### **GC37 Evaluación e indemnización por retraso en la ejecución**

- 37.1** A efectos de la presente condición general:
- 37.1.1** el Trabajo se considerará finalizado en la fecha en que se emita el Certificado Provisional de Terminación a que se refiere la cláusula GC44.2; y
- 37.1.2** "Período de demora" significa el número de días que comienza el día fijado por el Contrato para la terminación del Trabajo y termina el día inmediatamente anterior al día en que se termine el Trabajo, pero no incluye ningún día dentro de un período de prórroga concedido de conformidad con la cláusula GC36.1, y cualquier otro día en que, a juicio del Representante Ministerial, la terminación del Trabajo se haya retrasado por razones ajenas a la voluntad del Contratista.
- 37.2** Si el Contratista no termina el Trabajo en el día fijado para su terminación por las Condiciones Contractuales pero lo completa después, el Contratista pagará a Su Majestad una cantidad igual al total de:
- 37.2.1** Todos los sueldos, salarios y gastos de viaje en que incurra Su Majestad con respecto a las personas que supervisen la ejecución del Trabajo durante el periodo de retraso;
- 37.2.2** El costo incurrido por Su Majestad como resultado de la imposibilidad de utilizar el Trabajo terminado durante el período de retraso; y
- 37.2.3** Todos los demás gastos y daños en que incurra o sufra Su Majestad durante el periodo de retraso como consecuencia de que el Trabajo no se haya terminado en el día fijado para su finalización.
- 37.3** El Ministro puede renunciar al derecho de Su Majestad a la totalidad o a una parte de la cantidad pagadera por el Contratista de conformidad con la cláusula GC37.2 si, en opinión del Ministro, es de interés público hacerlo.
- 37.3.1** Su Majestad podrá, sin perjuicio de cualquier otro método de recuperación, deducir el importe de dichos daños de cualquier suma adeudada o que se adeude al Contratista. El pago o deducción de dichos daños y perjuicios no eximirá al Contratista de su obligación de terminar el Trabajo, ni de ninguna otra de sus obligaciones y responsabilidades en virtud del Contrato.

### **GC38 Trabajo retirado al Contratista**

- 38.1** El Ministro podrá, a su entera discreción, mediante notificación por escrito al Contratista de conformidad con la cláusula GC11, retirar la totalidad o parte del Trabajo al Contratista, y emplear los medios que considere oportunos para que se complete el Trabajo si el Contratista:
- 38.1.1** No ha subsanado, en el plazo de seis (6) días a partir de que el Ministro o el Representante Ministerial haya notificado por escrito al Contratista de conformidad con la cláusula GC11, cualquier retraso en el inicio o cualquier incumplimiento en la ejecución diligente del Trabajo a satisfacción del Representante Ministerial;
- 38.1.2** Se ha retrasado en la terminación de cualquier parte del Trabajo dentro del plazo fijado para su terminación en el Contrato;
- 38.1.3** Se ha declarado insolvente;
- 38.1.4** Ha cometido un acto de quiebra;
- 38.1.5** Ha abandonado el Trabajo;
- 38.1.6** Ha realizado una cesión del contrato sin el consentimiento requerido por la cláusula GC3; o



- 38.1.7** No ha cumplido o ejecutado alguna de las disposiciones del Contrato.
- 38.2** Si la totalidad o parte del Trabajo se retira al Contratista en virtud de la cláusula GC38.1:
- 38.2.1** el derecho del Contratista a cualquier otro pago debido o devengado en virtud del Contrato queda extinguido, sujeto únicamente a lo dispuesto en la cláusula GC38.4; y
- 38.2.2** el Contratista es responsable de pagar a Su Majestad, previa solicitud, una cantidad igual al importe de todas las pérdidas y daños sufridos por Su Majestad con respecto a la no finalización del Trabajo por parte del Contratista.
- 38.3** Si la totalidad o una parte del Trabajo que es retirado al Contratista de conformidad con la cláusula GC38.1 es completado por Su Majestad, el Representante Ministerial determinará el importe, si lo hubiere, de la retención o de una solicitud de pago parcial que se había devengado y era exigible con anterioridad a la fecha en que el Trabajo le fue retirado al Contratista y que no es necesario a los efectos de que el Trabajo sea ejecutado o de compensar a Su Majestad por cualquier otra pérdida o daño incurrido o sufrido en razón del incumplimiento del Contratista.
- 38.4** Su Majestad pagará al Contratista la cantidad que se determine que no es necesaria de conformidad con la cláusula GC38.3.

#### **GC39 Efecto de retirar el Trabajo al Contratista**

- 39.1** Retirar el Trabajo o una parte del mismo al Contratista, de conformidad con la cláusula GC38, no le eximirá de ninguna obligación derivada del Contrato o impuesta por la ley, excepto la obligación de completar la ejecución de la parte del Trabajo que le haya sido retirada.
- 39.2** Si se retira el Trabajo o cualquier parte del mismo al Contratista de conformidad con la cláusula GC38, todas las instalaciones, bienes de equipo y materiales y los intereses del Contratista en todos los bienes inmuebles, licencias, facultades y privilegios adquiridos, utilizados o proporcionados por el Contratista en virtud del Contrato continuarán siendo propiedad de Su Majestad sin compensación para el Contratista.
- 39.3** Cuando el Representante Ministerial certifique que cualquier instalación, bien de equipo, material o cualquier interés del Contratista a que se refiere la cláusula GC39.2 ya no es necesario para los fines del Trabajo, o que no redundaría en interés de Su Majestad retener dicha instalación, bien de equipo, material o interés, éstos se entregarán al Contratista.

#### **GC40 Suspensión del Trabajo por el Ministro**

- 40.1** El Ministro podrá, cuando en su opinión sea de interés público hacerlo, requerir al Contratista que suspenda la ejecución del Trabajo, ya sea por un período determinado o indeterminado, mediante notificación de suspensión por escrito al Contratista, de conformidad con la cláusula GC11.
- 40.2** Cuando el Contratista reciba una de las notificaciones a que se refiere la cláusula GC40.1, de conformidad con la cláusula GC11, suspenderá todas las actividades relacionadas con el Trabajo, excepto aquellas que, a juicio del Representante Ministerial, sean necesarias para el cuidado y preservación del Trabajo, las instalaciones, bienes de equipo y materiales.
- 40.3** El Contratista no podrá, durante un período de suspensión, retirar ninguna parte del Trabajo, instalación, bien de equipo o material de su emplazamiento sin el consentimiento por escrito del Representante Ministerial.
- 40.4** Si el período de suspensión es de treinta (30) días o menos, el Contratista deberá, al vencimiento de dicho período, reanudar la ejecución del Trabajo y tendrá derecho a que se le pague el sobrecosto, calculado de acuerdo con las cláusulas GC48 a GC50, de cualquier mano de obra, instalación, bien de equipo y material en que haya incurrido necesariamente como resultado de la suspensión.
- 40.5** Si, al expirar un período de suspensión de más de treinta (30) días, el Ministro y el Contratista acuerdan que el Contratista continuará la ejecución del Trabajo, el Contratista reanudará la ejecución del Trabajo con sujeción a los términos y condiciones acordados por el Ministro y el Contratista.
- 40.6** Si, al expirar un período de suspensión de más de treinta (30) días, el Ministro y el Contratista no llegan a un acuerdo sobre la continuación de la ejecución del Trabajo por el Contratista o sobre los términos y condiciones conforme a los cuales el Contratista continuará el Trabajo, la notificación de suspensión se considerará como una notificación de terminación de conformidad con la cláusula GC41.

#### **GC41 Rescisión del Contrato**

- 41.1** El Ministro podrá rescindir el Contrato en cualquier momento mediante notificación por escrito al Contratista, de conformidad con la cláusula GC11.
- 41.2** Cuando el Contratista reciba una notificación mencionada en la cláusula GC41.1 de conformidad con la cláusula GC11, deberá, con sujeción a cualesquiera condiciones estipuladas en la notificación, cesar inmediatamente todas las actividades de ejecución del Contrato.





- 41.3** Si el Contrato se rescinde de conformidad con la cláusula GC41.1, Su Majestad pagará al Contratista, con sujeción a la cláusula GC41.4, una cantidad igual a:
- 41.3.1** el costo para el Contratista de toda la mano de obra, instalaciones, bienes de equipo y materiales suministrados por él en virtud del Contrato hasta la fecha de rescisión con respecto a un contrato o parte del mismo para el que se haya estipulado un acuerdo de precio unitario en el Contrato; o el menor de los siguientes importes:
  - 41.3.2** Un importe, calculado de acuerdo con las Condiciones de Pago, que se habría abonado al Contratista si hubiera completado el Trabajo; o
  - 41.3.3** Un importe que se determina que se debe al Contratista en virtud de la cláusula GC49 con respecto a un contrato o parte del mismo para el que se estipula un acuerdo de precio fijo en el Contrato menos la suma de todos los importes que Su Majestad pagó al Contratista y todos los importes que Su Majestad debe al Contratista en virtud del Contrato.
- 41.4** Si Su Majestad y el Contratista no llegan a un acuerdo sobre el importe al que se refiere la cláusula GC41.3, dicho importe se determinará por el método al que se refiere la cláusula GC50.

#### **GC42 Reclamaciones y obligaciones del Contratista o subcontratista**

- 42.1** Su Majestad podrá, con el fin de cumplir las obligaciones legales y satisfacer las reclamaciones contra el Contratista o un subcontratista derivadas de la ejecución del Contrato, pagar cualquier cantidad debida y pagadera al Contratista en virtud del Contrato directamente a los acreedores y reclamantes contra el Contratista o el subcontratista, pero dicha cantidad, si la hubiere, pagada por Su Majestad no excederá de la cantidad que el Contratista habría estado obligado a pagar a dicho reclamante de conformidad con la legislación aplicable en virtud de la ley por la que se rige el Contrato. No será necesario que dicho reclamante cumpla las disposiciones de dicha legislación que establecen las etapas, mediante notificación, registro o de otro modo, que podrían haber sido necesarias para preservar o perfeccionar cualquier reclamación de derecho de retención o privilegio que el reclamante pudiera haber tenido; no obstante, Su Majestad, antes de pagar dichas reclamaciones, notificará por escrito al Contratista con diez (10) días de antelación que así lo hará.
- 42.2** Su Majestad no efectuará ningún pago según lo descrito en la cláusula GC42.1 a menos que y hasta que dicho reclamante haya entregado a Su Majestad:
- 42.2.1** Una sentencia u orden vinculante y ejecutable de un tribunal de jurisdicción competente en la que se establezca la cantidad que el Contratista habría tenido que pagar al reclamante de conformidad con las disposiciones de la legislación aplicable en virtud de la ley por la que se rige el presente Contrato;
  - 42.2.2** Un laudo definitivo y ejecutorio de un árbitro en el que se establezca la cantidad que el Contratista habría tenido que pagar al reclamante de conformidad con las disposiciones de la legislación aplicable en virtud de la ley por la que se rige el presente Contrato; o bien
  - 42.2.3** El consentimiento del Contratista autorizando un pago.
- 42.3** A los efectos de determinar el derecho de un reclamante de conformidad con las cláusulas GC42.2.1 y GC42.2.2, se considerará que la notificación exigida por la cláusula GC42.8 sustituye al registro o notificación posterior a la ejecución del Trabajo exigido por cualquier legislación aplicable y no se considerará que ninguna reclamación ha caducado, se ha anulado o es inaplicable por el hecho de que el reclamante no haya iniciado ninguna acción en el plazo prescrito por cualquier legislación aplicable.
- 42.4** Se considerará que el Contratista, mediante la ejecución de este Contrato, ha consentido en someter a arbitraje vinculante, a petición de cualquier reclamante, aquellas cuestiones que deban ser contestadas para establecer el derecho del reclamante al pago de conformidad con las disposiciones de la cláusula GC42.1 y dicho arbitraje tendrá como partes en el mismo a cualquier subcontratista al que el reclamante haya suministrado material, realizado trabajos o alquilado equipos o bienes de equipo, en caso de que dicho subcontratista desee ser parte, y Su Majestad no será parte en dicho arbitraje y, sujeto a cualquier acuerdo en contrario entre el Contratista y el reclamante, el arbitraje se llevará a cabo de conformidad con la legislación aplicable por la que se rige el arbitraje.
- 42.5** Un pago efectuado de conformidad con la cláusula GC42.1 constituye, en la medida del pago, un descargo de la responsabilidad de Su Majestad frente al Contratista en virtud del Contrato y podrá deducirse de cualquier cantidad pagadera al Contratista en virtud del Contrato.
- 42.6** El Contratista deberá cumplir con todas las leyes vigentes en la jurisdicción donde se ejecute el Trabajo, relacionadas con el plazo de pago, las retenciones obligatorias y la creación y aplicación de gravámenes de mecánicos, constructores, privilegios o legislación similar.
- 42.7** El Contratista cumplirá todas sus obligaciones legales y satisfará todas las reclamaciones legales contra él derivadas de la ejecución del Trabajo, al menos tan a menudo como el Contrato requiera que Su Majestad pague al Contratista.



- 42.8** Siempre que el Representante Ministerial lo solicite, el Contratista deberá hacer una declaración jurada en la que manifieste la existencia y condición de cualesquiera obligaciones y reclamaciones a las que se hace referencia en la cláusula GC42.6.
- 42.9** La cláusula GC42.1 sólo se aplicará:
- 42.9.1** A las reclamaciones y obligaciones cuya notificación haya sido recibida por escrito por el Representante Ministerial antes de que se efectúe el pago al Contratista de conformidad con la cláusula TP4.10 y en el plazo de ciento veinte (120) días a partir de la fecha en que el reclamante:
- 42.9.1.1** Debería haber recibido el pago íntegro en virtud del contrato del reclamante con el Contratista o subcontratista, cuando la reclamación se refiera a dinero que legalmente debía retenerse al reclamante; o bien
- 42.9.1.2** Prestó el último de los servicios, Trabajo o mano de obra, o suministró el último de los materiales de conformidad con el contrato del reclamante con el Contratista o subcontratista cuando la reclamación no sea por dinero a que se refiere la cláusula GC42.9.1.1; y
- 42.9.2** El procedimiento para determinar el derecho al pago, de conformidad con la cláusula GC42.2, deberá haberse iniciado en el plazo de un año a partir de la fecha en que la notificación mencionada en la cláusula GC42.9.1 haya sido recibida por el Representante Ministerial, y la notificación requerida por la cláusula GC42.9.1 deberá establecer la cantidad que se reclama como adeudada y la persona que por contrato es la principal responsable.
- 42.10** Su Majestad podrá, tras la recepción de una notificación de reclamación en virtud de la cláusula GC42.9.1, retener de cualquier cantidad debida y pagadera al Contratista en virtud del Contrato el importe total de la reclamación o cualquier parte de la misma.
- 42.11** El Representante Ministerial notificará por escrito al Contratista la recepción de cualquier reclamación a que se refiere la cláusula GC42.9.1 y la intención de Su Majestad de retener fondos de conformidad con la cláusula GC42.10 y el Contratista podrá, en cualquier momento posterior y hasta que se efectúe el pago al reclamante, depositar, ante Su Majestad, una garantía en una forma aceptable para Su Majestad, por un importe igual al valor de la reclamación, cuya notificación sea recibida por el Representante Ministerial y tras la recepción de dicha garantía Su Majestad liberará al Contratista cualesquiera fondos que de otro modo serían pagaderos al Contratista, que fueron retenidos de conformidad con las disposiciones de la cláusula GC42.10 con respecto a la reclamación de cualquier reclamante para el que exista la garantía.

#### **GC43 Depósito de garantía - Pérdida o devolución**

- 43.1** Si:
- 43.1.1** Se retira el Trabajo al Contratista de conformidad con la cláusula GC38;
- 43.1.2** El Contrato se rescinde de conformidad con la cláusula GC41; o
- 43.1.3** El Contratista ha incumplido las condiciones del Contrato;
- 43.2** Su Majestad podrá convertir el depósito de garantía, si lo hubiere, para su propio uso.
- 43.3** Si Su Majestad convierte la garantía contractual de conformidad con la cláusula GC43.1, la cantidad realizada se considerará una cantidad adeudada por Su Majestad al Contratista en virtud del Contrato.
- 43.4** Cualquier saldo de una cantidad mencionada en la cláusula GC43.3 que quede después del pago de todas las pérdidas, daños y reclamaciones de Su Majestad y otros, será pagado por Su Majestad al Contratista si, a juicio del Representante Ministerial, no es necesario para los fines del Contrato.

#### **GC44 Certificados del Representante Ministerial**

- 44.1** En la fecha en que:
- 44.1.1** el Trabajo ha sido completado; y
- 44.1.2** El Contratista ha cumplido con el Contrato y con todas las órdenes e instrucciones dadas en virtud del mismo, ambas a satisfacción del Representante Ministerial, el Representante Ministerial emitirá un Certificado Final de Terminación al Contratista.
- 44.2** Si el Representante Ministerial está convencido de que el Trabajo está sustancialmente terminado, deberá, en cualquier momento antes de emitir el certificado a que se refiere la cláusula GC44.1, emitir un Certificado Provisional de Terminación al Contratista, y a los efectos de la cláusula GC44.2 el Trabajo se considerará sustancialmente terminado:
- 44.2.1** Cuando el Trabajo objeto del Contrato o una parte sustancial del mismo esté, en opinión del Representante Ministerial, listo para su uso por Su Majestad o esté siendo utilizado para los fines previstos; y
- 44.2.2** Cuando, a juicio del Representante Ministerial, el Trabajo que quede por realizar en virtud del Contrato pueda completarse o corregirse con un costo no superior al:



- 44.2.2.1** Tres por ciento (3 %) de los primeros 500 000 dólares;
- 44.2.2.2** Dos por ciento (2 %) de los siguientes 500 000 dólares, y
- 44.2.2.3** Uno por ciento (1 %) del saldo del valor del Contrato en el momento en que se calcule este costo.
- 44.3** A los efectos exclusivos de la cláusula GC44.2.2, cuando el Trabajo o una parte sustancial del mismo esté listo para su uso o se esté utilizando para los fines previstos y el resto del Trabajo o una parte del mismo no pueda completarse en el plazo especificado en la cláusula C3, o modificado de conformidad con la cláusula GC36, por razones ajenas al control del Contratista o cuando el Representante Ministerial y el Contratista acuerden por escrito no completar una parte del Trabajo en el plazo especificado, el costo de esa parte del Trabajo cuya terminación estaba fuera del control del Contratista o el Representante Ministerial y el Contratista han acordado por escrito no terminar en el plazo especificado, se deducirá del valor del Contrato a que se refiere la cláusula GC44.2.2 y dicho costo no formará parte del costo del Trabajo que quede por realizar para determinar la terminación sustancial.
- 44.4** El Certificado Provisional de Terminación a que se refiere la cláusula GC44.2 describirá las partes del Trabajo no terminadas a satisfacción del Representante Ministerial y todo aquello que deba ser realizado por el Contratista:
- 44.4.1** antes de que se expida el Certificado Final de Terminación a que se refiere la cláusula GC44.1; y
- 44.4.2** antes de que comience el plazo de doce (12) meses mencionado en la cláusula GC32.1.2. para dichas partes y todos los elementos mencionados.
- 44.5** El Representante Ministerial podrá, además de las partes del Trabajo descritas en un Certificado Provisional de Terminación a que se refiere la cláusula GC44.2, exigir al Contratista que rectifique cualquier otra parte del Trabajo no terminada a su satisfacción y que haga cualquier otra cosa que sea necesaria para la terminación satisfactoria del Trabajo.
- 44.6** Si el Contrato o una parte del mismo está sujeto a un acuerdo de precio unitario, el Representante Ministerial calculará y registrará las cantidades de mano de obra, instalaciones, bienes de equipo y material ejecutados, utilizados y suministrados por el Contratista en la ejecución del Trabajo y, a petición del Contratista, le informará de dichos cálculos.
- 44.7** El Contratista deberá asistir al Representante Ministerial y cooperar con él en el desempeño de las funciones a que se refiere la cláusula GC44.6 y tendrá derecho a inspeccionar cualquier registro realizado por el Representante Ministerial de conformidad con la cláusula GC44.6.
- 44.8** Después de que el Representante Ministerial haya emitido el Certificado Final de Terminación a que se refiere la cláusula GC44.1, emitirá, si se aplica la cláusula GC44.6, un certificado de cálculo definitivo.
- 44.9** El certificado de cálculo definitivo citado en la cláusula GC44.8 deberá:
- 44.9.1** contener la suma de todos los cálculos de las cantidades a que se refiere la cláusula GC44.6; y
- 44.9.2** ser vinculante y concluyente entre Su Majestad y el Contratista en cuanto a las cantidades mencionadas en el mismo.
- GC45 Devolución del depósito de garantía**
- 45.1** Después de que se haya emitido el Certificado Provisional de Terminación al que se hace referencia en la cláusula GC44.2, si el Contratista no ha incumplido el Contrato, Su Majestad devolverá al Contratista la totalidad o parte del depósito de garantía que, en opinión del Representante Ministerial, no sea necesario para los fines del Contrato.
- 45.2** Una vez emitido el Certificado Final de Terminación al que se refiere la cláusula GC44.1, Su Majestad devolverá al Contratista el resto del depósito de garantía, a menos que el Contrato estipule otra cosa.
- 45.3** Si el depósito de garantía se ingresó en el Fondo Consolidado de Ingresos de Canadá, Su Majestad pagará intereses sobre el mismo al Contratista a un tipo establecido en cada momento de conformidad con el artículo 21(2) de la Ley sobre la Gestión de las Finanzas Públicas de Canadá (*Canada's Financial Administration Act*).
- GC46 Aclaración de los términos que aparecen en las cláusulas GC47 a GC50**
- 46.1** A efectos de las cláusulas GC47 a GC50:
- 46.1.1** "Tabla de precios unitarios" significa la tabla establecida en el Contrato; y
- 46.1.2** El término "instalaciones y bienes de equipo" no incluye las herramientas utilizadas habitualmente por un comerciante en el ejercicio de su profesión.
- GC47 Adiciones o modificaciones a la tabla de precios unitarios**
- 47.1** Cuando se aplique un acuerdo de precio unitario al Contrato o a una parte del mismo, el Representante Ministerial y el Contratista podrán, mediante acuerdo por escrito:
- 47.1.1** Añadir clases de mano de obra, instalaciones y bienes de equipo, así como unidades de medida, precios unitarios y cantidades estimadas a la tabla de precios unitarios si alguna mano de obra, instalaciones o bienes de equipo que deban incluirse en el Certificado Final de Medición mencionado en la cláusula



GC44.8 no están incluidos en ninguna clase de mano de obra, instalaciones o bienes de equipo establecidos en la tabla de precios unitarios; o bien

**47.1.2** A reserva de las cláusulas GC47.2 y GC47.3, modificar un precio unitario establecido en la tabla de precios unitarios para cualquier clase de mano de obra, instalación, bien de equipo o material incluido en la misma, si el certificado de cálculo definitivo a que se refiere la cláusula GC44.8 muestra o se espera que muestre que la cantidad total de esa clase de mano de obra, instalación, bien de equipo o material realmente utilizado o suministrado por el Contratista en la ejecución del Trabajo:

**47.1.2.1** Es menos del ochenta y cinco por ciento (85 %) de la cantidad total estimada; o

**47.1.2.2** Se encuentra por encima del ciento quince por ciento (115 %) de esa cantidad total estimada.

**47.2** En ningún caso el costo total de un rubro establecido en la tabla de precios unitarios que haya sido modificado de conformidad con la cláusula GC47.1.2.1 excederá el monto que se habría pagado al Contratista si la cantidad total estimada hubiera sido efectivamente ejecutada, utilizada o suministrada.

**47.3** Una modificación que se haga necesaria en virtud de la cláusula GC47.1.2.2 se aplicará únicamente a las cantidades que superen el ciento quince por ciento (115 %).

**47.4** Si el Representante Ministerial y el Contratista no llegan a un acuerdo como se prevé en la cláusula GC47.1, el Representante Ministerial determinará la clase y la unidad de medida de la mano de obra, instalación, bien de equipo o material y, sujeto a las cláusulas GC47.2 y GC47.3, el precio por unidad de los mismos se determinará de acuerdo con la cláusula GC50.

#### **GC48 Determinación del costo - Tabla de precios unitarios**

Siempre que, a los efectos del Contrato, sea necesario determinar el costo de la mano de obra, instalaciones, bienes de equipo o materiales, éste se determinará multiplicando la cantidad de dicha mano de obra, instalaciones, bienes de equipo o materiales expresada en la tabla de precios unitarios por el precio de dicha unidad establecido de común acuerdo en una tabla de precios unitarios que se incluirá en el Contrato antes de la firma.

#### **GC49 Determinación del costo - Negociación**

**49.1** Si el método descrito en la cláusula GC48 no puede utilizarse porque la mano de obra, las instalaciones, los bienes de equipo o los materiales son de un tipo o clase que no figura en la tabla de precios unitarios, el costo de dicha mano de obra, instalaciones, bienes de equipo o materiales a efectos del Contrato será el importe acordado en cada momento por el Contratista y el Representante Ministerial.

**49.2** A los efectos de la cláusula GC49.1, el Contratista presentará al Representante Ministerial cualquier información sobre los costos necesaria solicitada por el Representante Ministerial con respecto a la mano de obra, instalaciones, bienes de equipo y materiales a los que se hace referencia en la cláusula GC49.1.

#### **GC50 Determinación del costo - Fracaso de la negociación**

**50.1** Si los métodos descritos en las cláusulas GC47, GC48 o GC49 no permiten, por cualquier motivo, determinar el costo de la mano de obra, las instalaciones, los bienes de equipo y los materiales para los fines mencionados en las mismas, dicho costo será igual a la suma de:

**50.1.1** todas las cantidades razonables y apropiadas efectivamente gastadas o legalmente pagaderas por el Contratista en concepto de mano de obra, instalaciones, bienes de equipo y materiales que se encuentren dentro de una de las clases de gastos descritas en la cláusula GC50.2 que sean directamente atribuibles a la ejecución del Contrato;

**50.1.2** una provisión para beneficios y todos los demás gastos o costos, incluidos los gastos generales, los gastos generales de administración, los gastos de financiación e intereses y cualquier otro costo, carga y gasto, pero sin incluir los mencionados en las cláusulas GC50.1.1 o GC50.1.3 o de una clase mencionada en la cláusula GC50.2, por un importe que sea igual al diez por ciento (10 %) de la suma de los gastos mencionados en la cláusula GC50.1.1, y los intereses sobre los costos determinados conforme a las cláusulas GC50.1.1 y GC50.1.3, intereses que se calcularán de acuerdo con la cláusula TP9.

**50.1.3** siempre que el costo total de un rubro establecido en la tabla de precios unitarios que esté sujeto a las disposiciones de la cláusula GC47.1.2 no exceda el monto que habría sido pagadero al Contratista si la cantidad total estimada de dicho rubro hubiera sido efectivamente ejecutada, utilizada o suministrada.

**50.2** A efectos de la cláusula GC50.1.1, las clases de gastos que pueden tenerse en cuenta para determinar el costo de mano de obra, instalaciones, bienes de equipo y materiales son:

**50.2.1** Los pagos a los subcontratistas;

**50.2.2** Los sueldos, salarios y gastos de viaje de los empleados del Contratista mientras estén efectiva y debidamente ocupados en el Trabajo, con excepción de los sueldos, salarios, primas, manutención y



gastos de viaje del personal del Contratista empleado generalmente en la sede central o en una oficina general del Contratista, a menos que estén ocupados en el lugar de trabajo con la aprobación del Representante Ministerial;

- 50.2.3** Cuotas pagaderas en virtud de cualquier ley o reglamento relativo a la indemnización de los trabajadores, el seguro de empleo, el plan de pensiones o las vacaciones pagadas;
  - 50.2.4** El alquiler que se pague por las instalaciones y los bienes de equipo o una cantidad equivalente a dicho alquiler si las instalaciones y bienes de equipo son propiedad del Contratista y son necesarios y se utilizan en la ejecución del Trabajo, si el alquiler o la cantidad equivalente es razonable y el uso de dichas instalaciones y bienes de equipo ha sido aprobado por el Representante Ministerial;
  - 50.2.5** Los pagos para el mantenimiento y el funcionamiento de las instalaciones y bienes de equipo necesarios y utilizados para la ejecución del Trabajo, así como los pagos para efectuar las reparaciones de los mismos que, a juicio del Representante Ministerial, sean necesarias para la correcta ejecución del Contrato, con excepción de los pagos por cualquier reparación de las instalaciones y bienes de equipo derivada de defectos existentes antes de su asignación al Trabajo;
  - 50.2.6** Los pagos por material necesario e incorporado al Trabajo, o necesario y consumido en la ejecución del Contrato;
  - 50.2.7** Los pagos por la preparación, entrega, manipulación, montaje, instalación, inspección, protección y retirada de las instalaciones, bienes de equipo y materiales necesarios y utilizados para la ejecución del Contrato;
- y
- 50.3** Cualquier otro pago realizado por el Contratista con la aprobación por escrito del Representante Ministerial que sea necesario para la ejecución del Contrato.

#### **GC51 Registros que debe conservar el Contratista**

##### **51.1** El Contratista:

- 51.1.1** Llevará un registro completo de los costos estimados y reales del Trabajo, junto con todas las licitaciones, cotizaciones, contratos, correspondencia, facturas, recibos y comprobantes relacionados con el mismo;
  - 51.1.2** Pondrá todos los registros y materiales mencionados en la cláusula GC51.1.1 a disposición del Ministro y del recaudador general adjunto de Canadá, o de las personas que actúen en nombre de cualquiera de ellos o de ambos, para su auditoría e inspección, cuando así lo soliciten;
  - 51.1.3** Permitirá que cualquiera de las personas mencionadas en la cláusula GC51.1.2 haga copias y saque extractos de cualquiera de los registros y materiales mencionados en la cláusula GC51.1.1; y
  - 51.1.4** Proporcionará a cualquier persona mencionada en la cláusula GC51.1.2 cualquier información que pueda requerir ocasionalmente en relación con dichos registros y material.
- 51.2** Los registros mantenidos por el Contratista de conformidad con la cláusula GC51.1.1 serán conservados intactos por él hasta la expiración de un plazo de dos (2) años a partir de la fecha en que se emitió el Certificado Final de Terminación a que se refiere la cláusula GC44.1 o hasta la expiración de cualquier otro plazo que el Ministro disponga.
  - 51.3** El Contratista hará que todos los subcontratistas y todas las demás personas directa o indirectamente controladas por el Contratista o afiliadas a él y todas las personas que directa o indirectamente tengan control sobre el Contratista cumplan las cláusulas GC51.1 y GC51.2 como si fueran el Contratista.

#### **GC52 Conflicto de intereses**

Es una condición del presente Contrato que ningún antiguo titular de un cargo público que no cumpla con el Código de Conflicto de Intereses del Gobierno de Canadá obtenga un beneficio directo del presente Contrato.

#### **GC53 Situación del Contratista**

- 53.1** El Contratista será contratado en virtud del contrato como Contratista independiente.
- 53.2** El Contratista o cualquier empleado suyo no está contratado por el Contrato como empleado, funcionario o agente de Su Majestad.
- 53.3** A efectos de lo dispuesto en las cláusulas GC53.1 y GC53.2, el Contratista será el único responsable de todos y cada uno de los pagos y retenciones exigidos por ley, incluidos los exigidos por planes de pensiones, seguros de empleo, indemnizaciones laborales o impuestos sobre la renta.

#### **GC54 Derecho aplicable**

El Contrato se regirá por la legislación vigente en la jurisdicción definida en la sección C14 de las Condiciones Contractuales.



## **GC55 Inmunidad absoluta**

No obstante cualquier disposición del presente Contrato, Su Majestad el Rey en derecho de Canadá, no renuncia a ninguna inmunidad a la que tenga o pueda tener derecho en virtud de la legislación nacional o internacional.

## **GC56 Restos humanos, restos arqueológicos y objetos de interés histórico o científico**

**56.1** A los efectos de esta cláusula:

**56.1.1** Por restos humanos se entiende la totalidad o cualquier parte de un ser humano fallecido, independientemente del tiempo transcurrido desde su fallecimiento;

**56.1.2** Los restos arqueológicos son objetos, artefactos o cosas fabricadas, modificadas o utilizadas por los seres humanos en la antigüedad y pueden incluir, entre otros, estructuras de piedra, madera o hierro; monumentos, depósitos de protuberancias, artefactos óseos, armas, herramientas, monedas o cerámica; y

**56.1.3** Los bienes de interés histórico o científico son objetos naturales o manufacturados o cosas de cualquier época que no son restos arqueológicos pero que pueden ser de interés para la sociedad por su significado histórico o científico, valor, rareza, belleza natural u otra cualidad.

**56.2** Si, durante el transcurso del Trabajo, el Contratista encuentra cualquier objeto, elemento o cosa que se describa en la cláusula GC56.1, o que se asemeje a cualquier objeto, elemento o cosa descrito en la cláusula GC56.1, el Contratista deberá:

**56.2.1** tomar todas las medidas razonables, incluida la paralización inmediata del Trabajo en la zona afectada, para proteger y conservar el objeto, elemento o cosa;

**56.2.2** notificar inmediatamente por escrito las circunstancias al Representante Ministerial; y

**56.2.3** adoptar todas las medidas razonables para minimizar los costos adicionales que puedan generarse como resultado de cualquier interrupción del trabajo.

**56.3** Tras la recepción de una notificación de conformidad con la cláusula GC56.2.2, el Representante Ministerial determinará, de manera oportuna, si el objeto, artículo o cosa en cuestión es uno de los descritos o previstos en la cláusula GC56.1, y notificará por escrito al Contratista cualquier medida que deba adoptar o cualquier Trabajo que deba realizar el Contratista como resultado de la decisión del Representante Ministerial.

**56.4** El Representante Ministerial podrá, en cualquier momento, recurrir a los servicios de expertos, en particular de un arqueólogo o historiador, según proceda, para que le ayuden en la investigación, el examen, la toma de medidas u otros registros similares, la colocación de una protección permanente alrededor del objeto, elemento o cosa encontrado por el Contratista o su retirada, y la supervisión en caso de nuevos descubrimientos, y el Contratista, a satisfacción del Representante Ministerial, les permitirá el acceso y cooperará con ellos en el desempeño de sus funciones y obligaciones.

**56.5** Los restos humanos, restos arqueológicos y objetos de interés histórico o científico encontrados en el lugar del Trabajo seguirán siendo propiedad de Su Majestad.

**56.6** Salvo que el Contrato disponga otra cosa, se aplicarán las disposiciones de la cláusula GC30.

## **GC57 Condiciones de los lugares contaminados**

**57.1** A los efectos de esta cláusula, existe una situación de lugar contaminado cuando se constata la presencia de sustancias o materiales tóxicos, radiactivos u otras sustancias o materiales peligrosos, u otros contaminantes, en el lugar del Trabajo hasta el punto de que constituyan un peligro, o un peligro potencial, para el medio ambiente, la propiedad o la salud o seguridad de cualquier persona.

**57.2** Si el Contratista encuentra que una parte del sitio donde se desarrolla el Trabajo está contaminada, o tiene motivos razonables para creerlo, deberá:

**57.2.1** tomar todas las medidas razonables, incluida la interrupción del Trabajo, para garantizar que ninguna persona sufra lesiones, enfermedad o muerte, y que ni la propiedad ni el medio ambiente resulten dañados o destruidos como consecuencia de la contaminación del lugar;

**57.2.2** notificar inmediatamente por escrito las circunstancias al Representante Ministerial; y

**57.2.3** adoptar todas las medidas razonables para minimizar los costos adicionales que puedan generarse como resultado de cualquier interrupción del trabajo.

**57.3** Tras la recepción de una notificación de conformidad con la cláusula GC57.2.2, el Representante Ministerial determinará, de manera oportuna, si existe una situación de sitio contaminado según lo descrito previsto en la cláusula GC57.1, y notificará por escrito al Contratista de cualquier medida que deba adoptarse, o Trabajo que deba ser ejecutado por el Contratista como resultado de la decisión del Representante Ministerial.

**57.4** Si los servicios del Contratista son requeridos por el Representante Ministerial, el Contratista deberá seguir las



instrucciones del Representante Ministerial con respecto a cualquier excavación, tratamiento y eliminación de las sustancias o materiales contaminados.

**57.5** El Representante Ministerial podrá, en cualquier momento y a su entera discreción, recurrir a los servicios de expertos y contratistas especializados para ayudar a determinar la existencia, el alcance y el tratamiento de la situación del lugar contaminado, y el Contratista deberá, a satisfacción del Representante Ministerial, permitirles el acceso y cooperar con ellos en el desempeño de sus funciones y obligaciones.

**57.6** Salvo que el Contrato disponga otra cosa, se aplicarán las disposiciones de la cláusula GC30.

#### **GC58 Certificación - Honorarios condicionales**

**58.1** El Contratista certifica que no ha pagado ni acordado pagar, directa o indirectamente, y se compromete a no pagar ni acordar pagar, directa o indirectamente, una comisión por la solicitud, negociación u obtención del presente Contrato a ninguna persona que no sea un empleado que actúe en el ejercicio normal de sus funciones.

**58.2** Todas las cuentas y registros relativos a pagos de honorarios u otras compensaciones por la solicitud, obtención o negociación del Contrato estarán sujetos a las disposiciones de contabilidad y auditoría del Contrato.

**58.3** Si el Contratista certifica de forma falsa en virtud de la cláusula GC58.1 o incumple las obligaciones contenidas en la misma, Su Majestad podrá retirar el Trabajo al Contratista de conformidad con las disposiciones del Contrato para recuperar del Contratista mediante una reducción del importe del Contrato o, de otro modo, el importe total de los honorarios condicionales.

**58.4** A efectos de la cláusula GC58:

**58.4.1** "Honorarios condicionales" significa cualquier pago u otra compensación que dependa o se calcule sobre la base de un grado de éxito en la solicitud u obtención de un contrato gubernamental o en la negociación de la totalidad o parte de sus términos;

**58.4.2** "Empleado" significa una persona con la que el Contratista tiene una relación de empleador/empleado; y

**58.4.3** "Persona" incluye a un individuo o un grupo de individuos, una corporación, una sociedad, una organización y una asociación y, sin restringir el carácter general de lo anterior, incluye a cualquier individuo que esté obligado a presentar una declaración ante el registrador de conformidad con el artículo 5 de la Ley de Registro de Cabilderos (*Lobbyist Registration Act*) R.S. 1985 c. 44 (4º suplemento), y sus modificaciones sucesivas.

#### **GC59 Solución de controversias**

##### **59.1 Discusiones mutuas**

El Contratista y Su Majestad, que a los efectos de esta cláusula GC59.1 se denominarán conjuntamente las "Partes" y separadamente la "Parte", acuerdan que si surge cualquier controversia en relación con este Contrato, incluida, entre otras, cualquier cuestión relativa a su existencia, validez, terminación de derechos u obligación de cualquiera de las partes, las Partes intentarán, durante un período de treinta (30) días a partir de la recepción por una de ellas de una notificación de la otra Parte indicando:

**59.1.1** la existencia de la controversia;

**59.1.2** la naturaleza de la controversia, a grandes rasgos; y

**59.1.3** la decisión de la otra Parte de someter la controversia a arbitraje de conformidad con la cláusula GC59 del Contrato, las Partes intentarán resolver la controversia mediante conversaciones mutuas entre ellas.

##### **59.2 Remisión al arbitraje**

Cualquier controversia de este tipo que no pueda resolverse amistosamente mediante discusión mutua en el plazo de treinta (30) días antes mencionado, se resolverá mediante arbitraje con arreglo a las normas de arbitraje de la provincia de Ontario (el "Reglamento"). El lugar del arbitraje será la provincia de Ontario, Canadá. Cualquier notificación de arbitraje, respuesta u otra comunicación entregada a o por una parte del arbitraje se entregará y se considerará recibida según lo dispuesto en el Reglamento. Los gastos del arbitraje serán determinados y pagados por las partes en el arbitraje según lo dispuesto en el Reglamento.

##### **59.3 Designación de árbitros**

Cada una de las Partes tiene derecho a designar un (1) árbitro. Los dos (2) árbitros designarán a su vez al tercer árbitro. En caso de que alguna de las Partes no designe a su árbitro correspondiente en el plazo de treinta (30) días a partir de la fecha solicitada por la otra Parte, o en caso de que los dos (2) árbitros así designados no designen al tercer árbitro en el plazo de treinta (30) días a partir de la fecha de designación del segundo árbitro, dicho(s) árbitro(s) será(n) designado(s) por el presidente de la Asociación de Ingenieros Colegiados de la provincia de Ontario, Canadá.

##### **59.4 Ningún procedimiento judicial**

Cada una de las Partes acuerda que no iniciará ningún procedimiento judicial derivado del presente Contrato o



relacionado con el mismo, salvo lo dispuesto en la cláusula GC34, y cada una de las Partes acuerda que solicitará al tribunal competente la homologación para su ejecución legal de la decisión dictada por el tribunal arbitral. En caso de que se inicie un procedimiento judicial en cualquier tribunal para hacer cumplir un laudo arbitral, la persona o personas contra las que se solicite la ejecución de dicho laudo arbitral pagarán todas las costas, incluidos, entre otros, los gastos de asesoramiento jurídico y los honorarios de traducción, de la persona o personas que soliciten la ejecución del laudo arbitral.

**59.5 Fallo vinculante**

El arbitraje debe celebrarse en un plazo de seis (6) meses a partir de la fecha de nombramiento del árbitro, y el árbitro está autorizado a imponer costas a la parte que haya causado el retraso o que haya incumplido alguna de las normas del arbitraje. La decisión del árbitro será definitiva, vinculante e incontestable y podrá ser utilizada como base para un juicio al respecto en la provincia de Ontario, Canadá, o en cualquier otro lugar.

**59.6 Renuncias**

Las Partes acuerdan expresamente renunciar al artículo 48.1 de la Ley nº 30 de 1999 sobre Arbitraje y Resolución Alternativa de Controversias, de modo que el mandato de los árbitros debidamente designados de conformidad con los términos de este Contrato permanecerá en vigor hasta que los árbitros hayan emitido un laudo arbitral definitivo.

**59.7 Cumplimiento de los laudos**

A efectos de la ejecución de cualquier laudo arbitral, las Partes eligen el domicilio general, permanente y no exclusivo de la Oficina del Registrador (Office of the Registrar) de la provincia de Ontario, Canadá, sin perjuicio de los derechos de las Partes a ejecutar cualquier laudo arbitral en cualquier tribunal que tenga jurisdicción sobre la otra Parte o sus activos.

**GC60 10.5 Fuerza mayor**

**60.1 Dispensa de ejecución**

Ni Su Majestad ni el Contratista serán responsables ante la otra parte por el retraso o la falta de realización de cualquier acto o cosa que deba ejecutarse en virtud del presente Contrato, en la medida en que dicho retraso o falta de realización se deba a un acontecimiento de fuerza mayor. La parte afectada deberá hacer todo lo posible para eliminar los efectos de la fuerza mayor lo antes posible y reanudar la ejecución del presente contrato.

**60.2 No rescisión**

El presente Contrato no podrá rescindirse por fuerza mayor temporal y los derechos y obligaciones del Contratista y de Su Majestad deberán restablecerse íntegramente una vez finalizado cualquier periodo de fuerza mayor.

**60.3 Pago de las cantidades a pagar**

**60.3.1** Si, como consecuencia de un acontecimiento de fuerza mayor, una de las Partes no puede abonar el dinero que debe pagar en virtud de los términos y condiciones del presente Contrato en la forma prevista en el mismo, la Parte obligada al pago deberá notificar a la Parte con derecho a recibir el dinero la imposibilidad de la primera de pagar y los motivos de la misma.

**60.3.2** La Parte con derecho a recibir el dinero designará a la Parte obligada a pagar otro lugar para el pago y ésta remitirá los fondos a dicho lugar para la Parte con derecho a recibir los fondos.

**60.4 Casos de fuerza mayor**

Los casos de fuerza mayor incluirán, sin limitación, cualquier suceso de fuerza mayor, conmoción civil o retrasos causados por restricciones gubernamentales que afecten a la totalidad o a una parte del Trabajo y que impidan o restrinjan de forma sustancial a cualquiera de las partes el cumplimiento de sus obligaciones en virtud del presente Contrato de las que dicha parte sea responsable.

**GC61 Salud y seguridad**

**61.1** El Contratista se asegurará, en el cumplimiento de sus obligaciones contractuales en virtud del presente Contrato, de que sus empleados y agentes estén debidamente equipados con toda la ropa y equipos de seguridad necesarios para realizar el Trabajo.

**61.2** El Contratista se asegurará además de que sus empleados y agentes cumplan y sigan todos los reglamentos, normas y procedimientos aplicables en materia de salud y seguridad vigentes en la jurisdicción y hayan recibido formación y utilizarán todos los equipos de seguridad obligatorios impuestos por la legislación local al realizar el Trabajo en virtud del presente Contrato.





## Sección "IV" – Condiciones de Seguro

### IC1 Prueba de seguro

- 1.1 El Contratista obtendrá y mantendrá, a sus expensas, los seguros previstos en el presente Contrato con compañías sujetas a la aprobación por escrito de Su Majestad.
- 1.2 Inmediatamente después de la notificación de la adjudicación del Contrato y antes del inicio del Trabajo in situ, el Contratista hará que su corredor de seguros, agencia o asegurador informe por escrito al Representante Ministerial de que todos los seguros exigidos en virtud del presente están en vigor.
- 1.3 En el plazo de catorce (14) días tras la aceptación de la oferta del Contratista, el Contratista deberá, a menos que el Representante Ministerial le indique lo contrario por escrito, depositar en poder del Representante Ministerial un certificado de seguro del asegurador en la forma que se muestra en este documento y, si así lo solicita el Representante Ministerial, los originales o copias auténticas certificadas de todos los contratos de seguro mantenidos por el Contratista de conformidad con los requisitos de cobertura de seguro que se muestran a continuación.

### IC2 Gestión de riesgos

- 2.1 Las disposiciones de los requisitos de cobertura de seguro contenidos en el presente documento no pretenden cubrir todas las obligaciones del Contratista en virtud de la cláusula GC8 de la sección "III" de Condiciones Generales del Contrato. Cualquier medida adicional de gestión de riesgos o cobertura de seguro adicional que el Contratista considere necesaria para cumplir con sus obligaciones en virtud de la cláusula GC8 será a su propia discreción y costo.

### IC3 Pago de la franquicia

- 3.1 El Contratista debe asumir el pago de todas cantidades de dinero para liquidar una reclamación hasta la cantidad de la franquicia.

### IC4 Tipos de seguro exigidos

- 4.1 El Contratista obtendrá los siguientes tipos de cobertura de seguro comercial:
  - 4.1.1 Seguro de responsabilidad civil general ("CGL"); y
  - 4.1.2 Seguro en las obras - Seguro de daños directos ("BR").

### IC5 Asegurado designado adicional

- 5.1 Cada póliza de seguro asegurará al Contratista, e incluirá como asegurado designado adicional al propietario, es decir, Su Majestad el Rey en derecho de Canadá, representado por el ministro de Relaciones Exteriores y los empleados o funcionarios tanto de Su Majestad como del Contratista.

### IC6 Periodo de cobertura del seguro

- 6.1 Salvo que el Representante Ministerial disponga por escrito algo distinto, las pólizas exigidas en virtud del presente contrato se suscribirán a partir de la fecha de adjudicación del contrato y se mantendrán hasta el día de emisión del Certificado Final de Terminación.

### IC7 Notificación

- 7.1 Cada póliza de seguro contendrá una disposición en virtud de la cual el asegurador deberá notificar por escrito al Representante Ministerial con treinta (30) días de antelación cualquier cambio importante, cancelación o expiración de la cobertura. Cualquier notificación que afecte a un cambio importante, cancelación o expiración de la cobertura recibida por el Contratista deberá ser transmitida inmediatamente al Representante Ministerial.



## Parte I – Seguro de responsabilidad civil general (CGL)

### CGL1 Límites

- 1.1 La póliza se suscribirá en un formulario similar al conocido y referido en el sector de los seguros como IBC 2100 - Póliza de Responsabilidad Civil General Comercial (formulario de incidente) y establecerá un límite de responsabilidad no inferior a la cantidad indicada en la cláusula C9, incluidos los daños corporales y materiales para cualquier incidente o serie de incidentes derivados de una causa. Los gastos legales o de defensa contraídos en relación con una o varias reclamaciones no reducirán el límite de responsabilidad.

### CGL2 Coberturas

- 2.1 La póliza incluirá, entre otras, las siguientes coberturas:
- 2.1.1 Todos los locales, bienes y actividades necesarios o accesorios para la ejecución del presente Contrato;
  - 2.1.2 Daños personales;
  - 2.1.3 Daños corporales y materiales para cada incidente;
  - 2.1.4 La extensión de la garantía “Daños materiales y/o pérdida de uso”;
  - 2.1.5 Eliminación o debilitamiento del soporte de cualquier propiedad, edificio o terreno, ya sea dicho soporte natural o de otro tipo;
  - 2.1.6 Responsabilidad civil de ascensores (incluidas escaleras mecánicas, montacargas y aparatos similares);
  - 2.1.7 Responsabilidad contingente del empleador;
  - 2.1.8 Responsabilidad de protección del propietario y del Contratista;
  - 2.1.9 Responsabilidades contractuales y asumidas en virtud del presente Contrato;
  - 2.1.10 Responsabilidad por actividades y productos acabados;  
El seguro deberá continuar durante un período de al menos dos (2) años después de la fecha del Certificado Final de Terminación del Representante Ministerial para cubrir el riesgo de trabajos acabados.
  - 2.1.11 Responsabilidad recíproca;  
La cláusula se redactará de la siguiente manera:  
**Responsabilidad recíproca**  
El seguro ofrecido por esta póliza se aplicará con respecto a cualquier reclamación o acción presentada contra cualquier asegurado por cualquier otro asegurado. La cobertura se aplicará de la misma manera y con el mismo alcance que si se hubiera emitido una póliza separada para cada asegurado. La inclusión de más de un asegurado no incrementará el límite de responsabilidad del asegurador.
  - 2.1.12 Cláusula de separación de los intereses;  
La cláusula se redactará de la siguiente manera:  
**Separación de los intereses**  
Esta póliza, sujeta a los límites de responsabilidad aquí establecidos, se aplicará separadamente a cada asegurado de la misma manera y en la misma medida que si se hubiera emitido una póliza separada para cada uno. Esta inclusión de más de un asegurado no incrementará el límite de responsabilidad del asegurador.
- 2.2 Periodo de cobertura del seguro:  
El período de cobertura de seguro exigido para todos los elementos de seguro enumerados en la cláusula CGL2: Coberturas será desde la fecha de formalización de este contrato hasta la fecha de emisión por parte del Representante Ministerial del Certificado Final de Terminación.

### CGL3 Riesgos adicionales

- 3.1 La póliza deberá ser endosada para incluir los siguientes riesgos o peligros si el Trabajo está sujeto a ellos:
- 3.1.1 Voladura;
  - 3.1.2 Hincado de pilotes y cajones;
  - 3.1.3 Apuntalamiento;
  - 3.1.4 Riesgos asociados a las actividades del contratista en un aeropuerto activo;
  - 3.1.5 Contaminación radiactiva resultante del uso de isótopos comerciales; y
  - 3.1.6 Daños a la parte de un edificio existente más allá de la directamente asociada a un contrato de ampliación, renovación o instalación. (No se aplicará la exclusión de cuidado, custodia y control).



**CGL4 Beneficio del seguro**

**4.1** El beneficio del seguro de esta póliza se paga directamente al reclamante/tercero.

**CGL5 Franquicia**

**5.1** La póliza se emitirá con una franquicia no superior a 500,00 \$ CAD por incidente, aplicable únicamente a las reclamaciones por daños materiales.



## Parte II – Seguro en las obras - Daños directos (BR).

### BR1 Alcance de la póliza

1.1 La póliza se suscribirá sobre la base de un seguro "a todo riesgo" que otorgue una cobertura similar a la proporcionada por el formulario conocido y llamado en el sector de los seguros como seguro a todo riesgo en las obras (*Builders' Risk Comprehensive Form*).

### BR2 Bienes asegurados

2.1 Los bienes asegurados incluirán:

2.1.1 El Trabajo y todos los bienes, equipos y materiales destinados a formar parte del Trabajo terminado en el lugar del proyecto mientras se espera, durante y después de la instalación, montaje o construcción, incluidas las pruebas;

2.1.2 Los gastos ocasionados por la retirada del lugar de la obra de los escombros de los bienes asegurados, incluida la demolición de los bienes dañados, el deshielo y el desagüe, ocasionados por la pérdida, destrucción o daño de dichos bienes y respecto de los cuales se establece un seguro en virtud de la presente póliza; y

2.1.3 Los equipos y materiales necesarios para la ejecución o protección temporal del Trabajo.

### BR3 Beneficio del seguro

3.1 El beneficio de esta póliza se pagará de acuerdo con la cláusula GC28 de las Condiciones Generales del Contrato.

3.2 La póliza estipulará que el beneficio de la misma se abone a Su Majestad o según disponga el Ministro.

3.3 El Contratista hará todo lo necesario y firmará todos los documentos necesarios para efectuar el pago del beneficio del seguro.

### BR4 Cuantía del seguro

4.1 La cuantía del seguro no será inferior a la suma del valor contractual más el valor declarado (si lo hubiere) establecido en los documentos contractuales de todos los materiales y equipos suministrados por Su Majestad en el lugar del proyecto para ser incorporados y formar parte del Trabajo terminado.

### BR5 Franquicia

5.1 La póliza se emitirá con una franquicia no superior a 1 000,00 \$ CAD.

### BR6 Condiciones de exclusión

6.1 La póliza puede estar sujeta a las exclusiones estándar, pero se aplicarán las siguientes condiciones:

6.1.1 Los defectos de materiales, fabricación o diseño sólo podrán excluirse en la medida de los gastos de reparación y no se aplicarán a las pérdidas o daños resultantes de los mismos;

6.1.2 Podrán excluirse las pérdidas o daños causados por contaminación por material radiactivo, salvo las pérdidas o daños resultantes de isótopos comerciales utilizados para mediciones industriales, inspección, control de calidad, uso radiográfico o fotográfico; y

6.1.3 Se permitirá el uso y la ocupación del proyecto o de cualquier parte o sección del mismo cuando se destinen a los fines para los que está previsto el proyecto una vez finalizado.



**Certificado de seguro del corredor**

**(DEBERÁ ENTREGARSE AL REPRESENTANTE MINISTERIAL ANTES DEL INICIO DE CUALQUIER TRABAJO IN SITU)**

COBERTURA:  
 DESCRIPCIÓN DEL TRABAJO: \_\_\_\_\_  
 LUGAR DEL TRABAJO: \_\_\_\_\_  
 EXPEDIDO POR:  
 CORREDOR/AGENTE: \_\_\_\_\_  
 DIRECCIÓN: \_\_\_\_\_

EXPEDIDO A: MINISTERIO DE ASUNTOS EXTERIORES, COMERCIO Y DESARROLLO DE CANADÁ  
 (FOREIGN AFFAIRS, TRADE AND DEVELOPMENT CANADA)  
 DIRECCIÓN: 125 SUSSEX DRIVE, OTTAWA, ONTARIO CANADÁ K1A 0G2

ASEGURADO DESIGNADO:  
 CONTRATISTA: \_\_\_\_\_  
 DIRECCIÓN: \_\_\_\_\_

El presente documento certifica que las siguientes pólizas de seguro están actualmente en vigor y cubren todas las actividades del asegurado, con efecto a partir del \_\_\_\_\_ de 20\_\_ en relación con el Ministerio de Asuntos Exteriores, Comercio y Desarrollo de Canadá, para el \_\_\_\_\_ celebrado entre el asegurado designado y dicho Ministerio.

TIPO	NÚMERO DE PÓLIZA	FECHA DE EXPIRACIÓN DE LA RESPONSABILIDAD			LÍMITES	FRANQUICIA
		DÍA	MES	AÑO		
Responsabilidad civil general						
Seguro a todo riesgo de las obras de construcción						

Cada una de estas pólizas proporciona las coberturas especificadas en la sección "IV" sobre las condiciones del seguro, que forman parte del presente Contrato.

El asegurador se compromete a notificar a Su Majestad y al asegurado designado por escrito treinta (30) días antes de cualquier cambio importante, cancelación o expiración de cualquier póliza o cobertura.

\_\_\_\_\_  
 Nombre - Representante autorizado del corredor/agente      Firma-Representante autorizado del corredor/agente      Fecha      Teléfono

LA EMISIÓN DE ESTE CERTIFICADO NO LIMITARÁ NI RESTRINGIRÁ EL DERECHO DE SU MAJESTAD A SOLICITAR EN CUALQUIER MOMENTO DUPLICADOS CERTIFICADOS DE DICHAS PÓLIZAS DE SEGURO.



**Certificado de seguro del asegurador**

**(DEBERÁ ENTREGARSE AL REPRESENTANTE MINISTERIAL ANTES DEL INICIO DE CUALQUIER TRABAJO IN SITU)**

COBERTURA:  
 DESCRIPCIÓN DEL TRABAJO: \_\_\_\_\_  
 LUGAR DEL TRABAJO: \_\_\_\_\_  
 EXPEDIDO POR:  
 CORREDOR/AGENTE: \_\_\_\_\_  
 DIRECCIÓN: \_\_\_\_\_

EXPEDIDO A: MINISTERIO DE ASUNTOS EXTERIORES, COMERCIO Y DESARROLLO DE CANADÁ  
 (FOREIGN AFFAIRS, TRADE AND DEVELOPMENT CANADA)  
 DIRECCIÓN: 125 SUSSEX DRIVE, OTTAWA, ONTARIO CANADÁ K1A 0G2

ASEGURADO DESIGNADO:  
 CONTRATISTA: \_\_\_\_\_  
 DIRECCIÓN: \_\_\_\_\_

El presente documento certifica que las siguientes pólizas de seguro están actualmente en vigor y cubren todas las actividades del asegurado, con efecto a partir del \_\_\_\_\_ de 20\_\_ en relación con el Ministerio de Asuntos Exteriores, Comercio y Desarrollo de Canadá, para el \_\_\_\_\_ celebrado entre el asegurado designado y dicho Ministerio.

TIPO	NÚMERO DE PÓLIZA	FECHA DE EXPIRACIÓN DE LA RESPONSABILIDAD			LÍMITES	FRANQUICIA
		DÍA	MES	AÑO		
Responsabilidad civil general						
Seguro a todo riesgo de las obras de construcción						

Cada una de estas pólizas proporciona las coberturas especificadas en la sección "IV" sobre las condiciones del seguro, que forman parte del presente Contrato.

El asegurador se compromete a notificar a Su Majestad y al asegurado designado por escrito treinta (30) días antes de cualquier cambio importante, cancelación o expiración de cualquier póliza o cobertura.

Nombre - Representante autorizado del asegurador      Firma-Representante autorizado del asegurador      Fecha      Teléfono

LA EMISIÓN DE ESTE CERTIFICADO NO LIMITARÁ NI RESTRINGIRÁ EL DERECHO DE SU MAJESTAD A SOLICITAR EN CUALQUIER MOMENTO DUPLICADOS CERTIFICADOS DE DICHAS PÓLIZAS DE SEGURO.



Government  
of Canada

Gouvernement  
du Canada

### **Sección “V” – Condiciones de la Garantía Contractual**

Esta sección se ha dejado intencionadamente en blanco.



## Apéndice "A" - Enunciado del Trabajo a realizar

### 1. TÍTULO

Servicios de pintura para la Embajada de Canadá en Chile, Santiago

### 2. CONTEXTO

El Ministerio de Asuntos Exteriores, Comercio y Desarrollo de Canadá (MAECD) necesita realizar trabajos de pintura en las zonas pintadas del edificio de la Cancillería de la Embajada de Canadá en Santiago de Chile. Estas zonas deben estar preparadas, pintadas y protegidas en toda la embajada.

### 3. OBJETIVO

Se requieren servicios de pintura en la Embajada de Canadá en Santiago de Chile. El alcance de las obras abarca la aplicación de pintura en las zonas comunes interiores especificadas en la etapa obligatoria.

### 4. TAREAS

El Contratista deberá pintar el interior del edificio de la cancillería, en 2 etapas: zonas obligatorias y secundarias.

- 1) La pintura puede aplicarse con rodillo o brocha. No se permitirá la pulverización a menos que se especifique lo contrario.
- 2) Las herramientas y el equipo de pintura deberán estar limpios y en buen estado de uso.
- 3) Se retirarán las placas de interruptores, las placas de receptáculos, los marcos de cuadros, las pinturas, etc.
- 4) La pintura debe realizarse de acuerdo con las recomendaciones del fabricante.

#### ETAPA 1: ZONAS OBLIGATORIAS - TOTAL: 1 618,23 m<sup>2</sup>:

- 1) Zona de espera y control - 97,55 m<sup>2</sup>
- 2) Recepción - 14,9 m<sup>2</sup>
- 3) Cabinas de entrevistas - 34,4 m<sup>2</sup>
- 4) Pasillos/zonas de oficinas abiertas - 877,62 m<sup>2</sup>
- 5) Salas de reuniones - 77,38 m<sup>2</sup>
- 6) Dependencias de la zona segura – 467,9 m<sup>2</sup>
- 7) Comedor - 48,48 m<sup>2</sup>

#### ETAPA 2 (OPCIONAL): ZONAS SECUNDARIAS - TOTAL: 750,03 m<sup>2</sup>:

- 1) Oficinas cerradas - 716,03 m<sup>2</sup>
- 2) Baños - 34 m<sup>2</sup>

#### PROTECCIÓN

- 1) El Contratista proporcionará un amplio suministro de lonas protectoras para este fin.
- 2) El Contratista limpiará y pondrá orden diariamente. Todos los trapos de pintura, botes de pintura vacíos y demás materiales se retirarán de la obra al final de cada jornada de trabajo. Una vez finalizado el trabajo, el lugar deberá quedar ordenado a plena satisfacción del Representante Ministerial.

#### PREPARACIÓN DE LAS SUPERFICIES

- 1) El Contratista debe asegurarse de que todas las superficies estén secas, debidamente tratadas y libres de suciedad, polvo, pintura suelta, grasa, óxido u otras materias extrañas. El grado de preparación de la superficie deberá ser tal que garantice la adherencia de la pintura y el buen aspecto de la obra terminada.
- 2) Las grietas, juntas, agujeros de clavos en superficies de hormigón, deben rellenarse con compuesto para madera, dejar secar y lijar suavemente.
- 3) Las grietas, juntas, agujeros de clavos en superficies de madera, deben rellenarse con masilla, dejar secar y lijar suavemente.





## **PINTURA**

- 1) Debe aplicarse una capa de preparación completa a todas las superficies nuevas y sin pintar.
- 2) En todos los casos, los índices de cobertura y los tiempos de secado deben ser adecuados y proporcionales al tipo de material utilizado, así como a los requisitos específicos del trabajo.
- 3) En mampostería (excepto suelos) se utilizará un producto de imprimación de látex.
- 4) Metal ferroso. Utilizar imprimación.
- 5) Metal no ferroso. Utilizar imprimación de cromato de zinc.
- 6) Madera. Utilizar pintura base de esmalte.

## **PINTAR SOBRE SUPERFICIES PREPARADAS E IMPRIMADAS**

- 1) La película de pintura acabada debe ser lisa y continua, sin saltos, marcas de pincel, rayas o lapsos perceptibles, y debe cubrir completamente el sustrato.
- 2) Por lo general, se requieren dos capas completas de acabado para trabajos nuevos y una para superficies previamente pintadas. No obstante, el Contratista evaluará el número de capas necesarias y ofertará en consecuencia, pero no se pagarán suplementos en caso de que se requiera más de este número para lograr los resultados especificados.
- 3) El Contratista deberá producir un resultado aceptable independientemente de la mano de obra o de la cantidad de material requerido. El espesor de la película de cualquier aplicación no será inferior al exigido por el fabricante.

## **COLOR DE PINTURA - RODAPIÉS, MOLDURAS DE PUERTAS, MOLDURAS DE VENTANAS Y MOLDURAS DE TECHO**

- Marca de pintura: Sherwin Williams
- Color de pintura: SW 7069 - Mineral de hierro o equivalente

## **COLOR DE PINTURA - TABIQUES**

- Marca de pintura: Sherwin Williams
- Color de pintura: SW 7009 - Blanco nacarado o equivalente

## **5. INSTALACIÓN**

El contratista instalará los nuevos cuartos de caña al terminar de pintar los rodapiés. Los cuartos de caña son suministrados por el Ministerio de Asuntos Exteriores, Comercio y Desarrollo de Canadá y el Representante Ministerial.

## **6. RECURSOS NECESARIOS**

El Contratista desplegará su propio equipo que se familiarizará con las actividades del lugar de trabajo.

## **7. RESPONSABILIDADES DEL CONTRATISTA**

El Contratista garantizará la seguridad y el bienestar de su equipo y estará al corriente del estado médico de los miembros de su equipo. El Contratista es responsable de todos los costos asociados con el cumplimiento de las medidas de protección y cualquier otro costo relacionado con la salud y seguridad general de sus empleados.

El Contratista proporcionará a todos los miembros del equipo insignias de identificación de la empresa y/o uniformes de la empresa para facilitar su identificación en el lugar de trabajo.

El Contratista es responsable de lo siguiente:

- 1) El Contratista suministrará al equipo todo el material y las herramientas necesarias para realizar las labores de pintura estipuladas en el presente contrato.
- 2) El Contratista proporcionará todos los recursos necesarios.
- 3) El Contratista garantizará la supervisión adecuada del lugar de trabajo y asumirá la responsabilidad en el lugar de trabajo por los actos de todo su personal y subcontratista(s) que estén asociados con la ejecución de este contrato.
- 4) El Contratista y los trabajadores observarán todas las normas de seguridad aplicables al trabajo en la obra.
- 5) El Contratista deberá presentar un plan de trabajo para su aprobación en un plazo de dos semanas a partir de la adjudicación del contrato.



- 6) El Contratista deberá asistir a una visita obligatoria al lugar de las obras, que será coordinada por el Representante Ministerial.
- 7) El Contratista deberá coordinar (con la asistencia del Representante Ministerial) su trabajo con otros equipos que estén trabajando simultáneamente en el proyecto de remodelación de la Embajada de Canadá en Chile.

#### **8. CALENDARIO DE LOS TRABAJOS DE PINTURA**

El Representante Ministerial a través de su misión en Santiago de Chile proporcionará un representante de la misión para ayudar en la supervisión y proporcionará el plano de piso y el calendario de los trabajos de pintura.  
*Se facilitará en el momento de la adjudicación del contrato.*

#### **9. RESTRICCIONES**

El acceso al lugar de trabajo está limitado al horario acordado sin excepciones, a menos que el Representante Ministerial conceda una aprobación previa por escrito.

Los trabajos de pintura se llevarán a cabo entre las siguientes horas laborables según la siguiente distribución:

Lunes a jueves: 8.00 – 16.30

Viernes 8.00 – 16.30

De sábado a domingo: Si el tiempo requerido es aprobado por el Representante Ministerial.

Las franjas horarias designadas se establecen para evitar molestias al personal de la Misión.

El acceso al lugar de trabajo está limitado a este horario sin excepciones a menos que el Representante Ministerial o la persona que éste designe conceda una autorización previa por escrito.



Apéndice "B" - Lista de verificación de los requisitos de seguridad



Contract Number / Numéro du contrat
Security Classification / Classification de sécurité

SECURITY REQUIREMENTS CHECK LIST (SRCL)  
LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ (LVERS)

PART A - CONTRACT INFORMATION / PARTIE A - INFORMATION CONTRACTUELLE		
1. Originating Government Department or Organization / Ministère ou organisme gouvernemental d'origine	Global Affairs Canada	2. Branch or Directorate / Direction générale ou Direction AWB
3. a) Subcontract Number / Numéro du contrat de sous-traitance	3. b) Name and Address of Subcontractor / Nom et adresse du sous-traitant	
4. Brief Description of Work / Brève description du travail Painting Services for The Embassy of Canada to Chile, Santiago		
5. a) Will the supplier require access to Controlled Goods? Le fournisseur aura-t-il accès à des marchandises contrôlées?	<input checked="" type="checkbox"/> No Non	<input type="checkbox"/> Yes Oui
5. b) Will the supplier require access to unclassified military technical data subject to the provisions of the Technical Data Control Regulations? Le fournisseur aura-t-il accès à des données techniques militaires non classifiées qui sont assujetties aux dispositions du Règlement sur le contrôle des données techniques?	<input checked="" type="checkbox"/> No Non	<input type="checkbox"/> Yes Oui
6. Indicate the type of access required / Indiquer le type d'accès requis		
6. a) Will the supplier and its employees require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets? Le fournisseur ainsi que les employés auront-ils accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? (Specify the level of access using the chart in Question 7. c) (Préciser le niveau d'accès en utilisant le tableau qui se trouve à la question 7. c)	<input checked="" type="checkbox"/> No Non	<input type="checkbox"/> Yes Oui
6. b) Will the supplier and its employees (e.g. cleaners, maintenance personnel) require access to restricted access areas? No access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets is permitted. Le fournisseur et ses employés (p. ex. nettoyeurs, personnel d'entretien) auront-ils accès à des zones d'accès restreintes? L'accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS n'est pas autorisé.	<input checked="" type="checkbox"/> No Non	<input type="checkbox"/> Yes Oui
6. c) Is this a commercial courier or delivery requirement with no overnight storage? S'agit-il d'un contrat de messagerie ou de livraison commerciale sans entreposage de nuit?	<input checked="" type="checkbox"/> No Non	<input type="checkbox"/> Yes Oui
7. a) Indicate the type of information that the supplier will be required to access / Indiquer le type d'information auquel le fournisseur devra avoir accès		
Canada <input type="checkbox"/>	NATO / OTAN <input type="checkbox"/>	Foreign / Étranger <input type="checkbox"/>
7. b) Release restrictions / Restrictions relatives à la diffusion		
No release restrictions Aucune restriction relative à la diffusion <input type="checkbox"/>	All NATO countries Tous les pays de l'OTAN <input type="checkbox"/>	No release restrictions Aucune restriction relative à la diffusion <input type="checkbox"/>
Not releasable À ne pas diffuser <input type="checkbox"/>		
Restricted to: / Limité à : <input type="checkbox"/> Specify country(ies): / Préciser le(s) pays :	Restricted to: / Limité à : <input type="checkbox"/> Specify country(ies): / Préciser le(s) pays :	Restricted to: / Limité à : <input type="checkbox"/> Specify country(ies): / Préciser le(s) pays :
7. c) Level of information / Niveau d'information		
PROTECTED A PROTÉGÉ A <input type="checkbox"/>	NATO UNCLASSIFIED NATO NON CLASSIFIÉ <input type="checkbox"/>	PROTECTED A PROTÉGÉ A <input type="checkbox"/>
PROTECTED B PROTÉGÉ B <input type="checkbox"/>	NATO RESTRICTED NATO DIFFUSION RESTREINTE <input type="checkbox"/>	PROTECTED B PROTÉGÉ B <input type="checkbox"/>
PROTECTED C PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>	NATO CONFIDENTIAL NATO CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>	PROTECTED C PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>
CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>	NATO SECRET NATO SECRET <input type="checkbox"/>	CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>
SECRET SECRET <input type="checkbox"/>	COSMIC TOP SECRET COSMIC TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>	SECRET SECRET <input type="checkbox"/>
TOP SECRET TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>		TOP SECRET TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>
TOP SECRET (SIGINT) TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>		TOP SECRET (SIGINT) TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>

TBS/SCT 350-103(2004/12)

Security Classification / Classification de sécurité





Contract Number / Numéro du contrat
Security Classification / Classification de sécurité

**PART A (continued) / PARTIE A (suite)**

8. Will the supplier require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED COMSEC information or assets?  
Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens COMSEC désignés PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS?  No / Non  Yes / Oui  
If Yes, indicate the level of sensitivity:  
Dans l'affirmative, indiquer le niveau de sensibilité :

9. Will the supplier require access to extremely sensitive INFOSEC information or assets?  
Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens INFOSEC de nature extrêmement délicate?  No / Non  Yes / Oui  
Short Title(s) of material / Titre(s) abrégé(s) du matériel :  
Document Number / Numéro du document :

**PART B - PERSONNEL (SUPPLIER) / PARTIE B - PERSONNEL (FOURNISSEUR)**

10. a) Personnel security screening level required / Niveau de contrôle de la sécurité du personnel requis

<input type="checkbox"/> RELIABILITY STATUS COTE DE FIABILITÉ	<input type="checkbox"/> CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL	<input type="checkbox"/> SECRET SECRET	<input type="checkbox"/> TOP SECRET TRÈS SECRET
<input type="checkbox"/> TOP SECRET- SIGINT TRÈS SECRET - SIGINT	<input type="checkbox"/> NATO CONFIDENTIAL NATO CONFIDENTIEL	<input type="checkbox"/> NATO SECRET NATO SECRET	<input type="checkbox"/> COSMIC TOP SECRET COSMIC TRÈS SECRET
<input type="checkbox"/> SITE ACCESS ACCÈS AUX EMPLACEMENTS			

Special comments:  
Commentaires spéciaux : Not required for a paint contract, they will be escorted

NOTE: If multiple levels of screening are identified, a Security Classification Guide must be provided.  
REMARQUE : Si plusieurs niveaux de contrôle de sécurité sont requis, un guide de classification de la sécurité doit être fourni.

10. b) May unscreened personnel be used for portions of the work?  
Du personnel sans autorisation sécuritaire peut-il se voir confier des parties du travail?  No / Non  Yes / Oui  
If Yes, will unscreened personnel be escorted?  
Dans l'affirmative, le personnel en question sera-t-il escorté?  No / Non  Yes / Oui

**PART C - SAFEGUARDS (SUPPLIER) / PARTIE C - MESURES DE PROTECTION (FOURNISSEUR)**

**INFORMATION / ASSETS / RENSEIGNEMENTS / BIENS**

11. a) Will the supplier be required to receive and store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets on its site or premises?  
Le fournisseur sera-t-il tenu de recevoir et d'entreposer sur place des renseignements ou des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS?  No / Non  Yes / Oui

11. b) Will the supplier be required to safeguard COMSEC information or assets?  
Le fournisseur sera-t-il tenu de protéger des renseignements ou des biens COMSEC?  No / Non  Yes / Oui

**PRODUCTION**

11. c) Will the production (manufacture, and/or repair and/or modification) of PROTECTED and/or CLASSIFIED material or equipment occur at the supplier's site or premises?  
Les installations du fournisseur serviront-elles à la production (fabrication et/ou réparation et/ou modification) de matériel PROTÉGÉ et/ou CLASSIFIÉ?  No / Non  Yes / Oui

**INFORMATION TECHNOLOGY (IT) MEDIA / SUPPORT RELATIF À LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION (TI)**

11. d) Will the supplier be required to use its IT systems to electronically process, produce or store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or data?  
Le fournisseur sera-t-il tenu d'utiliser ses propres systèmes informatiques pour traiter, produire ou stocker électroniquement des renseignements ou des données PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS?  No / Non  Yes / Oui

11. e) Will there be an electronic link between the supplier's IT systems and the government department or agency?  
Disposera-t-on d'un lien électronique entre le système informatique du fournisseur et celui du ministère ou de l'agence gouvernementale?  No / Non  Yes / Oui

Security Classification / Classification de sécurité
--





Contract Number / Numéro du contrat
Security Classification / Classification de sécurité

**PART C - (continued) / PARTIE C - (suite)**

For users completing the form manually use the summary chart below to indicate the category(ies) and level(s) of safeguarding required at the supplier's site(s) or premises.  
 Les utilisateurs qui remplissent le formulaire manuellement doivent utiliser le tableau récapitulatif ci-dessous pour indiquer, pour chaque catégorie, les niveaux de sauvegarde requis aux installations du fournisseur.

For users completing the form online (via the Internet), the summary chart is automatically populated by your responses to previous questions.  
 Dans le cas des utilisateurs qui remplissent le formulaire en ligne (par Internet), les réponses aux questions précédentes sont automatiquement saisies dans le tableau récapitulatif.

**SUMMARY CHART / TABLEAU RÉCAPITULATIF**

Category / Catégorie	PROTECTED / PROTÉGÉ			CLASSIFIED / CLASSIFIÉ			NATO				COMSEC					
	A	B	C	CONFIDENTIAL / CONFIDENTIEL	SECRET	TOP SECRET / TRÈS SECRET	NATO RESTRICTED / NATO DIFFUSION RESTREINTE	NATO CONFIDENTIAL / NATO CONFIDENTIEL	NATO SECRET	COSMIC TOP SECRET / COSMIC TRÈS SECRET	PROTECTED / PROTÉGÉ			CONFIDENTIAL / CONFIDENTIEL	SECRET	TOP SECRET / TRÈS SECRET
											A	B	C			
Information / Assets / Renseignements / Biens / Production																
IT Media / Support TI																
IT Link / Lien électronique																

12. a) Is the description of the work contained within this SRCL PROTECTED and/or CLASSIFIED?  
 La description du travail visé par la présente LVERS est-elle de nature PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?  No / Non  Yes / Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification".  
 Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire.

12. b) Will the documentation attached to this SRCL be PROTECTED and/or CLASSIFIED?  
 La documentation associée à la présente LVERS sera-t-elle PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?  No / Non  Yes / Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification" and indicate with attachments (e.g. SECRET with Attachments).  
 Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire et indiquez qu'il y a des pièces jointes (p. ex. SECRET avec des pièces jointes).

Security Classification / Classification de sécurité
--



Contract Number / Numéro du contrat
Security Classification / Classification de sécurité

**PART D - AUTHORIZATION / PARTIE D - AUTORISATION**

<b>13. Organization Project Authority / Chargé de projet de l'organisme</b>			
Name (print) - Nom (en lettres moulées) <b>Raisa Brennan</b>		Title - Titre <b>Interior Designer</b>	Signature <b>Brennan, Raisa</b> 2023.06.28 13:47:27 -04'00'
Telephone No. - N° de téléphone <b>613-552-8248</b>	Facsimile No. - N° de télécopieur	E-mail address - Adresse courriel <b>raisa.brennan@international.gc.ca</b>	Date <b>28/03/2023</b>
<b>14. Organization Security Authority / Responsable de la sécurité de l'organisme</b>			
Name (print) - Nom (en lettres moulées) <b>Francois Paquette</b>		Title - Titre <b>A/ Manager Security in Contracting</b>	Signature <b>Paquette, Francois</b> Digitally signed by Paquette, Francois Date: 2023.07.07 13:11:30 -0400'
Telephone No. - N° de téléphone <b>3432033086</b>	Facsimile No. - N° de télécopieur	E-mail address - Adresse courriel <b>Francois.Paquette@international.gc.ca</b>	Date
15. Are there additional instructions (e.g. Security Guide, Security Classification Guide) attached? Des instructions supplémentaires (p. ex. Guide de sécurité, Guide de classification de la sécurité) sont-elles jointes?			<input checked="" type="checkbox"/> No / Oui <input type="checkbox"/> Yes / Oui
<b>16. Procurement Officer / Agent d'approvisionnement</b>			
Name (print) - Nom (en lettres moulées) <b>Jenny Mascarenhas</b>		Title - Titre <b>Procurement Specialist</b>	Signature <b>Mascarenhas, Jenny</b> Digitally signed by Mascarenhas, Jenny Date: 2023.11.16 09:28:52 -05'00'
Telephone No. - N° de téléphone <b>+1 613 292 8946</b>	Facsimile No. - N° de télécopieur	E-mail address - Adresse courriel <b>Jenny.Mascarenhas@international.gc.ca</b>	Date <b>November 16, 2023</b>
<b>17. Contracting Security Authority / Autorité contractante en matière de sécurité</b>			
Name (print) - Nom (en lettres moulées)		Title - Titre	Signature
Telephone No. - N° de téléphone	Facsimile No. - N° de télécopieur	E-mail address - Adresse courriel	Date